

---

## L'éducation à la citoyenneté mondiale (et solidaire) au prisme des rapports de domination : entre consensus et tensions - Le cas d'Uni4Coop

**Auteur** : Pepermans, Mélisande

**Promoteur(s)** : Contor, Justine

**Faculté** : Faculté des Sciences Sociales

**Diplôme** : Master en sciences de la population et du développement, à finalité spécialisée  
Coopération Nord-Sud

**Année académique** : 2021-2022

**URI/URL** : <http://hdl.handle.net/2268.2/14892>

---

### *Avertissement à l'attention des usagers :*

*Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.*

*Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.*

---

**Nom :** PEPERMANS

**Prénom :** Mélisande

**Matricule :** S184649

**Filière d'études :** Master en sciences de la population et du développement, à finalité spécialisée en Coopération Nord-Sud

## **MÉMOIRE DE FIN D'ÉTUDES**

---

« L'éducation à la citoyenneté mondiale (et solidaire) au prisme des rapports de domination : entre consensus et tensions – Le cas d'Uni4Coop »

---

**Promotrice :**

CONTOR Justine

**Lecteurs :**

PIROTTE Gautier

MERLE Stéphanie

# TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS

PRÉFACE

ACRONYMES

**INTRODUCTION** **1**

---

**PARTIE 1 – CADRE THÉORIQUE** **3**

---

**SECTION 1 – PROBLÉMATISATION** **3**

I. ÉLABORATION DE LA PROBLÉMATIQUE 3

II. HYPOTHÈSES DE RECHERCHE 5

**SECTION 2 – MÉTHODOLOGIE** **5**

I. MÉTHODE QUALITATIVE 5

1. Insertion dans le milieu 6

2. Entretiens semi-directifs 6

3. Choix des personnes interrogées 6

II. LIMITES ET BIAIS DU TERRAIN 7

III. RAPPORT AU TERRAIN 7

**SECTION 3 – CONTEXTUALISATION** **8**

I. L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE (ET SOLIDAIRE) 8

1. Brève définition : l'éducation à la citoyenneté mondiale (et solidaire), c'est quoi ? 8

2. Les courants de l'ECM(S) 10

3. Conclusion 12

II. LES RAPPORTS DE DOMINATION 13

1. La domination : entre théorie(s) et idéologie 13

2. Les rapports de domination dans un contexte contemporain ? 15

3. Conclusion 18

III. LES POSTCOLONIAL STUDIES 19

1. Fondements 19

2. Les Postcolonial Studies, fondamentalement humanistes ? 21

3. Conclusion 22

**PARTIE 2 – ANALYSE DES DONNÉES** **23**

---

**SECTION 1 – PRÉSENTATION DU TERRAIN** **23**

I. UNI4COOP, LE CONSORTIUM DES ONG UNIVERSITAIRES 23

II. ECM(S) ET RAPPORTS DE DOMINATION : TOUT UN PROGRAMME	24
<b>SECTION 2 – UN PROJET ENTRE CONSENSUS ET TENSIONS</b>	<b>26</b>
I. TOUTE UNE QUESTION DE VOCABULAIRE	26
II. LE CONTEXTE UNIVERSITAIRE : LIEU D'ÉMANCIPATION ET DE REPRODUCTION DES SYSTÈMES D'OPPRESSION	29
1. Introduction de pédagogies plus actives	30
2. Créer des ponts : ne plus parler « pour » mais « avec »	32
III. QUEL ENGAGEMENT ?	34
IV. ÊTRE ACCOMPAGNATEUR ET ACTEUR DU CHANGEMENT ?	38
<b>CONCLUSION</b>	<b>41</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>45</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>49</b>
I. Annexe n°1 – Résumé de l'entretien exploratoire du 25 novembre 2021	49
II. Annexe n°2 – Canevas d'entretien	52
III. Annexe n°3 – Retranscription entretien n°1 : Chargé.e de projets Uni4Coop, 5 avril 2022	53
IV. Annexe n°4 – Retranscription entretien n°2 : Chargé.e de projets Uni4Coop, 6 avril 2022	64
V. Annexe n°5 – Retranscription entretien n°3 : Chargé.e de projets Uni4Coop, 13 avril 2022	77
VI. Annexe n°5 – Retranscription entretien n°4 : Chargé.e de projets Uni4Coop, 20 avril 2022	84
VII. Annexe n°7 – Retranscription entretien n°5 : Chargé.e de projets Uni4Coop, 21 avril 2022	93
VIII. Annexe n°8 – Retranscription entretien n°6 : Chargé.e de projets Uni4Coop, 24 avril 2022	99

## REMERCIEMENTS

Mes premiers remerciements vont à ma promotrice, Justine Contor. Merci pour votre soutien, vos conseils et vos commentaires pertinents. Merci également pour votre franchise lorsque je partais sur la mauvaise voie.

Je remercie également mes lecteurs, Gautier Pirotte et Stéphanie Merle pour l'intérêt qu'ils ont porté au thème de mon mémoire ainsi que d'avoir accepté de le lire.

Je remercie les différents chargés de projets en éducation à la citoyenneté mondiale (et solidaire) de m'avoir accordé de leur temps pour la réalisation des divers entretiens. Merci d'avoir accepté de participer.

Merci à ma maman, ma petite sœur et mes grands-parents pour leurs relectures, d'avoir supporté mes doutes et mes joies durant l'écriture de mon mémoire.

Finalement, je remercie toutes les personnes que j'ai pu rencontrer dans le cadre du Master en sciences de la population et du développement mais aussi durant mes trois années à Liège. Cette expérience n'aurait pas été la même sans vous.

Merci !

## **PRÉFACE**

Ce mémoire ne se veut pas exhaustif ni représentatif des différents organismes qui pratiquent de l'éducation à la citoyenneté mondiale (et solidaire) en Belgique.

Comme vous l'aurez remarqué, nous avons mis le « et solidaire » entre parenthèses afin d'être inclusif dans notre manière de nommer cette dernière. Cela est une réflexion que nous avons eu durant notre stage/terrain et la lecture de divers articles et documents sur le sujet.

## ACRONYMES

ACODEV : Fédération des OCS de coopération au développement

ALC : Annoncer la couleur

DGD : Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire

ECM : Education à la citoyenneté mondiale

ECMS : Education à la citoyenneté mondiale et solidaire

ENABEL : Agence belge de développement

GCE : Global citizenship education

ONG : Organisation non gouvernementale

ONGU : Organisation non gouvernementale universitaire

UCL : Université catholique de Louvain-la-Neuve

Unamur : Université de Namur

UNESCO : Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

ULB : Université libre de Bruxelles

Uliège : Université de Liège

TOC : Théorie du changement

## INTRODUCTION

*« Parler de systèmes d'oppression, de rapports de domination et de privilèges n'est pas chose facile. Quiconque tente de le faire dans son entourage, prend rapidement la mesure de la virulence avec laquelle ce genre de discussion peut être accueillie. Questionner nos privilèges nous heurte. Nommer nos oppressions aussi, d'une autre façon. Lorsque quelqu'un-e pointe du doigt nos identités sociales, qu'elles soient dominantes ou dominées, nous pouvons avoir le sentiment d'être enfermés dans des cases de bourreaux ou de victimes. Nos réactions n'en sont que plus passionnées » (Juliette Rousseau, 2018, p. 37)*

Aujourd'hui, il n'est plus à prouver que les inégalités se cumulent et s'entremêlent, que certains ont plus de privilèges que d'autres. De plus, l'actualité nous le prouve encore, les jeunes se soulèvent pour une justice sociale et climatique car les inégalités de genre, le racisme et bien d'autres, sont encore bien ancrés dans nos sociétés actuelles. Je suis moi-même une femme, je subis des discriminations dues à mon genre mais j'ai également des privilèges. Je suis blanche, de classe moyenne et éduquée. J'ai un bachelier en droit et je termine un master en sciences de la population et du développement. Je suis depuis peu dans un processus de déconstruction, de conscientisation de mes propres privilèges. Ce dernier fut en grande partie grâce à l'esprit critique développé dans le cadre de ce master.

J'ai commencé dès ma première année à m'intéresser aux relations de pouvoir qu'il y avait au sein même de la coopération au développement. Mon attrait pour l'éducation à la citoyenneté mondiale (et solidaire) – ECM(S) – fut attisé lors du cours à option « séminaire d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire » en Master un. Il nous avait été demandé de réaliser un entretien avec un acteur ou une actrice du terrain. La personne interrogée a exposé son point de vue sur l'avenir du secteur. Pour elle, l'idéal serait que l'ECM(S) soit le pivot de la coopération. Depuis l'arrivée de la ministre Kitir, elle voit une lueur d'espoir pour le secteur. C'est grâce au soutien politique que l'ECM(S) pourra briser les stéréotypes présents au sein de la coopération au développement et ses racines. Pour finir, elle a rajouté que « le solidaire » faisait parfois référence à la pitié et que cela devait changer. Cet entretien fut le point de départ concernant notre questionnement sur les rapports de domination au sein de l'éducation à la citoyenneté mondiale (et solidaire). Comment l'ECM(S) peut parvenir à interroger les rapports de domination si dans ses pratiques et ses racines cela est ancré ?

Durant ce master, j'ai eu l'occasion de réaliser mon stage de fin d'études chez Eclasio, l'ONG de l'Université de Liège. Avant le début de celui-ci, j'ai découvert que le nouveau programme quinquennal 2022-2026 portait sur l'interrogation des rapports de domination. Cela tomba à pic. De plus, la particularité d'Eclasio est qu'elle fait partie du consortium appelé Uni4Coop avec trois autres ONG universitaires. Au départ nous souhaitions ne prendre qu'Eclasio comme étude de cas mais il

nous semblait plus pertinent de prendre Uni4Coop. La problématique de ce présent mémoire est donc de comprendre les dynamiques mises en place par les organismes qui pratiquent de l'éducation à la citoyenneté mondiale (et solidaire) pour interroger les rapports de domination. Et plus particulièrement, le cas des ONG universitaires du consortium Uni4Coop dont le nouveau programme quinquennal est basé sur les rapports de domination. De cette problématique est née une hypothèse principale : les dynamiques mises en place par les quatre ONG produisent des tensions au sein des différents acteurs liés au projet, les chargés de projets et les bénéficiaires.

Afin de répondre à la question de recherche, ce mémoire va se diviser en trois parties. Premièrement, nous exposerons le cadre théorique. Il est composé de la problématisation, de la méthodologie ainsi que de trois concepts théoriques : l'ECM(S), les rapports de domination et les *Postcolonial Studies*. Ces derniers permettant de comprendre les dynamiques et situer notre problématique. Deuxièmement, nous rentrerons dans l'analyse de nos données de terrain. Ces dernières ont été récoltées dans le cadre de six entretiens réalisés auprès des chargés de projets d'Uni4Coop. Nous explorerons quatre points principaux qui en sont ressortis : des divergences au niveau du vocabulaire ; le contexte universitaire et son paradoxe car celui-ci est un lieu d'émancipation et de reproduction des rapports de domination ; quel est l'engagement des chargés de projets et les difficultés qui en ressortent ; et, la complexité d'être accompagnateur et acteur de changement car le programme est vu en termes de changement. Finalement, nous conclurons ce mémoire en revenant sur la problématique et les différentes hypothèses que nous avons pu émettre.

## PARTIE 1 – CADRE THÉORIQUE

Dans cette partie de ce mémoire, nous allons tout d'abord dans la première section exposer notre cheminement lors de l'élaboration de la problématique et de nos hypothèses de recherche. Ces hypothèses se déclinent en une hypothèse et trois sous-hypothèses. Deuxièmement, nous présenterons la méthodologie choisie afin de répondre à cette problématique, les limites et le rapport que nous avons entretenu avec le terrain. Finalement, nous aborderons trois concepts théoriques : l'éducation à la citoyenneté mondiale (et solidaire), les rapports de domination et les *Postcolonial Studies*. Tous trois permettent de situer la recherche et de comprendre les dynamiques qui en découlent.

### SECTION 1 – PROBLÉMATISATION

#### I. Élaboration de la problématique

Dès le début de notre recherche, nous avons dû choisir un fil de conduite afin de commencer cette dernière de manière claire et structurée. Comme conseillé par Van Campenhoudt et Quivy (1995), notre question de départ fut énoncée sous la forme d'une question simple : **Comment l'éducation à la citoyenneté mondiale (et solidaire) interroge-t-elle les rapports de domination ?**

Afin de creuser cette première question, nous avons réalisé durant les premiers mois de la recherche une exploration via des lectures et un entretien exploratoire. Un entretien exploratoire a pour objectif de « *s'informer le mieux possible sur la question étudiée avant d'entrer plus avant dans le vif du sujet* » et n'a pas « *pour fonction de vérifier des hypothèses préétablies* » (Van Campenhoudt and Quivy, 1995 : 59). L'objectif de cette démarche est de faire le point sur ce qui est intéressant en fonction de la thématique de recherche (Van Campenhoudt and Quivy, 1995). Nous avons donc réalisé un entretien exploratoire avec une responsable du renforcement des pratiques pédagogiques de chez Annoncer la couleur (ALC)<sup>1</sup>.

Après cet entretien, notre réflexion sur l'interrogation des rapports de domination et d'oppression dans les pratiques d'ECM(S) s'est renforcée en lisant des chercheuses spécialisées dans l'ECM(S), Karen Pashby et Vanessa Andreotti qui nous furent conseillées lors de l'entretien exploratoire. Ces chercheuses s'inscrivent dans une vision plus critique de l'ECM(S). La vision dite

---

<sup>1</sup> Cet entretien ne fut pas enregistré mais une synthèse a été faite, vous pouvez la retrouver dans les annexes (n°1) de ce présent mémoire.

critique est une vision qui remet en question les structures de pouvoir de la société<sup>2</sup>. Cette dernière correspondant le plus à notre questionnement des rapports de domination.

A ces différentes observations et lectures, nous devons trouver l'axe que nous souhaitons suivre durant ce mémoire : est-ce que nous souhaitons étudier tous les acteurs actifs en ECM(S) tels que la Direction générale coopération au développement et aide humanitaire (DGD), la fédération francophone et germanophone des associations de coopération au développement (ACODEV) et les différentes ONG ou seulement nous limiter aux ONG ?

Dans un premier temps et par soucis d'exhaustivité nous avons préféré rester sur le territoire belge mais également au niveau des organismes, tels que les ONG, qui pratiquent l'ECM(S). De plus, la Belgique n'est pas exemptée de ces débats au sein de sa pratique de l'éducation à la citoyenneté mondiale (et solidaire) et fait face à de nombreux défis. Selon Annoncer la couleur, le défi a relevé durant l'année 2021 fut de questionner ce qu'est l'éducation à la citoyenneté mondiale. Ce questionnement fait réponse à la transformation de l'éducation au développement en éducation à la citoyenneté mondiale. Et donc, d'interroger sur ses pratiques, ses limites mais également ses acteurs. De plus, cette même année fut teintée par la question décoloniale et de son implication dans les pratiques d'ECM(S) (Goris and Giraud, 2022).

En outre, lors du commencement du terrain nous nous sommes aperçus que les rapports de domination sont au cœur du nouveau programme de cinq ans des différentes ONG universitaires francophones : ULB-Coopération, l'ONG de l'Université Libre de Bruxelles (ULB) ; Louvain Coopération, l'ONG de l'Université catholique de Louvain (ULC) ; Eclodio, l'ONG de l'Université de Liège (Uliège) et la Fucid, l'ONG de l'Université de Namur (Unamur). Ces ONG universitaires (ONGU) sont regroupées dans ce que l'on appelle, dans le jargon de la coopération au développement, un consortium. Elles travaillent ensemble sur plusieurs projets tant à l'étranger qu'en Belgique. Ce consortium s'appelle Uni4Coop.

A partir de ce dernier choix, il était temps que nous élaborions notre thématique de recherche. Selon Lemieux (2012), problématiser c'est formuler un problème auquel nous devons répondre. Le fait qu'Uni4Coop traite des rapports de domination fut le point de départ de notre problématique finale. Par conséquent, ce mémoire a donc pour vocation, de **comprendre les dynamiques mises en place par les organismes qui pratiquent de l'éducation à la citoyenneté mondiale (et solidaire) pour interroger les rapports de domination. Et plus particulièrement, le cas des ONG universitaires du consortium Uni4Coop dont le nouveau programme quinquennal est basé sur les rapports de domination.** Cette problématique est née d'un aller-retour entre la littérature scientifique, la littérature grise et les entretiens réalisés.

---

<sup>2</sup> Nous reviendrons sur le courant de l'ECM(S) dit critique dans le cadre théorique (section 2 point II).

## II. Hypothèses de recherche

Avant de répondre à cette problématique, nous avons émis une hypothèse principale et trois sous-hypothèses dans le but de structurer notre recherche : **les dynamiques mises en place par les quatre ONG produisent des tensions au sein des différents acteurs liés au projet, les chargés de projets et les bénéficiaires.** Ces tensions s'expriment selon trois sous-hypothèses.

La première sous-hypothèse porte sur une compréhension du programme et les dynamiques qu'Uni4Coop souhaite mettre en place et les potentielles difficultés, facilités qui en ressortent. Nous mettons donc en avant que **le programme quinquennal sur les rapports de domination ne fait pas l'objet d'un consensus et que les différents acteurs des quatre ONG ne sont donc pas d'accord sur les termes utilisés.** Chaque ONG ou chargés de projets à sa définition de ce qu'est un rapport de domination.

En réponse à la première sous-hypothèse, cette deuxième sous-hypothèse expose que : **les différentes lectures du programme provoquent des tensions internes au sein des quatre ONG qui composent Uni4Coop.** Nous pensons que ces différentes tensions ou accords entre les acteurs sont essentielles à identifier afin de voir si les dynamiques mises en place permettent d'interroger les rapports de domination.

Finalement pour notre troisième sous-hypothèse, nous nous sommes demandé quelle était la position des chargés de projets ECM(S) face à cette thématique. Il nous semblait important de regarder à ce niveau-là car ils sont les premières personnes à mettre en œuvre les outils pour parler des rapports de domination. **Dans ce point, les chargés de projets en ECM(S) sont conscientisés sur les thématiques voir actifs dans leur lutte. Ce positionnement crée des tensions entre un mode de vie militant qu'ils auraient ou non dans leur vie privée et leur carrière professionnelle au sein des ONG universitaires.**

## SECTION 2 – MÉTHODOLOGIE

### I. Méthode qualitative

Dans le souci de répondre à notre problématique et nos différentes hypothèses nous avons opté pour ce mémoire vers une méthode de recherche qualitative. Cette méthode fut la plus pertinente car elle permet d'axer la recherche selon « *le point de vue de l'acteur* » (Olivier De Sardan, 2008 : 41). La méthode qualitative est basée sur la production d'entretiens et/ou d'observations. De plus, nous avons opté pour une démarche inductive. Lorsque l'on utilise une démarche inductive cela induit que la question de recherche est le fruit d'un aller-retour entre analyse des données de terrain et la théorie. Le

but de cette démarche permet de relier les deux (Olivier De Sardan, 2008 ; Van Campenhoudt and Quivy, 2011).

### 1. Insertion dans le milieu

Dès le début de notre terrain, nous avons été inséré dans le milieu car nous réalisons notre stage chez Eclasio qui fait partie du consortium Uni4Coop. L'insertion est représentée par un séjour du chercheur « *plus ou moins prolongé chez ceux auprès de qui il enquête* » (Olivier De Sardan, 2008 : 48). Durant ce stage, nous avons observé les chargés de projets dans leurs tâches quotidiennes, nous avons assisté à des réunions au sein de l'équipe ECM(S) et du siège.

### 2. Entretiens semi-directifs

Nous avons également réalisé des entretiens semi-directifs. L'entretien est selon Olivier de Sardan (2008) le « *mode quasi exclusif de production de données* » (72) et il est un « *moyen privilégié* » (p. 54) « *pour produire des données* » (p. 54). L'entretien semi-directif n'est « *ni entièrement ouvert, ni canalisé par un grand nombre de questions précises* » (Van Campenhoudt and Quivy, 2011 : 171). Nous avons choisi cette méthodologie afin de créer au maximum une situation d'écoute avec nos personnes interrogées. Nous voulions éviter qu'elles se sentent en situation d'interrogatoire.

Nous disposions donc d'une liste de questions pense-bêtes dans un canevas. Nous l'avons préféré au guide d'entretien car il permet de respecter la dynamique de l'échange et laisse une marge de manœuvre pour s'adapter à l'interlocuteur (Olivier De Sardan, 2008). Vous pouvez retrouver notre canevas dans l'annexe n°2 de ce présent mémoire. De plus, afin d'avoir accès aux données facilement et à tout moment, les entretiens ont été enregistrés et retranscrits.

### 3. Choix des personnes interrogées

Nous avons réalisé ces différents entretiens, avec des personnes qui travaillent dans le milieu de l'ECM(S) et plus particulièrement des chargés de projets en ECM(S) au sein d'Uni4Coop vu que notre recherche porte sur les ONGU qui composent le consortium Uni4Coop. De plus, nous souhaitons partir de la position des chargés de projets en ECM(S) par choix pragmatique. Vous retrouverez dans le tableau ci-dessous, la liste des six personnes interrogées dans le cadre de cette recherche.

Tableau 1 : Liste des acteurs interrogés

<b>Annexe</b>	<b>Date</b>	<b>Fonction</b>	<b>Type de document</b>	<b>N°</b>
<b>3</b>	5-04-22	Chargé.e de projets ECM(S) – Uni4Coop	Retranscription d’entretien	<b>1</b>
<b>4</b>	6-04-22	Chargé.e de projets ECM(S) – Uni4Coop	Retranscription d’entretien	<b>2</b>
<b>5</b>	13-04-22	Chargé.e de projets ECM(S) – Uni4Coop	Retranscription d’entretien	<b>3</b>
<b>6</b>	20-04-22	Chargé.e de projets ECM(S) – Uni4Coop	Retranscription d’entretien	<b>4</b>
<b>7</b>	21-04-22	Chargé.e de projets ECM(S) – Uni4Coop	Retranscription d’entretien	<b>5</b>
<b>8</b>	26-04-22	Chargé.e de projets ECM(S) – Uni4Coop	Retranscription d’entretien	<b>6</b>

## **II. Limites et biais du terrain**

En ce qui concerne les limites, les majeures difficultés se sont retrouvées dans le temps court du terrain et le choix méthodologique de se concentrer sur les chargés de projets ECM(S) au sein d’Uni4Coop. Après la réalisation du sixième entretien, nous sommes donc arrivés à une saturation, nous n’apprenions plus de nouvelles informations dans nos échanges (Olivier De Sardan, 2008). Nous nous sommes donc arrêtés à ce moment-là. Qui plus est, ce mémoire ne se veut pas exhaustif et représentatif de toutes les ONG car nous nous trouvions dans un contexte particulier : les ONG universitaires.

## **III. Rapport au terrain**

Réalisant notre stage de fin d’études sur notre terrain, nous avons dû adopter une double posture : l’immersion et la distanciation. Il est important de mettre en avant que la recherche découle « *du cheminement personnel de l’enquêteur, de ses interactions avec les acteurs de terrain et des opportunités qui peuvent s’y présenter* » (Laude and al., 2012, p. 67). Il était donc nécessaire durant le temps du terrain de prendre du recul, de la hauteur sur ce qui s’y passait car nous avons un rapport affectif avec les personnes étudiées même si nous nous rendons bien compte que la neutralité est impossible. De plus, une difficulté s’est ajoutée car nous sommes engagés dans les luttes sociales dont traite ce mémoire ce qui rend encore plus pertinent le travail de prise de distance (Laude and al., 2012 ; Piccoli and Mazzocchetti, 2016). Malgré cela, le fait d’être immergé dans le terrain a facilité le contact afin d’obtenir des entretiens avec les membres des différentes ONGU mais également dans la confiance qui est ressortie des échanges.

### SECTION 3 – CONTEXTUALISATION

Cette troisième section abordera comme énoncé dans l'introduction de la première partie, trois concepts théoriques. Ces trois concepts vont nous permettre de comprendre ce qu'est dans un premier temps l'éducation à la citoyenneté ainsi que les positions des chercheurs en ce qui concerne ses pratiques. Dans un deuxième temps, notre mémoire souhaite comprendre les dynamiques liées aux rapports de domination, il était donc évident de leur consacrer un point car le terme « rapports de domination » peut avoir différentes interprétations. Et finalement, dans le dernier point, nous parlerons des Postcolonial Studies et de ces différents concepts-clés qui permettront de comprendre les deux points précédents.

#### I. L'éducation à la citoyenneté mondiale (et solidaire)

Dans ce premier point, nous allons aborder la notion d'éducation à la citoyenneté mondiale (et solidaire). Tout d'abord, nous allons définir l'ECM(S) dans un contexte international. Ensuite, nous exposerons les positions des intellectuels chercheurs en ce qui concerne l'ECM(S). Ces dernières se composent de deux divergences : l'ECM(S) dite néolibérale et l'ECM(S) dite critique. Finalement, nous concluons ce point.

##### 1. Brève définition : l'éducation à la citoyenneté mondiale (et solidaire), c'est quoi ?

Les concepts de *citoyenneté mondiale* et *d'éducation à la citoyenneté mondiale* (ECM) sont devenus prédominants dans les agendas politiques internationaux avec dans un premier temps, l'adoption par les Nations Unies de l'initiative : « l'éducation avant tout » en 2012. Dans un second temps, l'UNESCO (2015) a placé l'ECM(S) comme axe principal de son programme 2030 pour le développement durable : « *(L'éducation) peut nous faire comprendre en profondeur que nous sommes tous liés en tant que citoyens de la communauté mondiale, et que les défis auxquels nous sommes confrontés sont interconnectés.* ». Cette définition donnée par Ban Ki-Moon (UNESCO, 2015, p. 14) met en avant le fait que nous appartenons à une grande communauté qui est interdépendante d'un point de vue politique, économique, social et culturel. Il y a donc une interconnexion des niveaux locaux, nationaux et mondiaux. De plus, les objectifs de ces derniers, certes ambitieux, sont de donner aux apprenants les moyens d'agir de manière réflexive face aux problèmes mondiaux, de former des citoyens du monde et de favoriser une société plus pacifique, inclusive et durable (Tawil, 2013 ; Akkari and Maleq, 2020).

Tawil (2013) rajoute que les systèmes éducatifs contribuent à la formation d'une citoyenneté dans un contexte de mondialisation avec la promotion de savoirs, de savoir-faire et de valeurs qui permettent de développer une prise de conscience et un certain engagement. Les thématiques couvertes par l'ECM(S) sont catégorisées selon quatre axes : les droits humains ; l'environnement ; la justice sociale et économique ; et l'interculturalité<sup>3</sup>. En outre, les systèmes éducatifs permettent de contribuer à la formation de la citoyenneté dans un contexte particulier et donc cela présuppose l'existence d'une communauté mondiale et une identification à cette communauté. Communauté dans laquelle toute personne peut appartenir et participer (Tawil, 2013 ; Pashby, 2016). Il y a donc « *une prise de conscience du monde au-delà de la réalité quotidienne de l'apprenant et le développement d'un sentiment de son propre rôle, à la fois en tant que citoyen avec des droits et des responsabilités, et en tant que membre de la communauté mondiale de l'humanité* » (Tawil, 2013, p. 142)

Cette communauté universelle, qui prône les droits de l'homme, est centrale dans l'ECM(S) mais on retrouve également la notion de mondialisation (Pashby, 2016). La mondialisation a été définie par Held (1991, p. 9, cité par Torres, 2002, p. 364) comme étant : « *l'intensification des relations sociales à l'échelle mondiale qui relie des localités éloignées de telle sorte que les événements locaux sont façonnés par des événements qui se produisent à des kilomètres de distance et vice versa* ». Certains auteurs pensent qu'elle favorise l'homogénéité des sociétés, alors que d'autres, y voient l'homogénéité des cultures et de la diversité (Torres, 2002). Elle repose sur trois piliers : l'Etat, le capitalisme et l'humanisme (Stein and Andreotti, 2017). Ces piliers représentent les « *processus matériels, symboliques et affectifs, ainsi que les relations sociales qui (re)produisent les systèmes sociaux, politiques et économiques, les institutions et les subjectivités dominantes à l'échelle mondiale. Collectivement, ces piliers font de nobles promesses de sûreté, de certitude, de sécurité, de richesse et d'autonomie pour tous* » (Stein and Andreotti, 2017, p. 136). Pashby (2016) se pose tout de même la question de savoir si la mondialisation crée une communauté mondiale car malgré qu'elle soit inévitable aujourd'hui, elle est très complexe. Les inégalités et les conflits sociaux sont toujours bien présents et s'intensifient, c'est-à-dire que « *les processus politiques, économiques, technologiques et culturels qui caractérisent la mondialisation sont associés à une augmentation des conflits intraétatiques et à un accroissement des inégalités au sein des sociétés* » (Ibrahim, 2005, p. 177, cité par Pashby, 2016).

Bien que l'ECM(S) occupe une place de choix dans l'agenda 2030 pour le développement durable, elle n'a pas suscité de consensus, de compréhension internationale partagée. Elle a par ailleurs fait l'objet de diverses critiques parmi les chercheurs (Tawil, 2013 ; Pashby, 2016 ; Yemini, 2021) : 1) L'ECM(S) est une entreprise privilégiée pour des personnes qui disposent de privilèges et par conséquent, elle augmenterait les écarts entre les inégalités ; 2) Elle est un sujet vaste et

---

<sup>3</sup> L'interculturalité – ou interculturalisme – c'est l'échange entre des groupes de personnes avec des backgrounds culturels différents afin de promouvoir des interactions positives c'est-à-dire la déconstruction des stéréotypes et la réduction des préjugés envers les « autres » (Zapata-Barrero, 2015).

multidimensionnel, sa mise en œuvre nécessite pourtant un consensus, ce qui est paradoxal vu qu'il n'y en a pas au niveau international. Or, ce dernier ne prend pas en compte que l'ECM(S) est mouvante en fonction des contextes et en constante évolution ; 3) Les fondements de l'ECM(S) sont entachés par le colonialisme et les rapports de pouvoir Nord-Sud. Par conséquent, elle reste un concept controversé qui pose des problèmes conceptuels et pratiques. Autrement dit, l'ECM(S) résonne différemment selon les régions et les contextes socioculturels ainsi qu'à travers le temps et des personnes différentes ayant des positions et des motivations distinctes (Pashby, 2016 ; Andreotti, 2021).

## 2. Les courants de l'ECM(S)

A l'instar d'être un concept controversé, l'ECM(S) est d'ailleurs prise entre deux discours issus de la littérature scientifique : le discours instrumental – ou néolibéral et le discours dit critique et transformateur. Ces deux discours fonctionnent comme des forces concurrentes dans la définition de leur contenu et des outils de l'ECM(S). En effet, l'ECM(S) est prise entre l'esprit de solidarité et la concurrence qui découle du marché mondial. Nous entendons par-là qu'elle est divisée entre deux caractéristiques : les aptitudes et les connaissances nécessaires afin de s'intégrer partout dans le monde ; et, une vision de soi en tant que membre d'une communauté mondiale (Torres, 2002 ; Akkari and Maleq, 2020 ; Pais and Costa, 2020).

Le discours néolibéral va privilégier une logique de marché, axée sur l'auto-investissement et l'augmentation des profits ainsi que des aptitudes et des connaissances pour correspondre au capitalisme mondial (Akkari and Maleq, 2020; Pais and Costa, 2020). Sous cet agenda néolibéral, se trouve, selon Pais et Costa (2020), l'idée que l'éducation doit préparer les personnes à un monde qui « existe déjà » c'est-à-dire qu' « à travers l'ECM, le courant néolibéral veut promouvoir la mobilité transnationale des êtres humains, des connaissances et des compétences » (Giraud, 2021, p. 3). Le but n'étant pas de remettre en question, de penser à des alternatives mais bien d'optimiser un système déjà mis en place (Pais and Costa, 2020). Akkari et Maleq (2020) exposent le système éducatif sud-coréen qui est à l'heure actuelle un exemple de l'approche néolibérale de l'ECM(S). Ils expliquent que les manuels scolaires préparent les étudiants pour qu'ils puissent étendre les profits économiques et la supériorité socioculturelle de la Corée du Sud sur le marché mondial. Il n'y a pas de remise en question des relations de pouvoir qui renforcent les rapports de domination. L'ECM(S) dans ce cas particulier veut préparer les citoyens coréens à travailler dans les économies nationales et mondiales. L'apprentissage de l'anglais est par exemple prioritaire tandis que les questions qui touchent aux droits de l'Homme, à la diversité, à la justice sociale et à l'environnement sont mises de côté (Akkari and Maleq, 2020).

L'ECM(S) dans son discours néolibéral est remise en question et fait l'objet de nombreuses critiques (Pais and Costa, 2020 ; Yemini, 2021). Premièrement, l'ECM(S) est une éducation privilégiée et pertinente pour ceux qui sont favorisés et qui peuvent se déplacer sans soucis dans d'autres pays (ils bénéficient d'une facilité de mobilité). De plus, nous pouvons ajouter que l'ECM(S) est dans la plupart des cas donnée par une « élite blanche ». Cela accentue cette vision qu'elle est une éducation privilégiée (Pais and Costa, 2020 ; Yemini, 2021). Deuxièmement, elle n'a pas suscité de consensus or, pour être mise en œuvre, les programmes qui découlent de l'ECM(S) doivent être unifiés et universalisés (Pais and Costa, 2020 ; Yemini, 2021). Troisièmement, il existe un écart entre la théorie et les politiques concernant l'éducation à la citoyenneté mondiale (et solidaire) (Pais and Costa, 2020 ; Yemini, 2021). Finalement, l'ECM(S) dans ses fondements reproduit des hiérarchies de pouvoir entre le Nord et le Sud (Pais and Costa, 2020 ; Yemini, 2021). Certains auteurs (Andreotti and de Souza, 2012 ; Pais and Costa, 2020) pensent qu'il est nécessaire de développer une approche critique afin de contrebalancer les discours néolibéraux. Ils proposent d'avoir un engagement critique avec le monde (Pais and Costa, 2020). Malgré ces deux discours opposés, d'autres auteurs pensent qu'ils sont complémentaires et qu'ils permettent de parvenir tous les deux à l'objectif d'avoir un monde meilleur (Pais and Costa, 2020). Held et McGrew (2003, cités par Pais and Costa, 2020, p. 8) soutiennent que « *des idées et de la solidarité peuvent enrichir la vie des gens lorsque l'on met l'accent sur des valeurs communes et un engagement commun pour le développement de tous* ». L'ECM(S) pour eux, est par conséquent un point central qui va permettre de rassembler ces deux discours mais aussi de « *poursuivre la marchandisation de l'enseignement supérieur, mais en l'entourant d'un discours de démocratie critique et d'émancipation, de sorte que les contradictions entre la solidarité communautaire et la compétition individuelle, ou entre l'identité collective et l'identité individuelle, sont écartées* » (Zizek, 1997, p. 75, cité par Pais and Costa, 2020, p. 10).

Les études critiques de l'ECM(S) sont la plupart inscrites dans des approches postcoloniales et décoloniales (Andreotti and de Souza, 2012 ; Pashby, 2016 ; Pais and Costa, 2020). On entend par là, des approches qui critiquent une vision eurocentrée, c'est-à-dire le fait que les valeurs et cultures européennes ont une place centrale et ce au détriment des autres cultures ; une reconnaissance de la complicité de tous dans les systèmes de croyances contraignantes et répressives ; et pour finir, elles mettent en avant la voix des personnes qui furent historiquement marginalisées par la violence coloniale (Pais and Costa, 2020 ; Pashby, 2016). Cette approche encourage donc un sentiment de responsabilité partagée en ce qui concerne les inégalités et les injustices (Pais and Costa, 2020). Cette critique est reliée à une tentative de décolonisation de l'éducation et permet d'ouvrir un nouvel espace conceptuel et idéologique (Pashby, 2016).

Pais et Costa (2020) mettent en avant que malgré le caractère inclusif de l'ECM(S), elle reste néanmoins un concept très local et restreint qui est lié au milieu social privilégié. Il y a donc une dichotomie, c'est-à-dire, une opposition entre ceux qui ont besoin d'aide et ceux qui savent les aider.

De plus, dans la majorité des cas, l'éducation à la citoyenneté est dispensée par une « élite blanche » instruite et privilégiée par conséquent, un groupe particulier de personnes (Pais and Costa, 2020). Malgré une tendance à l'approche critique de l'ECM(S), les cadres néolibéraux sont toujours prédominants. L'ECM(S) dite critique peut néanmoins mettre en avant les hégémonies (*infra*<sup>4</sup>) ethnocentriques<sup>5</sup> mondiales et par la même occasion, les inégalités dans la distribution des richesses et du pouvoir (Andreotti and de Souza, 2012). Akkari et Maleq reprennent les mots d'Andreotti (2020) lorsqu'ils disent que l'ECM(S) doit aller au-delà des concepts dichotomisés tels que *eux/nous* et *ici/là-bas* (Akkari and Maleq, 2020). De ce point de vue ressort donc que l'analyse des relations de pouvoir doit être au centre des pratiques d'ECM(S) (Andreotti and de Souza, 2012 ; Akkari and Maleq, 2020). Sans le vouloir, les pratiques éducatives vont reproduire des approches « *ethnocentriques, ahistoriques, dépolitisées, paternalistes, salvatrices et triomphalistes qui tendent à théoriser le déficit, à pathologiser ou à banaliser la différence* » (Andreotti and de Souza, 2012, p. 1). Pashby (2016) va appuyer cela en expliquant que malgré les bonnes intentions, l'ECM(S) peut, selon elle, renforcer les systèmes de pouvoir car l'éducation est un outil de colonisation et de reproduction des inégalités socio-économiques mondiales. Une ECM(S) dite critique exigerait un traitement explicite des relations de pouvoir, d'interroger et de dépasser les discours bienveillants et empathiques (Pashby, 2016).

Malgré les critiques et les réflexions des chercheurs critiques, quelle solution donnent-ils pour apporter une analyse réflexive et critique ? Prenons, Vanessa Andreotti et son outil d'analyse « HEADS UP<sup>6</sup> ». Il faut selon elle, interroger ses pratiques et se poser différentes questions : 1) Est-ce que via ma pratique je justifie et soutiens les rapports de domination ? (H) ; 2) Est-ce que je projette ma vision comme universelle ? (E) ; 3) Est-ce qu'elle nie les héritages et les complicités historiques ? (A) ; 4) Est-ce qu'il y a une méconnaissance des inégalités de pouvoir ainsi que leur origine ? (D) ; 5) Est-ce qu'elle est orientée vers l'auto-formation et la valorisation sur le CV ? (S) ; 6) Est-ce que les solutions proposées sont simplistes ? (U) ; et, 7) Est-ce que derrière je cherche une affirmation de ma supériorité par l'apport d'une aide ? (P). (Andreotti, 2016 ; Yemini, 2021).

### 3. Conclusion

Nous avons dans ce premier point exposé que l'ECM(S) ne faisait pas l'objet dans sa définition ni dans ses applications. Ensuite, nous avons abordé les discours qui teintent la littérature scientifique : le discours néolibéral et le discours critique. Le discours néolibéral sera axé sur une

---

<sup>4</sup> Nous reviendrons sur l'hégémonie dans le point II de cette présente section (p. 13)

<sup>5</sup> Définition selon le dictionnaire Larousse, l'ethnocentrisme est caractérisé par « *une tendance à privilégier les normes et valeurs de sa propre société pour analyser les autres sociétés* » [URL : <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/ethnocentrisme/31406>, consulté le 14 mai 2022].

<sup>6</sup> « *Hégémonie, ethnocentrisme, ahistorique (ne tient pas compte de l'histoire), dépolitisation, attitude auto-congratulante et intéressée (salvatorisme), solution simpliste et paternalisme* » (Andreotti, 2016 ; Yemini, 2021).

logique de marché ainsi que l'augmentation du profit mondial (Akkari and Maleq, 2020 ; Pais and Costa, 2020). Le discours dit critique va critiquer une vision eurocentrique de l'ECM(S) et interroger les rapports de pouvoir (Andreotti and de Souza, 2012 ; Pashby, 2016 ; Pais and Costa, 2020). Malgré les divergences déduites des deux discours, selon certains auteurs, ils sont complémentaires et que tout deux permettent d'atteindre le même but : un monde meilleur (Pais and Costa, 2020). Et d'autres auteurs partent du principe que l'ECM(S) doit aller au-delà des concepts opposés *eux/nous* et *ici/là-bas* (Andreotti and de Souza, 2012 ; Akkari and Maleq, 2020).

## II. Les rapports de domination

Etant donné que les rapports de domination sont au cœur de ce mémoire, il nous semblait important de leur dédier cette deuxième partie. Qu'est-ce qu'un rapport de domination ? Comment fonctionnent les mécanismes ? Qu'elle est l'évolution ? Toutes ces questions seront abordées dans les points suivants. Tout d'abord nous explorerons la sociologie de la domination telle qu'abordée par Max Weber ou encore par Bourdieu. Ensuite, nous aborderons le concept dans la société contemporaine et interroger la manière dont ils sont perçus à l'heure actuelle dans nos sociétés.

### 1. La domination : entre théorie(s) et idéologie

« *Ce qui fait société, ce sont en tout premier lieu les relations asymétriques qui s'établissent entre les individus* » (Messu, 2012, p. 1)

Si nous reprenons cette phrase de Messu (2012) dans son texte « *Explication sociologique et domination sociale : pour une épistémologie clarifiée de la sociologie de la domination* », toutes sociétés fonctionnent sur des relations d'inégalités. La domination serait donc une sorte de relation inégale parmi d'autres, un rapport social qui est caractérisé par la subordination et le consentement des personnes sur lesquelles elle s'exerce (Martuccelli, 2004 ; Messu, 2012). Mais la question qu'il faut se poser est de savoir comment la domination arrive à s'inscrire de manière durable, devenant « naturelle » et « évidente » menant les dominés à consentir sans s'en apercevoir ? (Martuccelli, 2004).

Selon Etienne de la Boétie, « *les hommes sont dominés soit parce qu'ils sont contraints, soit parce qu'ils sont trompés* » (cité par Martuccelli, 2004, p. 469). En d'autres mots, la domination n'existe que tant qu'on lui obéit. Au-delà des formes contraignantes, ce qui pousse à l'obéissance, pour Etienne de la Boétie, c'est l'habitude (Messu, 2012). Cette habitude a le pouvoir de nous apprendre à servir et est donc « *la première raison de la servitude volontaire* » (La Boétie cité par Messu, 2012, p. 3). Cela revient donc à dire que l'obéissance ou l'acceptation (de la servitude, la soumission et la domination) se base sur un argument psychologique. Cela est à l'origine d'un effet de

soumission collective lorsque ce dernier est intégré par un groupe, une communauté (Messu, 2012 ; Guibet Lafaye, 2014). Va se poser la question de savoir si la domination doit se penser en termes relationnels (rapports entre des personnes ou entre des groupes) ou en termes d'ordre structurel (Guibet Lafaye, 2014).

C'est avec Max Weber que le concept de domination va faire son entrée sur la scène sociologique. Ce dernier va envisager le concept de façon structurelle c'est-à-dire qu'il opère dans le champ des relations sociales. La domination est dans ce sens l'ensemble des attentes qui émane d'un ou de plusieurs acteurs, c'est la capacité à commander les comportements (Guibet Lafaye, 2014). Weber va donner trois sens à la domination : la puissance (*Macht*), la domination (*Herrschaft*) et la discipline (*Disziplin*). La différence majeure entre ces trois définitions se trouve dans le degré de contrôle de chacune d'elles. C'est dans « *Economie et Société* » qu'il va consacrer son analyse à la notion de domination dans le sens *Herrschaft* (Messu, 2012 ; Guibet Lafaye, 2014). De plus, « *toutes les dominations cherchent à éveiller et à entretenir la croyance en leur légitimité* » (Weber, 1995, p. 286). Autrement dit, la domination puise dans la légitimité afin de garantir sa continuité. Le simple fait de son existence n'en établit pas sa réalité (Messu, 2012). Il n'y a donc pas, comme le souligne Guibet Lafaye (2014), « *de domination durable sans revendication de légitimité* (p. 128), *c'est-à-dire d'une croyance en la légitimité de leur place dans l'espace social par les individus* » (p. 134).

Max Weber associe des formes de légitimité spécifiques à chacune des définitions de la domination. La première est la domination légale ou rationnelle (l'autorité). Elle repose sur la croyance dans des règles, la loi. Ensuite, nous avons la domination traditionnelle qui se fonde sur les coutumes, les croyances quotidiennes. Et finalement, nous avons la domination charismatique qui repose sur le caractère « sacré » d'une personne (Guibet Lafaye, 2014).

Par conséquent, la légitimité s'appuie sur une idéologie dominante (idéologie de la domination) qui se veut à la fois neutre et qui en même temps est fondée sur des normes et des raisonnements. Ce processus va faire appel à des valeurs ou faire référence à des rapports de force dans la société (Guibet Lafaye, 2012). « *L'idéologie de la domination désigne alors les moyens discursifs et conceptuels permettant de justifier et de perpétuer des positions avantageées. Le processus d'intériorisation consiste alors en l'appropriation de schémas cognitifs, à la fois représentatifs et perceptifs.* » (Guibet Lafaye, 2014, p. 138). La domination est, de ce fait, analysée sous l'angle de processus structurels qui font système et limitant par la « force des choses », les actions des dominés (Certeau, 1980, cité par Martuccelli, 2004).

Pierre Bourdieu va avec son analyse donner une autre vision aux rapports de domination. Il va aller plus loin. Il va faire de la domination la base de l'organisation sociale, une trame sur laquelle tous les rapports sociaux vont se baser (Messu, 2012). Il va interpréter la domination sous deux nouveaux aspects : d'une part, les rapports de domination s'organisent dans des interactions individuelles ;

d'autre part, ces derniers sont régis par des mécanismes objectifs et institutionnalisés. La légitimité serait par conséquent un double mécanisme d'intériorisation et d'extériorisation. Le dominant est donc celui qui va occuper une position qui va agir en sa faveur. Il y a derrière, une dimension psychologique : ce que Bourdieu appelle l'*habitus*. Cette croyance psychologique va devenir une évidence, comme « allant de soi » (Messu, 2012 ; Guibet Lafaye, 2014). Si on reprend les mots de Messu (2012), la domination selon Bourdieu « *est une tentative de repenser la domination elle-même et la servitude volontaire qu'elle présuppose (le plus souvent), ni comme une simple faiblesse humaine, ni comme un évident contenu de croyance. Mais, comme le résultat d'un mécanisme mental par lequel s'opère individuellement l'adhésion à un contenu de croyance qui, du coup, va pouvoir se donner comme relevant de l'ordre naturel des choses, comme « allant de soi »* » (p. 5).

## 2. Les rapports de domination dans un contexte contemporain ?

Pour rappel, la domination n'est qu'un type de rapport particulier de relations inégales. Ce dernier s'articule, selon Chazel (cité par Martuccelli, 2004), avec des processus de dissymétrie des relations de pouvoir et est fondée sur deux aspects : sur une forme de subordination ainsi que sur des mécanismes complexes. Ces mécanismes assurent le consentement du dominé comme expliqué dans la partie précédente (la légitimation et l'idéologie ou bien encore l'hégémonie) (Martuccelli, 2004). Ces deux dimensions furent indissociables mais à l'heure actuelle, on observe une certaine autonomisation voire une séparation de ces dernières. Même si l'hypothèse de l'existence d'une idéologie dominante est encore présente, son imposition n'est plus homogène. On peut donc dire que les idées de la classe dominante sont uniquement les idées de la classe dominante (Martuccelli, 2004).

### **2.1. Hégémonie**

Nous pouvons observer une interprétation plus dynamique de ces rapports : la notion d'hégémonie. L'hégémonie fut introduite dans le domaine des sciences sociales par Antonio Gramsci<sup>7</sup> dans les années vingt (Guibet Lafaye, 2014 ; Cervera-Marzal, 2022). Elle est un concept complexe et évolutif. Gramsci va s'inspirer du Centaure, la créature mythologique pour la développer. L'hégémonie, comme le Centaure, tire son pouvoir dans la capacité à être à la fois craint et aimé par ses sujets (Cervera-Marzal, 2022). Elle est définie comme une sorte d'organisation de la société où la classe dirigeante exerce sa direction, non pas par la force mais en s'appuyant sur la loyauté des personnes sur laquelle elle s'applique ainsi qu'en influençant leur manière de penser. Il y aurait un « consensus actif » des dominés ajouté à une forme d'intériorisation de la domination. Cela est susceptible de mener à une légitimation des rapports de domination (Guibet Lafaye, 2014). Elle se

---

<sup>7</sup> Antonio Gramsci est un des membres fondateurs du parti communiste italien. Il fut emprisonné pendant 17 ans pour tentative de meurtre. Durant son emprisonnement, il écrivit une série de livres dont les « notes de prison » (Cervera-Marzal, 2022).

déploierait comme « *système vécu de significations et de valeurs, c'est-à-dire à la fois comme une « culture » et comme une forme vécue de subordination des classes subalternes* » (Guibet Lafaye, 2014, p. 130). En conséquent, le point est mis sur l'adhésion des individus aux différentes formes de domination dans nos sociétés modernes au travers des théories que nous avons vues précédemment (Martuccelli, 2004).

La notion d'hégémonie de Gramsci a inspiré d'autres domaines de recherche tels que les travaux d'Ernesto Laclau et Chantal Mouffe. Ces derniers ont été teintés dans les années 60 par l'émergence de nouveaux acteurs (les femmes, les homosexuels, etc.) porteurs de mouvements sociaux ainsi que de mobilisations (Cervera-Marzal, 2022). Leur questionnement se base principalement sur comment articuler sans hiérarchiser une série de mouvements sociaux. Chacun d'eux repose sur une expérience et une identité propre (l'écologie, le féminisme, l'antiracisme, etc.). Le fonctionnement de l'hégémonie selon ces deux auteurs permet de joindre ces revendications qui sont disparates. Mais comment faire pour produire de l'unité là où il y a une hétérogénéité ? (Cervera-Marzal, 2022). La notion gramscienne d'hégémonie permet de comprendre la nature du pouvoir politique, fait d'un subtil mélange de contrainte et de consentement (Cervera-Marzal, 2022). Le point commun est que la notion d'hégémonie est peinte dans un contexte de crise et de changements sociaux. On peut donc observer une vision des rapports de domination actuelle en termes d'inégalités sociales (Cervera-Marzal, 2022).

## ***2.2. Inégalités sociales et systèmes d'oppression***

Selon Ph. Pettit (1997, cité par Guibet Lafaye, 2014), les inégalités sociales sont à l'origine des principaux rapports de domination. Ces inégalités placent les individus en situation de faiblesse par rapport à d'autres ainsi qu'en situation potentielle de dépendance (Guibet Lafaye, 2014). Se pose alors la question suivante : Est-ce que les inégalités sociales font système ? Les inégalités constituent un processus cumulatif soit de privilèges pour certains, soit un cumul des désavantages pour les autres (Eckert, 2008). Si une partie est opprimée, cela veut dire qu'une autre en tire des bénéfices, des avantages. Ils sont conférés en fonction de l'identité sociale (Rousseau, 2018). En d'autres mots, il y a une interaction entre les différentes inégalités (Bihl and Pfefferkorn, 1999, cités par Guibet Lafaye). Juliette Rousseau (2018) rajoute : « *l'oppression fait système. Il ne s'agit pas uniquement d'une simple « discrimination ». Elle n'est pas non plus la somme d'opinions individuelles égarées ou malencontreuses. Elle est organisée et structure la société, et ce dans le but de garantir le maintien d'un système de privilèges* » (p. 43).

Ce qui fait la réalité sociale, selon Marx, c'est l'organisation de l'ensemble de ces rapports sociaux (Pfefferkorn, 2007 ; Eckert, 2008). Tout rapport social est donc « *par nature, source à la fois de cohésion et de conflit. Il unit (ou lie) les sujets sociaux qu'il médiatise, il constitue un des éléments à partir desquels se constitue l'architecture de la société globale* » (Pfefferkorn, 2007, p. 2). Le

rapport social est par conséquent une source de tension qui va traverser le champ social mais qui autour duquel des enjeux et des intérêts communs se constituent (Pfefferkorn, 2007).

A côté de cela, l'accroissement de ces inégalités préoccupe et leurs reproductions constituent un véritable défi pour nos sociétés. Les inégalités font naître un sentiment d'injustice, de révolte ou encore de compassion pour ceux qui en sont victimes. Certains discours (tels que ceux de Weber et Bourdieu) ont cherché à être légitimés (Eckert, 2008).

### **2.3. Intersectionnalité et consubstantialité**

Précédemment, nous avons expliqué que les inégalités sociales étaient multiples et simultanées. Cela nous mène à aborder la notion d'intersectionnalité. L'intersectionnalité fut introduite par Kimberlé Crenshaw à la fin des années 80 dans le cadre de la réflexion critique, féministe et juridique. Elle est une juriste afro-américaine (Rousseau, 2018 ; Jaunait, 2020). Jaunait (2020) va définir l'intersectionnalité comme un carrefour où se croisent les différentes inégalités : « *La classe, la race et le genre, triptyque mobilisant les rapports sociaux les plus politisés, sont conceptualisés comme des routes entrant en collision sur un plan de coordonnées métaphorisant l'expérience de la discrimination, laquelle est ainsi pensée sur le mode de l'intersection* » (p. 16). Selon Rousseau (2018), l'approche intersectionnelle permet de « *rompre avec l'idée de l'existence séparée des rapports sociaux* » (p. 48).

L'approche intersectionnelle fait l'objet de nombreux débats et de critiques. Certains auteurs au lieu de raisonner en termes d'intersectionnalité vont parler de « consubstantialité des rapports sociaux » (Galerand and Kergoat, 2014 ; Jaunait, 2020). Ce qui est critiqué en matière d'intersectionnalité, c'est qu'elle évoque le croisement des catégories sociales. Or, les catégories sociales sont un tableau de la société à un moment donné, elles sont dynamiques et mouvantes (Galerand and Kergoat, 2014). De plus, les situations de domination « *ne sont pas abstraites mais toujours incarnées, genre, classe et race se construisant mutuellement, selon l'historicité propre des configurations d'acteurs* » (Jaunait, 2020, p. 17). Autrement dit, l'intersectionnalité renvoie au croisement des catégories sociales et pour les auteurs « *il ne s'agit pas de croiser des catégories, mais bien de partir des rapports sociaux qui en sont constitutifs, de voir comment leurs multiples imbrications produisent effectivement les groupes sociaux et les recomposent et en quoi elles reconfigurent incessamment les systèmes de domination et les rapports de force* » (Galerand and Kergoat, 2014, p. 51).

Certains auteurs (Galerand and Kergoat, 2014 ; Jaunait, 2020) vont préférer parler de consubstantialité plutôt que d'intersectionnalité. La consubstantialité va tant qu'à elle partir des rapports sociaux qui sont constitutifs de ces catégories. C'est leur imbrication qui génère des groupes sociaux distincts. Les groupes ou les individus qui sont opprimés n'émergent pas « *spontanément de*

*l'ordre social mais sont précisément constitués par celui-ci et ses principes de catégorisation dominants* » (Jaunait, 2020, p. 21). Elle permet donc de voir en quoi elles reconfigurent les systèmes de domination ainsi que les rapports de force (Galerand and Kergoat, 2014). En d'autres mots, les catégories sociales sont constamment en mouvement et sont donc dynamiques. De plus, elles sont indissociables des rapports de pouvoir. C'est pourquoi la consubstantialité va aller aux « racines » et va identifier des leviers afin de lutter contre les dynamiques de domination. Il est donc nécessaire de cerner les différents mécanismes dès le début de l'analyse (Galerand and Kergoat, 2014). Les rapports sociaux de surcroît ne peuvent être compris séparément, malgré leurs différences, sans prendre le risque de les réifier autrement dit : « *les rapports sociaux se réorganisent et se recomposent mutuellement* » (Galerand and Kergoat, 2014, p. 54).

### 3. Conclusion

Dans ce deuxième point théorique, nous avons abordé la notion de domination en partant de La Boétie à Bourdieu. Selon les auteurs, la domination est une sorte de relation inégale, un rapport social qui est caractérisé par la subordination et le consentement (Martuccelli, 2004 ; Messu, 2012). Max Weber va donner un autre sens au concept de domination. Selon lui, la domination est structurelle, c'est-à-dire qu'elle opère dans le champ des relations sociales et elle puise dans la légitimité afin de garantir sa continuité (Messu, 2012). Pour Pierre Bourdieu, la domination est la base de l'organisation sociale et que la position qu'occupe un dominant ou un dominé dans la société va de « soi » (Messu, 2012 ; Guibet Lafaye, 2014).

Ensuite, nous avons discuté du concept d'Hégémonie. Selon l'Hégémonie, l'organisation de la société suppose un consensus des personnes dites en position de « dominés ». Cette domination étant exercée par une classe dirigeante de manière non coercitive mais en appuyant sur la loyauté des personnes sur lesquelles elle s'applique. C'est donc un mélange de coercition et de consentement (Guibet Lafaye, 2014 ; Cervera-Marzal, 2022).

Par la suite, dans un contexte contemporain, nous avons vu que les rapports de domination étaient vus en termes d'inégalités sociales et d'oppressions. Et que ces inégalités plaçaient certaines personnes en position de faiblesse par rapport à d'autres (Guibet Lafaye, 2014). Selon, Juliette Rousseau (2018), les oppressions font système. Elles sont organisées et structurent la société afin de garantir le maintien de système de privilèges, de domination.

Pour finir, nous avons défini la notion d'intersectionnalité qui est selon Jaunait (2020) un carrefour où se croisent les différentes inégalités. Rousseau va rajouter que « *l'approche intersectionnelle permet de rompre avec l'idée de l'existence séparée des rapports sociaux* » (p. 48). Cette notion ne fait tout de même pas l'unanimité auprès des chercheurs. Ils vont parler de

consubstantialité. Selon Jaunait (2020), la consubstantialité va tant qu'à elle partir des rapports sociaux qui sont constitutifs de ces catégories. C'est leur imbrication qui génère des groupes sociaux distincts.

### III. Les Postcolonial Studies

Dans ce troisième point, nous souhaitons revenir sur les *Postcolonial Studies*. Comme précédemment dans la section consacrée à l'ECM(S), nous avons abordé cette notion rapidement. Il nous semblait évident que les visions dites critiques des chercheurs de l'ECM(S) en sont teintées, ainsi que la lutte et la sensibilisation aux rapports de domination et de pouvoir. Il y a là, la recherche d'une justice sociale, d'une diversité et d'une égalité. C'est un procédé de remise en question afin de ne pas reproduire ces rapports inégaux. Nous allons donc commencer cette partie en découvrant les origines du courant postcolonial. Ensuite, nous aborderons les concepts clés et les caractéristiques des *Postcolonial Studies*. Pour finir, nous exposerons le fait qu'elles sont « profondément humanistes ».

#### 1. Fondements

Les *Postcolonial Studies* ont émergé dans le courant des années 80 aux Etats-Unis avant d'arriver en Angleterre et en Inde. Les objectifs des études postcoloniales sont d'analyser le monde dans une perspective non eurocentrée, de réintroduire les acteurs et enjeux qui sont marginaux au centre (Collignon, 2007 ; Benessaïeh, 2010). Elles offrent « *une multitude de points de vue* » (Benessaïeh, 2010, p. 12). Elles se rattachent donc à un courant qui se veut critique. Elles souhaitent instaurer un « *autre rapport au passé, au présent et au futur par l'instauration d'un regard critique fondé davantage sur la distance spatiale que sur la distance temporelle. D'où le sens « d'au-delà » plutôt que « d'après » du préfixe « post »* » (Collignon, 2007, p. 2). La majorité des auteurs s'accordent sur le fait que c'est avec l'*Orientalisme* d'Edward Saïd en 1978 que les *Postcolonial Studies* ont été fondées. C'est à partir de ce moment-là qu'elles vont prendre le tournant de dénoncer l'eurocentrisme ainsi que ses différents récits qui réduisent les cultures non européennes à de simples traits stéréotypés (Collignon, 2007 ; Benessaïeh, 2010). Pour comprendre en profondeur, nous allons explorer dans les trois prochains points les différents concepts clés qui ressortent de nos lectures : une critique de l'eurocentrisme, des identités mouvantes et un subalternisme (*Subaltern Studies*).

#### 1.1. *Une critique de l'eurocentrisme*

Comme énoncé, les études postcoloniales ont pour objectif de « *voir le monde différemment, depuis une pluralité de perspectives incluant les acteurs à la marge du système international, et dont la voix, comme les priorités, sont traditionnellement rendues invisibles ou sont peu entendues* » (Benessaïeh, 2010, p. 1). De plus, il s'agit de comprendre le monde en dehors de l'occident et depuis

le regard des anciennes colonies. Dans une construction eurocentrée du monde, l'Europe est placée au centre. Cette vision met en avant leurs intérêts au détriment des autres. Cette vision est constitutive du paradigme colonial, autrement dit, d'une pensée globale mais pas uniquement politique et économique. Ce paradigme est fondé sur une opposition entre *eux* et *nous* (Collignon, 2007 ; Benessaïeh, 2010). Collignon (2007) explique en plus de cela que cette « *opposition est matérialisée par une partition géographique qui organise le monde en continents, dominés intellectuellement, économiquement et culturellement par l'Europe, continent à part* » (p. 3). Il s'agit dès lors de sortir du rapport de pouvoir du monde occidental sur le reste du monde (Collignon, 2007).

### ***1.2. Des identités mouvantes***

Cette nouvelle vision du monde propose un questionnement sur l'identité, sur ce qu'est une identité culturelle. Il y a une volonté de briser cette dépendance à l'opposition eux/nous qui est centrale dans la définition de l'individu (Collignon, 2007 ; Benessaïeh, 2010). Collignon (2007) explique que les *Postcolonial Studies* invitent, pour cela, « *les chercheurs à s'intéresser à la façon dont les identités individuelles multiples et les groupes 'communautaires' se font et se défont au gré des logiques du moment, dans un monde instable, parce que les identités sont fondamentalement hybrides, donc toujours en mouvement* » (p. 4). Autrement dit, les identités ne sont pas fixes que cela soit dans le temps et dans l'espace. Elles sont en constante transformation (Collignon, 2007 ; Benessaïeh, 2010). Benessaïeh (2010) rajoute que les études postcoloniales « *veulent modeler un monde sans centre ni périphéries, où le principe d'égalité se fonde sur le droit à des différences toujours remodelées* » (p. 5). L'objectif étant de rendre visible et faire connaître les différences mais il n'est pas question en faisant cela de les enfermer dans une seule identité et un seul lieu, par exemple une identité nationale, sociale ou culturelle (Collignon, 2007).

### ***1.3. Les Subaltern Studies***

Le troisième concept important des *Postcolonial Studies* est le subalternisme. Les *Subaltern Studies* sont apparues au début des années 80, les auteurs fondateurs sont Gayatri Spivak et Ranajit Guha. Elles ont pour objectifs de réétudier l'histoire et la société indienne dans un premier temps (Collignon, 2007 ; Benessaïeh, 2010 ; El Habib, 2012). Il fut initialement utilisé par Antonio Gramsci, activiste politique et marxiste italien, dans son ouvrage « *Prison Notebooks* », ouvrage qui fut écrit entre 1929 et 1935 (Collignon, 2007 ; El Habib, 2012). Pour Gramsci, la notion de subalterne renvoie à toute personne ou groupe de personnes de bas rang (ici les ouvriers et les paysans) dans une société. Ces derniers souffrent d'une discrimination et d'une domination hégémonique d'une classe élitiste (ici Mussolini) qui leur refusent une place dans la société et les droits fondamentaux qui en découlent (El Habib, 2012). Tant qu'à lui, Ranajit Guha a défini les *Subaltern Studies* comme étant « *un nom pour*

*l'attribut général de la subordination dans la société sud-asiatique, qu'il soit exprimé en termes de classe, de caste, d'âge, de sexe et de fonction ou de toute autre manière* » (Guha, 1982 cité par El Habib 2012, p. 6).

Les études subalternes proposent de donner une voix aux personnes dites « subalternes » c'est-à-dire les femmes, les paysans et les citoyens ordinaires (Benessaïeh, 2010). Gayatri Spivak va poser cette question dans son livre : « *Can the Subaltern Speak ?* », traduit par : « *Est-ce que les subalternes peuvent parler ?* », elle y répondra par la négative en disant que s'ils pouvaient parler, ils ne seraient pas subalternes (Spivak, 1988 citée par Collignon, 2007). Pour exemple, Spivak critiquera les études subalternes et le féminisme occidental car elles ont tendance à romantiser « *à outrance du sujet populaire en lui prêtant une voix qu'il n'a peut-être pas* » et « *à victimiser les femmes du Tiers-monde* » (Benessaïeh, 2010, p. 3). Elle a affirmé que « *la tâche d'un intellectuel est d'ouvrir la voie aux groupes subalternes et de les laisser s'exprimer librement* » (El Habib, 2012, p. 7).

## 2. Les Postcolonial Studies, fondamentalement humanistes ?

Revenons sur l'idée que le postcolonialisme est humaniste. Selon Benessaïeh (2010), le postcolonialisme est un activisme humaniste car il a pour mission de « *comprendre et d'agir sur un monde en mouvance dans un projet d'ordre émancipatif* » (p. 10). La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen au 18<sup>ème</sup> siècle ainsi que la Déclaration universelle des droits de l'homme au 20<sup>ème</sup> siècle défendent toutes les deux que l'humanisme donne une certaine valeur et des droits mais également prônent une égalité et une dignité humaine (Smiet, 2022). Paradoxalement, les auteurs postcoloniaux, s'accordent tout de même à dire que l'humanisme a émergé historiquement au sein de la modernité coloniale et se posent donc plusieurs questions : Est-ce que l'humanisme est fondamentalement eurocentrique ? Qui est considéré comme pleinement humain ? Car le constat est que beaucoup de personnes furent exclues de cette humanité (Smiet, 2022)

Pour Edward Saïd, l'humanisme est « *un projet intellectuel et politique qui œuvre pour la liberté et la justice contre l'oppression et l'injustice* » (cité par Smiet, 2022, p. 76). Pour lui, l'humanisme permet d'être le déclencheur de luttes politiques et sociales. Tout de même Saïd n'est pas naïf sur les héritages coloniaux derrière l'humanisme et qu'il fut complice de l'eurocentrisme (Smiet, 2022). Selon lui, malgré cela, l'humanisme exprime « *un engagement en faveur d'un humanisme différent, critique, radical et oppositionnel* » (cité par Smiet, 2022, p. 77). Il n'est pas question de rejeter l'humanisme de manière complète mais de reconnaître qu'il y ait une ambivalence en son sein (Smiet, 2022). Sarah de Jong (2022) revient sur cette ambivalence et sur l'héritage colonial des droits de l'homme dans son texte « *Writing rights: suturing Spivak's postcolonial and de Sousa Santos' decolonial thought* », en reprenant le point de vue de Gayatri Spivak sur la question. Spivak met en avant que les droits de l'homme sont à la fois un poison et un remède car le « *mal dans les droits de*

*l'homme est contenu dans ce qui est aussi juste à ce sujet* » (p. 96). Saïd va reconnaître que la proclamation de l'humanité de certains est allée de pair avec la déshumanisation d'autres, considérés comme « non-humains ». Cela ressort dans son ouvrage *l'Orientalisme* qui montre une séparation entre ce qui est occidental et ce qui est oriental (Smiet, 2022). Il explique que dans ce cadre : « *l'Occident est considéré comme intrinsèquement supérieur et donc comme justifiablement dominant sur l'Orient* » (cité par Smiet, 2022, p. 78). On peut donc comprendre par-là, pour Saïd, la domination coloniale et les oppressions raciales (qui impliquent un processus de déshumanisation de l'opprimé) vont avoir également un impact sur l'humanité de l'opresseur (Smiet, 2022). Malgré cela, Saïd fut critiqué par d'autres penseurs postcoloniaux. Ces derniers l'accusant d'utiliser un vocabulaire et une représentation occidentale. Il lui est donc reproché de reproduire ce qu'il critique (Smiet, 2022).

### 3. Conclusion

Pour conclure, les études postcoloniales proposent d'analyser le monde d'une multitude de points de vue et donc d'abandonner une lecture eurocentrée (Collignon, 2007, Benessaïeh, 2010). Nous avons également parcouru les concepts clés de l'approche postcoloniale : une critique de l'eurocentrisme, des identités mouvantes et les *Subaltern Studies*. Les deux premiers concepts ont pour volonté de rompre avec l'opposition *eux/nous* et décentrer l'Europe. De plus, les identités des individus ne sont pas fixes et sont en constante transformation (Collignon, 2007 ; Benessaïeh, 2010). La notion de subalterne renvoie pour sa part à une subordination d'une personne ou d'un groupe de personnes par une autorité, classe élitiste (El Habib, 2012). Les *Subaltern Studies* ont été définies par Ranajit Guha comme étant « *un nom pour l'attribut général de la subordination dans la société sud-asiatique, qu'il soit exprimé en termes de classe, de caste, d'âge, de sexe et de fonction ou de toute autre manière* » (Guha, 1982 cité par El Habib, 2012, p. 6). Elles permettent en d'autres termes de donner une voix aux personnes dites subalternes pour qu'elles s'expriment librement (Benessaïeh, 2010 ; El Habib, 2012). De plus, nous avons vu que malgré un humanisme prédominant, ce dernier est critiqué car il reproduirait ce qu'il critique : l'opposition *eux/nous* et une supériorité d'un sur l'autre (Smiet, 2022).

## **PARTIE 2 – ANALYSE DES DONNÉES**

Dans le cadre de cette partie 2, nous allons tenter de répondre à notre problématique qui est de comprendre les dynamiques mises en place par les organismes qui pratiquent de l'éducation à la citoyenneté mondiale (et solidaire) pour interroger les rapports de domination. Et plus particulièrement, le cas des ONG universitaires du consortium Uni4Coop dont le nouveau programme quinquennal est basé sur les rapports de domination. Nous tenterons également d'infirmer ou d'affirmer les différentes hypothèses que nous avons émises.

Tout d'abord dans la section 1, nous présenterons le terrain de recherche : Uni4Coop. Ensuite, nous exposerons le programme quinquennal afin de comprendre d'un point de vue plus descriptif les différentes stratégies mises en place par Uni4Coop afin d'interroger les rapports de domination.

Ensuite dans la section 2, nous allons tenter de répondre aux différentes hypothèses que nous avons émises dans notre problématique. Premièrement, nous allons explorer les tensions qui peuvent découler lorsque les thématiques du projet ne font pas l'objet d'un consensus dans leur définition. Les mots ont leur importance et cela c'est ressenti durant toute notre recherche. Deuxièmement, Uni4Coop évolue dans un contexte particulier, celui de l'Université. Ce contexte apporte une certaine expertise à nos chargés de projets mais également son lot de difficultés car l'Université est un lieu qui permet la réflexion, et de développer l'esprit critique mais en même-temps reproduit des systèmes d'oppression. Troisièmement, nous parcourons les divergences d'engagement qui traversent les chargés de projets et les difficultés que cela peut amener lors de la construction des activités. Finalement, les chargés de projets sont des accompagnateurs de changement comme l'entend Kurt Lewin. Mais cela induit qu'ils soient également des acteurs de ce changement car ils vont eux-aussi, subir des questionnements sur leurs croyances et leurs valeurs. Nous allons donc dans ce dernier point explorer les possibles difficultés qui en ressortent.

### **SECTION 1 – PRÉSENTATION DU TERRAIN**

#### **I. Uni4Coop, le consortium des ONG universitaires**

L'ECM(S) en Belgique s'inscrit également dans les objectifs de l'Agenda 2030 pour le Développement durable et plus particulièrement dans la cible 4.7 qui stipule : *« D'ici à 2030, faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la*

*contribution de la culture au développement durable* » (Enabel, 2020). Elle a pour objectif la contribution de la construction de sociétés justes, durables, inclusives et solidaires. Pour ce faire, elle a trois missions principales : la sensibilisation, la mobilisation et le plaidoyer. Elle vise une meilleure compréhension des enjeux globaux et renforce les actions individuelles et collectives (ACODEV, 2016).

Le Consortium Uni4Coop<sup>8</sup> est l’alliance de quatre ONG universitaires : ULB-Coopération (ULB), Louvain Coopération (UCL), la Fucid (Unamur) et Eclasio (Uliège). Elles se sont rassemblées dans un programme commun afin de réaliser différents projets en Belgique comme à l’étranger (Bénin, Bolivie, Burkina Faso, Cambodge, République démocratique du Congo, Madagascar, Pérou, Togo, Burundi et Sénégal). Ensemble, ces quatre ONG œuvrent pour une citoyenneté mondiale (et solidaire), pour le développement de micro-entreprenariats, pour des soins de santé accessibles et de qualité et pour des systèmes alimentaires durables. En Belgique, l’axe principal pris est la sensibilisation des communautés universitaires dans le but de leur faire prendre conscience des différents rapports de domination et du système mondial, mais également les encourager à se mobiliser pour une citoyenneté inclusive, durable, solidaire et équitable. Pour cela, ils vont coconstruire des outils et des processus afin de questionner les thématiques.

## **II. ECM(S) et rapports de domination : tout un programme**

Dans le cadre de leur programme<sup>9</sup> d’ECM(S) commun, Uni4Coop a réfléchi de travailler sur les rapports de domination. Le milieu de l’enseignement étant pour elle un lieu qui n’échappe pas aux inégalités (Uni4Coop, 2022). En outre, ces inégalités ont un impact sur la production et la transmission des savoirs. Pour Uni4Coop, *« favoriser l’esprit critique suppose de comprendre les inégalités souvent cumulatives comme un ensemble d’inégalités qui se nourrissent entre elles et se renforcent. Elles font système. Donc par inégalités sociales nous entendons les inégalités de ressources de genre, de savoir et de pouvoir. Ces inégalités dominent tant nos relations dans le sud que dans le nord global et davantage encore dans les relations entre les deux »* (extrait entretien n°1 – 5 avril 2022, p. 58). Les quatre ONG incluent dans leur vision des rapports de domination quatre thématiques principales : les inégalités de genre (assurer la parité, valorisation des masculinités positives, etc.), les droits de l’homme (intégration des personnes migrantes à l’Université, visibiliser les savoirs des acteurs du Sud et des diaspora, etc.), un travail décent et durable et l’environnement. Cette remise en question des rapports de domination au sein d’Uni4Coop est développée sous une lecture intersectionnelle, c’est-à-dire, qu’il est nécessaire pour elle d’agir simultanément sur ces différents rapports car ils sont liés et ne

---

<sup>8</sup> UNI4COOP, 2021, « Uni4Coop : 4 ONG universitaires en action », *YouTube* [URL : <https://www.youtube.com/watch?v=sy5OJ2tklGc>], consulté le 15 mai 2022].

UNI4COOP, s.d., *Uni4Coop : les quatre ONG universitaires francophones belges travaillent main dans la main à la construction d’un monde plus juste* [URL : <http://www.uni4coop.com/fr>], consulté le 15 mai 2022].

<sup>9</sup> UNI4COOP, 2022, *Programme Uni4Coop 22-26 : annexe 19, dossier complet, ECMS dans l’enseignement supérieur*.

peuvent pas être pensés individuellement. En plus de la vision intersectionnelle, Uni4Coop pense avec une vision systémique des rapports de domination (Uni4Coop, 2022). Comme expliqué dans la partie théorique de ce mémoire, les oppressions ne sont pas de simples discriminations. Elles organisent et structurent la société (Rousseau, 2018).

Le programme Nord d'Uni4Coop est basé sur la *théorie du changement* (TOC) initiée par Kurt Lewin<sup>10</sup> durant la 2<sup>ème</sup> Guerre Mondiale dans le cadre d'une étude sur la modification des habitudes alimentaires (Faulx, 2019). La TOC est issue du processus rééducatif qui a pour objectif « *d'amener des personnes à passer d'une manière de penser et d'agir avec laquelle elles ont conduit leur vie jusque-là à une autre* » (Benne, 1976, cité par Faulx, 2019, p. 42). Derrière cela, il y a une réflexion sur « *la perception qu'une personne peut avoir d'un paysage est fortement liée au contexte dans lequel elle se trouve* » (Faulx, 2019, p. 37). Dans le cadre de la TOC, les chargés de projets d'Uni4Coop sont considérés comme des accompagnateurs du changement souhaité car Lewin considère que l'apprentissage et le changement sont indissociables, ils sont liés. Par conséquent, « *le formateur n'apporte donc pas uniquement des connaissances ou de nouveaux savoir-faire : la personne en formation va changer bien au-delà de ce qu'elle a appris. Le formateur doit donc prendre la mesure de cette transformation pour jouer son rôle. Il devient alors un accompagnateur du changement* » (Faulx, 2019, p. 47).

L'objectif de leur programme est d'informer et de sensibiliser aux thématiques liées aux rapports de domination afin de favoriser leur esprit critique :

*« Nous voudrions que d'ici cinq à dix ans, ces jeunes adultes aient pris conscience des systèmes mondiaux et de ses différents rapports de domination. On voudrait qu'ils s'engagent de manière individuelle et collective pour une société inclusive »* (extrait d'entretien n°1 – 5 avril 2022, p. 54).

Le programme s'appuie sur quatre stratégies d'approche (Uni4Coop, 2022) : une stratégie d'appui à la mobilisation et à l'action ; une stratégie de plaidoyer académique ; une stratégie d'apport ECM(S) dans le cursus et, une stratégie de mise en réseau. Ces quatre stratégies font donc ressortir deux axes d'approche principaux : « dans » et « hors » cursus universitaire et d'enseignement supérieur. Il y a un souhait de « *travailler ces rapports de domination sous différents angles avec un public différent* » (extrait entretien n°4 – 20 avril 2022, p. 86).

En ce qui concerne la stratégie d'apport dans le cursus, il y a un souhait d'apport d'outils ECM(S), l'utilisation de portes d'entrées<sup>11</sup> différentes et de nouvelles méthodologies. Par exemple,

---

<sup>10</sup> Kurt Lewin est un philosophe et psychologue allemand du 20<sup>ème</sup> siècle. Il est connu pour avoir fondé les bases de différentes théories : la théorie du champ, la théorie du changement et la recherche-action (Faulx, 2019).

<sup>11</sup> Les différentes portes d'entrées afin d'enclencher un changement sont selon Kurt Lewin : la porte de la cognition (croyances, perceptions) ; la porte des valeurs ; et la porte de l'action (Faulx, 2019).

nous pouvons citer la mise en place d'un cours de Service Learning, de stage solidaire, l'accompagnement de mémoire, etc. Il y a dans cet axe également, une stratégie de plaidoyer afin d'intégrer dans le cursus des enjeux liés aux rapports de domination mais également des enjeux d'ECM(S). Les bénéficiaires sont les professeurs qu'ils ont appelé « agents éducatifs », les étudiants dans le cadre de leur cours, et finalement, les autorités académiques (Uni4Coop, 2022).

Dans le cadre de la stratégie hors campus, Uni4Coop va travailler avec des collectifs étudiants et des collectifs mixtes (étudiants et académiques) en proposant par exemple des ateliers réflexifs, des formations, etc. L'objectif d'Uni4Coop est de leur « *faire comprendre les enjeux qui se jouent au sein de l'université et dans leur vie personnelle* » (extrait entretien n°4 – 20 avril 2022, p. 86). Il y a un souhait de travailler avec des plus petits groupes afin d'aller plus en profondeur car il y a selon eux un effet amplificateur (entretien n°5 – 21 avril 2022 et entretien n°6 – 24 avril 2022). Ils vont également mettre en lien différents acteurs et actrices. Dans cette optique-là, il y a un souhait de partage de savoirs et de co-construction avec des partenaires stratégiques (Uni4Coop, 2022).

## SECTION 2 – UN PROJET ENTRE CONSENSUS ET TENSIONS

### I. Toute une question de vocabulaire

Dans ce premier point nous allons aborder les consensus et les différentes compréhensions du terme « rapports de domination » ainsi que d'autres mots au sein des différentes ONG et plus particulièrement des chargés de projets. Que peut impliquer une compréhension différente dans la mise en œuvre du programme ? Est-ce nécessaire d'avoir un consensus global du terme ?

Selon Dufoix (2014), il existe « *un pouvoir, et même une magie des mots* » (p. 12) mais malgré ce constat cela ne signifie pas que ces mots soient acceptés par tous (Dufoix, 2014). On peut donc en conclure que les mots peuvent avoir une signification différente entre un même groupe mais également dans l'espace-temps (Andreotti, 2021). Ces deux points sont ressortis lors des entretiens que nous avons menés. Malgré un certain consensus autour de la définition de ce que sont les rapports de domination dans le programme, cette dernière n'a pas fait l'objet d'un débat de fond :

*« (...) on a identifié des thématiques mais je pense que c'était avant de parler de rapports de domination (...) quelque chose qui a été faite de façon assez superficielle, je crois (...) On a eu une formation. Je pense que la formation donne quand même une compréhension commune. Maintenant, je pense que ce n'est pas encore allé très loin dans le fond de ce qu'on appelle le rapport de domination. Je pense que c'est un espèce de label qui permet de couvrir pas mal de thématiques. Cela a surtout été choisi pour ça » (extrait entretien n°5 – 21 avril 2022, p. 93).*

En outre, Numa Fustel de Coulanges (cité par Dufoix, 2014) estime qu'il est important de faire attention à l'usage des mots. En effet, un mot mal interprété peut amener à des erreurs. Il rajoute qu'il est intéressant de comprendre le sens dans lequel il est utilisé. Cela fait écho à une observation durant notre terrain, il était question du vocabulaire utilisé dans le cadre d'un projet portant sur les migrations, la notion de diaspora est venue sur la table. On ne disait plus, pour les chargés présents, le mot « personnes issues de l'immigration » mais « issues de la diaspora ». Mais que veut dire diaspora ? Cette question nous traversa l'esprit. Le terme *Diaspora* est un mot ancien et grec, son sens était religieux. Il est aujourd'hui très présent dans les sciences sociales et a une valeur sociale, culturelle et politique (Dufoix, 2014). On peut en conclure que les mots et leurs significations sont mouvants et qu'il faut comprendre leur sens sur une période particulière. Les chargés de projets en sont conscients comme le démontre ces deux extraits :

*« (...) il faut voir ce qu'il y a derrière le mot, derrière l'expression et voilà c'est une façon nouvelle de parler et de penser des choses qu'on abordait déjà »* (extrait entretien n°5 – 21 avril 2022, p. 95).

*« (...) je suis plus dans une dynamique, mais ça c'est plus personnel, de recherche plus approfondie, assez sociologique quelque part de ces questions-là »* (extrait entretien n°1 – 5 avril 2022, p. 58).

Il y a un souhait de chercher le sens *« dans leurs usages ainsi que dans les effets qu'ils produisent »* (Dufoix, 2014, p. 19).

De plus, se concentrer uniquement sur le mot en lui-même peut rompre avec le pouvoir social de ce dernier (Dufoix, 2014). Cette recherche de sens des mots utilisés a provoqué et continue à créer des tensions entre ceux qui trouvent légitime de comprendre d'où le mot provient : *« Est-ce qu'il faut pour nommer ces choses, utiliser le réel ou ce que l'on a envie nous, que ce soit quoi ? (...) Et c'est vrai que moi, je suis un peu cynique mais je préfère le réel. Que l'on me dise nord-sud et qu'on sache pourquoi on dit nord-sud »* (extrait entretien n°1 – 5 avril 2022, p. 62), et ceux chez qui cela provoque un certain énervement ou bien encore une fatigue de tout le temps remettre en question : *« moi un truc qui m'épuise ce sont les débats sur le vocabulaire (...) Mais bon voilà, je crois que c'est important aussi. Mais parfois, je pense qu'on est trop crispé là-dessus. Le vocabulaire c'est important mais il y a d'autres choses importantes »* (extrait entretien n°5 – 21 avril 2021, p. 96). Bien que c'est autour d'une certaine sécurité sémantique que se construit la force d'une institution selon Boltanski (cité par Dufoix, 2014) cela *« n'interdit nullement la remise en cause de cette sécurité par la défense d'autres définitions alternatives d'un même terme »* (p. 20). Mais la plupart des chargés de projets s'accordent en disant que les rapports de domination doivent être regardés à partir de la Belgique. Nous citerons cet extrait afin d'illustrer ce point de vue :

« (...) je crois que l'on doit toujours dire que ces rapports de domination sont vraiment pensés à partir de la Belgique, parce que pour avoir fait des échanges avec d'autres pays sur des sujets différents, par exemple sur le genre. Les rapports de domination que l'on évoque ici sont vraiment différents, parce que ce n'est pas du tout le même rapport à la domination dans un pays comme la Tunisie par exemple. On avait évoqué le genre et on pensait que le terme « genre » était devenu international et que ça comportait, se déplaçait dans le cadre des pays méditerranéens et en fait pas du tout. Ce n'était pas du tout le cas. Donc, c'est bien de savoir toujours que l'on a notre point de vue en Belgique mais qu'il n'est pas mondial non plus, même si on parle de système » (extrait entretien n°6 – 24 avril 2022, p. 99).

Finalement, nous avons observé que les mots ont leur importance aussi en fonction de l'interlocuteur que les chargés de projets ont en face d'eux. D'une personne à l'autre, les mots utilisés, n'auront pas la même sensibilité, pourront même faire peur ou nuire à l'image de l'institution. Ces jeux de sémantique peuvent se passer au sein même des différentes ONG universitaires comme nous l'avons constaté dans nos entretiens :

« (...) tu dois parfois jouer sur la sémantique. Mais nous c'est plutôt en interne qu'avec les professeurs, mais quand on a dit qu'on allait travailler sur les rapports de domination, on avait parlé de rapports de pouvoir quelque chose comme cela. Notre ancienne cheffe à l'époque, nous a dit que c'étaient quand même des mots méchants » (extrait entretien n°2 – 6 avril 2022, p. 69).

Mais ces jeux peuvent également se faire dans d'autres contextes, comme lors de discussions avec l'université, des professeurs, des autorités académiques, etc. Ils pensent également que c'est leur travail en tant qu'ONG d'employer des mots moins « polémiques » (entretiens n°2 – 6 avril 2022 et entretien n°6 – 24 avril 2022).

Pour conclure, les mots ont leur importance malgré les interprétations divergentes dans des contextes géopolitiques, des époques et par des personnes différentes (Andreotti, 2021). Andreotti (2021) rajoute que même lorsque nous sommes d'accord sur une définition commune, « nous avons tendance à ignorer le fait que nous pouvons avoir des interprétations différentes de chacun des mots qui composent ce avec quoi nous sommes d'accord » (p. 499). Nous sommes conscients que les accords sur les mots utilisés sont importants et encore plus dans une thématique telle que les rapports de domination. Mais ce souhait constant d'avoir un consensus, une interprétation identique ne va-t-elle pas engendrer des tensions supplémentaires ? Nous nous posons la question suivante : plus les débats vont porter sur le vocabulaire, plus les tensions resteront et par conséquent, est-ce que cela ne mettra-t-il pas à mal le programme ainsi que les relations entre les chargés de projets ?

## II. Le contexte universitaire : lieu d'émancipation et de reproduction des systèmes d'oppression

Le programme quinquennal d'Uni4Coop évalue de surcroît dans un contexte particulier, celui de l'Université. D'une part, le travail réflexif et la recherche de savoir ont mis en avant, une volonté de changement et d'évolution ; et d'autre part, l'université n'échappe pas à la reproduction de systèmes d'oppression. Selon les chargés de projets interrogés, la spécificité d'être une ONG universitaire permet de poser un regard critique sur cette dernière :

*« C'est pouvoir être critique envers son université, même en voulant utiliser cette démarche de questionner les rapports de domination, on le vit aussi. Le côté réflexif qui nous permet d'analyser cette interaction aussi »* (extrait entretien n°4 – 20 avril 2022, p. 87)

Mais selon Uni4Coop, l'université n'est pas exemptée de reproduire des rapports de domination : *« l'université est aussi une structure qui concentre beaucoup de rapports de domination différents et dont on ne parle pas forcément »* (extrait entretien n°4 – 20 avril 2022, p. 86) ; *« c'est vrai que l'Université, c'est quand même un lieu qui reproduit assez forts les rapports de domination (...) c'est assez pyramidale oui »* (extrait entretien n°5 – 21 avril 2022, p. 94). Cela est traduit dans le programme par le plafond de verre, une augmentation des frais de scolarité pour les étudiants étrangers, la blanchité<sup>12</sup> du corps enseignant, etc. Dutoya and al., rajoutent que *« les positions les plus prestigieuses restent majoritairement occupées par des hommes, des personnes cisgenres, hétérosexuelles, blanches, souvent issues des classes supérieures »* (2019, p. 2). Bien que l'université soit teintée de biais coloniaux et d'autres encore, il y a tout de même une évolution comme le soulignent Le Gallo et Millette (2019). Même si cette évolution est lente, elle tend à changer les choses grâce au développement de diverses démarches telles que le féminisme intersectionnel, la diversité à l'embauche et les approches postcoloniales et décoloniales (Le Gallo et Millette, 2019).

De plus, ces rapports de pouvoir au sein de l'université concernent *« autant les personnes que les savoirs »* (Dutoya and al., 2019, p. 2). Les inégalités structurelles, sexistes, productivistes et eurocentrées ont donc un impact sur la transmission du savoir aux étudiants (Uni4Coop, 2022).

Dans ce point, nous explorerons les tensions qui sont ressorties des différents entretiens dans le cadre de l'application du programme au sein de l'université. Ces tensions ne sont pas pour autant exhaustives. Tout d'abord, le programme suggère l'intégration de l'ECM(S) au sein du cursus, c'est-à-dire des cours. Ce qui induit l'utilisation de pédagogies critiques telles qu'entendues par bell hooks ou encore Paulo Freire (pédagogie des opprimés). Ces différentes dynamiques peuvent produire des tensions avec les professeurs. Ensuite, et pour finir, il y a un souhait de créer des ponts entre les savoirs dits « militants » et les savoirs scientifiques. Ce deuxième point d'attention n'est également

---

<sup>12</sup> Selon nous, cela fait référence à la couleur de peau dans un système qui racialise les personnes.

pas exempté de tensions. Il nous semble important de souligner que ces deux constats se jouent principalement sur les relations interpersonnelles qu'entretiennent les chargés de projets avec les agents éducatifs (entretien n°4 – 20 avril 2022 et entretien n°6 – 24 avril 2022).

### 1. Introduction de pédagogies plus actives

*« L'Université n'est pas un paradis. Mais l'acte d'apprendre peut créer un paradis. La salle de classe, dans toutes ses limites, reste un lieu de possibilités. Dans ce camp des possibles nous avons l'occasion d'œuvrer pour la liberté, d'exiger de nous-même et de nos camarades, une ouverture d'esprit et de cœur qui nous permet de faire face à la réalité, même alors que nous imaginons collectivement des moyens d'aller au-delà des frontières, de transgresser. C'est cela, l'éducation comme pratique de liberté » (bell hooks, 1994, p. 188)*

Intégrer des pratiques d'ECM(S) au sein du cursus, c'est proposer une alternative aux pratiques habituelles, une pédagogie plus active, plus critique. Selon les chargés de projets, *« si on parle de systèmes de domination, on parle aussi d'émancipation »* (extrait entretien n°5 – 21 avril 2022, p. 97). Cela fait écho à bell hooks qui dans son livre *« apprendre à transgresser »* (1994) pense que le travail d'un enseignant est de participer à la croissance intellectuelle et spirituelle de ses étudiants. Elle va reprendre l'expression *« système bancaire éducatif »* (bell hooks, 1994, p. 10) de Paulo Freire car selon elle, il faut aller plus loin que la simple consommation et la simple mémorisation des informations données par le professeur. Il faut lier la connaissance et la pratique. Elle est convaincue que l'on peut enseigner sans renforcer les rapports de domination (bell hooks, 1994). Il y a d'autant plus une importance :

*« (...) de pouvoir faire voir cela aux professeurs pour qu'ils puissent s'adapter, autant leur contenu que la forme qu'ils veulent donner à leur cours et de la manière dont ils vont le donner, la manière dont ils vont interroger les étudiantes »* (extrait entretien n°4 – 20 avril 2022, p. 86)

*« (...) d'aller les chercher pour que l'on puisse reconstruire quelque chose, pour que l'on puisse vraiment non pas faire des interventions, mais des interventions ponctuelles plutôt construire des outils avec pour pouvoir davantage toucher ses étudiants dans le cursus »* (extrait entretien n°1 – 5 avril 2022, p. 54).

Pour donner un exemple concret, Uni4Coop propose un module aux futurs enseignants dans l'agrégation. Ce module traite des rapports de domination et propose une réflexion sur la posture de l'enseignant, sur le contenu des cours (histoires, documents, etc.) et la position qu'ils vont adopter face à leurs étudiants (entretien n°5 – 21 avril 2022). On peut faire un parallèle avec les pensées critiques

de l'ECM(S) énoncées par les chercheurs et l'outil d'analyse « HEADS UP » de Vanessa Andreotti (2016). Cette dernière offre, pour rappel, une grille d'analyse afin d'interroger les pratiques pédagogiques, de voir si elles ne reproduisent pas des schémas et des systèmes d'oppression (Andreotti, 2016 ; Yemini, 2021). Comme bell hooks l'exprime, la manière d'enseigner doit changer et ce à tous les niveaux afin de respecter la réalité sociale (bell hooks, 1994). Pouvoir discuter avec les professeurs, les autorités académiques permet d'ouvrir le dialogue vers un changement et de prendre conscience des rapports de domination qui colorent l'Université, les différentes facultés mais également au sein des cours (entretien n°4 – 20 avril 2022).

Bien que l'Université se soit démocratisée et soit devenue plus accessible, une des difficultés majeures est que le public universitaire est un public avantagé, privilégié :

*« (...) il n'y a rien à faire, quand tu parles en public universitaire, tu parles en public avantagé et donc c'est toujours hyper compliqué pour les gens d'accepter de reconnaître leurs privilèges (...) »* (extrait entretien n°3 – 13 avril 2022, p. 79)

Il est important de préciser que ces difficultés se jouent principalement au niveau des relations interpersonnelles avec les bénéficiaires de ces actions. Certains professeurs vont être intéressés par les thématiques et vont prendre les devants, venir d'eux même demander des activités ; d'autres ne seront pas ouverts et ne souhaitent pas changer leur manière de faire, ni leur cours (entretien n°2 – 6 avril 2022, entretien n°4 – 20 avril 2022, entretien n°6 – 24 avril 2022). C'est finalement une situation complexe pour les chargés de projets ECM(S), en effet ces derniers peuvent être vus comme des donneurs de leçon :

*« Et puis cela représente aussi cette question des rapports de domination de la position de nous ONG, milieu associatif, à venir donner des leçons à certains professeurs universitaires »* (extrait entretien n°4 – 20 avril 2022, p. 87).

Effectivement, transformer son cours est tout aussi difficile que d'apprendre à bien enseigner dans un contexte diversifié (bell hooks, 1994), *« souvent s'il y a une seule personne racisée dans la classe, elle est objectivée par les autres et obligée d'endosser le rôle d'« informatrice indigène » »* (bell hooks, 1994, p. 44). Cette difficulté est ressortie dans le cadre d'une formation donnée par un des chargés de projets. Il y avait sur les vingt participants, une seule personne racisée « A ». Cette dernière fut sollicitée par une autre participante car elle se sentait mal à l'aise de parler de racisme sans que « A » ne s'exprime dessus. Selon cette même personne, cela se ressent particulièrement dans les formations au départ de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES) pour les étudiants qui partent faire un stage ou un mémoire à l'étranger (entretien n°2 – 6 avril 2022).

Malgré cela, les différents chargés de projets d'Uni4Coop se posent la question de savoir si le message de sensibilisation n'a pas plus d'impact quand il est exprimé par une personne concernée par les rapports de domination. Nous reviendrons sur ce point un peu plus loin dans ce mémoire.

## 2. Créer des ponts : ne plus parler « pour » mais « avec »

De plus, il y a un souhait de la part des chargés de projets de créer des ponts entre le savoir scientifique et le savoir militant, ils jouent un rôle d'interconnexion (entretien n°1 – 5 avril 2022 ; entretien n°2 – 6 avril 2022 ; entretien n°5 – 21 avril 2022). Cette démarcation « *un savoir légitime, blanc et occidental et un savoir illégitime, produit par des groupes racisés et/ou colonisés* » est également mise en avant par Dutoya and al. (2019, p. 3). En d'autres mots, il y a une notion d'excellence promue par le milieu scientifique. Cette notion d'excellence va se baser sur un modèle particulier : celui du chercheur blanc et masculin (Dutoya and al., 2019). En outre, il y a pour l'Université une « *précaution et une volonté de se distinguer du milieu militant qui a plus tendance à moins nuancer. Il y a une volonté vraiment de nuance et d'analyse intellectuelle* » (extrait entretien n°5 – 21 avril 2022, p. 94). Milhé (2010) rajoute que l'enjeu est important car le chercheur va jouir d'une certaine autorité scientifique par rapport au militant (Milhé, 2010).

Bien que le savoir scientifique « *n'obéit pas tout à fait aux mêmes règles que celle de savoir militant. Pourtant elles ont en commun au moins un aspect : essayer de convaincre de leur véracité* » (Milhé, 2010, p. 9). Cette rupture entre les deux est contestée par Gaïti (2002, cité par Milhé, 2010). Selon lui, les deux se nourrissent : « *La circulation des arguments, l'échange des services deviennent ainsi le premier vecteur de cette force sociale de l'expertise, dans la mesure où ils tendent à former un nouveau « sens commun » de certains problèmes sociaux, tout en s'appuyant sur certaines de ces représentations antérieures. Les discours (à prétention) scientifiques gagnent de la « vérité », de la pertinence, de la légitimité et de l'universalité dans ces opérations de reprise engagées dans d'autres univers sociaux. [...] Ce sont, de la même façon, ces usages répétés dans les secteurs les plus divers qui produisent et entretiennent la puissance et la légitimité de la science, et de ceux qui peuvent s'en faire les porte-parole* » (Gaïti, 2002, p. 307, cité par Milhé, 2010, p. 12). C'est là qu'est tout l'intérêt pour les chargés de projets ECM(S) de créer des liens et montrer qu'il y a une expertise de chaque côté (entretien n°6 – 24 avril 2022). Il y a selon eux des préjugés des deux parts comme le démontre ces deux extraits d'entretien :

« *Je pense qu'il y a des préjugés des deux parts, le militant va peut-être trouver le professeur tiède (...) Alors que le militant peu avoir aussi une analyse très fine, c'est juste dans le discours, il peut donner l'impression de faire des raccourcis* » (extrait d'entretien n°5 – 21 avril 2022, p. 95)

*« Il peut y avoir beaucoup de méfiance aussi au niveau des militants et des militantes (...) ils prennent nos thématiques, ils prennent nos luttes et ils vont les étudier à l'Université et les dépolitisent complètement »* (extrait entretien n°1 – 5 avril 2022, p. 59).

Ceci induit donc qu'une *« même idée émise par deux personnes différentes, ayant un statut ou un positionnement différent, ne sera pas perçue de la même façon par une même audience »* (Le Gallo and Millette, 2019, p. 5). Or, les chargés de projets rajoutent que leur mission est de dire que *« le savoir il est partout »* (extrait entretien n°6 – 24 avril 2022, p. 104). Donna Haraway (1988, citée par Le Gallo and Millette, 2019) va apporter que cette idée de connaissances supérieures car scientifiques est *« un dogme qui ne tient pas la route »* (p. 4). En effet, *« de manière générale, que ce soit dans des cadres universitaires, militants, associatifs ou politiques, l'objectivité n'existe pas vraiment »* (extrait entretien n°4 – 20 avril 2022, p. 90).

D'autre part, le fait de vouloir faire valoir le savoir militant induit donc de prendre en considération que cela pourrait occulter la parole des personnes qui sont en situation d'oppression et qui sont déjà invisibilisées (Le Gallo and Millette, 2019). Le problème a été énoncé par Gayatri Spivak dans son texte *« Can subaltern speak »* dont nous avons déjà parlé précédemment. Elle s'interroge sur le fait que *« (s)'agissant des intellectuels, est-ce que parler « pour » les subalternes n'a pas pour conséquence de redoubler cette exclusion et de les déposséder de toute capacité d'action et d'expression autonome ? »* (Montag, 2006, p. 134, cité par Le Gallo and Millette, 2019, p. 5). En effet, le problème est dans le fait de considérer identiquement le désir des personnes opprimées et celui des chercheurs ; de surcroît, cela reproduit une domination parce qu'il y a un processus de romantisation de la faculté de s'exprimer librement (Le Gallo and Millette, 2019). Spivak va conseiller de privilégier le parler « avec » plutôt que le parler « pour » (Le Gallo and Millette). L'extrait suivant montre qu'Uni4Coop est dans un même processus de réflexion :

*« On a voulu les mettre au centre, parce que si on parle de rapports de domination, il faudrait peut-être mettre les personnes qui sont concernées par ces rapports-là au centre. Or, on sait de base que l'Université est assez élitiste donc on sait que ces personnes-là qui subissent beaucoup plus des rapports de domination, (...) ne sont pas souvent entendues, n'ont pas la parole en fait, ne sont pas entendues. Quand on voit tout ce qui est la place de la science et toutes ces questions-là sur les savoirs par exemple, tout de suite, ils ont disqualifiés ces gens n'ont pas la science comme on l'entend à l'Université. On les écoute un peu moins et par expérience aussi par exemple, les acteurs et actrices des Sud, on va dire cela comme ça. Quand ils ou elles arrivent c'est souvent pour un témoignage dans une conférence »* (extrait entretien n°1 – 5 avril 2022, p. 55).

Parler « pour » va invisibiliser et détourner l'expérience vécue par les personnes concernées, par conséquent, reproduire les systèmes d'oppression (Le Gallo and Millette, 2019). La solution pour les

chargés de projets est la co-construction avec ces personnes qui se retrouvent à la marge et pouvoir leur laisser une place au sein de l'Université ainsi que mettre en avant leurs savoirs. Il n'est pas question de se réapproprier leurs expériences, ni leurs connaissances sur les thématiques (entretien n°1 – 5 avril 2022 ; entretien n°2 – 6 avril 2022 ; entretien n°6 – 24 avril 2022). C'est leur donner le pouvoir, la légitimité « *de pouvoir dire des choses* » (extrait entretien n°1 – 5 avril 2022, p. 56).

### III. Quel engagement ?

Au travers de nos divers entretiens, nous avons mis en avant une troisième tension : celle d'être un professionnel et une forme d'engagement envers une cause voire même d'être engagé dans un militantisme. Comme par exemple dans cet extrait : « *aujourd'hui personnellement je m'identifie comme féministe antiraciste et anti-capitaliste* » (extrait entretien n°2 – 6 avril 2022, p. 71). Cette tension est inerrante au secteur associatif qui est identifié comme étant le « *monde de l'engagement* » (Simonet, 2006, p. 191, cité par Brulois, 2019, p. 34). Le secteur associatif se basant sur des valeurs telles que l'engagement citoyen et l'altruisme (Morales La Mura, 2014). Cette tension peut amener les chargés de projets à s'interroger quant à leur rôle et leur place au sein de l'ONG (Nonjon, 2005 ; Brulois, 2019 ; Morales La Mura, 2014).

Avant de rentrer dans l'analyse de cette tension, nous souhaitons revenir sur la notion d'engagement. Nous retrouvons dans la littérature plusieurs types d'engagements. Ces derniers vont disposer de mécanismes psychologiques différents (Brault-Labbé and Dubé, 2009). Brault-Labbé and Dubé (2009) vont mettre en avant que, selon certains auteurs, l'engagement consiste en « *une persistance comportementale associée à une nécessité ressentie par l'individu d'être ou de paraître cohérent avec ses croyances et ses choix passés* » ou bien, selon d'autres, qu'il « *est avant tout l'expression d'un intérêt ou d'une attirance marquée envers une activité, une personne ou un quelconque objet social* » (p. 118). Selon Brault-Labbé and Dubé (2009), il y a en plus, différents sous-groupes d'engagements : l'engagement personnel lié aux attirances et choix propres de l'individu ; l'engagement moral lié aux valeurs morales de l'individu ; et, l'engagement structurel lié au sentiment de contrainte et d'obligation si l'individu stoppe son engagement (Brault-Labbé and Dubé, 2009). L'engagement est par conséquent fortement lié à l'individu, il va permettre de « *rendre compte des lignes d'actions cohérentes d'un individu* » (Becker, 1960, p. 2, cité par Brulois, 2019, p. 37).

Etant donné cette multitude d'engagements, on peut voir dans la littérature émerger des recherches sur une nouvelle forme d'engagement car ce dernier se heurte « *à la recherche de gratification, la confiance fait place à la responsabilisation, la bonne volonté doit se confronter à la professionnalisation* » (Demoustier, 2002, p. 109, cité par Brulois, 2019, p. 46). Ce type d'engagement

est nommé l'« engagement distancé ». Cet engagement est caractérisé par le fait qu'il soit ponctuel et limité et qu'il dépend de chacun (Biquet and al., 2003). Cet élément ressort de nos entretiens :

*« (...) je suis engagée dans tout ce qui est transition alimentaire. Je vais me considérer comme une alliée par rapport à des paysans ou des paysannes ou des producteurs et productrices qui sont désavantagés dans un système qui favorise essentiellement l'agro-industrie. Donc à ce niveau-là oui. Par contre, je suis fort sensibilisée par tout ce qui touche aux questions d'ouverture à l'autre, des questions de genre, des questions de sexualité et de tout cela... mais je ne me considère pas alliée à ce niveau-là, dans le sens où je ne suis pas vraiment engagée. La seule chose, c'est que je ne vais pas tolérer un discours allant à l'encontre de ces personnes-là et donc peut être que je suis alliée juste au moins dans le fait que je vais sensibiliser et je ne vais pas tolérer l'intolérance. Mais oui sinon, je ne vais pas faire de démonstrations, des actions directes et aux rapports de domination par mon boulot, sensibilisant, je contribue à la défense des intérêts des acteurs des marges mais moi dans mon quotidien, dans mon engagement personnel je fais peu à ce niveau-là » (extrait entretien n°3 – 13 avril 2022, p. 81-82).*

*« Mais je pense que l'intérêt de ce travail et l'intérêt que la personne a pour faire de l'ECMS vient de quelque chose de plus profond, de plus conscient puisque finalement l'idée de base c'est de se dire, il y a des choses qui se passent dans le monde, elles m'intéressent, je m'y intéresse. Il y a des choses qu'il faut changer et quel est le meilleur moyen de le faire, en faisant des actions ou en sensibilisant d'autres personnes donc je pense que cela naît évidemment de convictions sinon ce serait plus compliqué de faire ce travail, mais qu'elles sont d'importances variables en fonction de cela et c'est personnel à chacun » (extrait entretien n°4 – 20 avril 2022, p. 90)*

Les expressions suivantes « *je ne me considère pas allié* » ; « *dans mon engagement personnel je fais peu à ce niveau-là* » et « *c'est personnel à chacun* » sont représentatifs de cet engagement distancé mais également de ce qu'appelle Nonjon (2005) : « *l'expert-militant* » (p. 102). Ces expert-militants vont plutôt se positionner comme des facilitateurs, des animateurs (Nonjon, 2005) : « *dans le cadre de l'éducation à la citoyenneté, nous on est chargés de projets, des animateurs, des facilitateurs et on ne se positionne jamais en tant que figure détentrice d'un savoir absolu* » (extrait entretien n°3 – 13 avril 2022, p. 81). Il y a donc une certaine distance qui est faite avec les groupements militants mais également l'apparition d'une certaine obligation morale d'agir pour aider ceux qui sont dans des difficultés et ne pas rester sans rien faire (Rozier, 2002). Malgré cette distance observée avec le monde militant, malgré leur implication personnelle, on observe une certaine recherche de sens dans leur métier. Leur lieu de travail étant lui aussi un lieu d'engagement (Rozier, 2002; Brulois, 2019) :

*« Je pense que c'est très intéressant d'avoir notre position surtout quand on travaille dans l'ECMS et surtout autant d'un point de vue professionnel, que d'un point de vue personnel, de pouvoir avoir la chance d'être dans un cadre professionnel qui nous apprend aussi sur nous-mêmes personnellement. Je représente quand même beaucoup de pans de domination, que l'on retrouve autant dans la société belge, qu'au sein de l'Europe ou du monde. Donc ce qui est intéressant, c'est de pouvoir aussi lier ce que l'on apprend tous les jours au travail et de pouvoir le répercuter finalement sur sa vie personnelle, c'est cela que je trouve... une des parties les plus intéressantes de ce travail »* (extrait entretien n°4 – 20 avril 2022, p. 88).

Cet engagement plus individuel est le fruit d'une évolution après la deuxième guerre mondiale et particulièrement durant les années soixante. Il va y avoir un passage *« d'un système de valeurs globalement matérialiste à un système de valeur globalement postmatérialiste »* (Biquet and al. 2003, p.12). Autrement dit, le passage s'est fait : des besoins matériels étant par exemple des besoins de subsistance ; vers des besoins non-matériels tels que le désir d'autonomie (Biquet and al., 2003). Bien sûr, cet engagement individuel n'est pas immobile, il peut évoluer dans le temps (Brulois, 2019). Tout de même, cet engagement individuel, selon Brulois (2019), va *« aller à contre-courant de l'engagement associatif ou tout au moins du militant »* (p.39). Il va citer Pierron (2006, p.59, cité par Brulois, 2019, p.39) afin d'illustrer ces propos, *« ce qui dissuade »* aujourd'hui *« dans la figure du militant, ce n'est pas son engagement mais la soumission de l'individuel à l'efficacité collective »* (Pierron, 2006, p. 59).

Nous avons donc noté, qu'il y a une recherche de sens dans ces différents types d'engagement, qu'il soit distancié ou militant, tous deux s'engagent pour des raisons personnelles (Brulois, 2019). D'un autre côté, il y a la reconnaissance d'un point de vue professionnel. Les deux entrent parfois en tension même si d'un côté cette reconnaissance est normale, *« le bénévole, agissant sur un lieu d'engagement qui devient aussi un lieu de travail, se trouve alors confronté à cette dimension affective du travail. Tout comme le salarié, il a des attentes à la fois en termes de réalisation de soi et de reconnaissance par autrui. Son don – de temps, d'énergie, d'attention – n'est pas gratuit, il en attend – implicitement ou explicitement – des « gratifications plus larges que celles liées à l'accomplissement d'un éventuel « devoir moral » »* (Vermeersch, 2004, p. 682, citée par Brulois, 2019, p. 48). Ces tensions peuvent se ressentir plus si la personne est vraiment engagée dans une cause et ne fait pas ce métier uniquement parce qu'elle en ressort des bénéfices mais parce qu'elle vit ces oppressions au quotidien. Malgré cela, elle en retire des deux milieux un certain enrichissement :

*« Comment je me positionne. Pour moi, ce sont des choses auxquelles je ne m'intéresse pas parce que, simplement parce que ce sont des choses que je vis au quotidien. Donc je m'y intéresse fort. Et alors, comment je me positionne, c'est vrai que je suis plus dans une dynamique, mais cela c'est plus personnel, de recherche plus approfondie, assez sociologique*

*quelque part de ces questions-là. Donc, je me retrouve fort dans des groupes avec des chercheurs, avec des professeurs pour réfléchir un peu à ce niveau-là. Mais je me retrouve aussi de l'autre côté, avec des militants et des militantes qui travaillent sur ces questions. Je suis un peu entre les deux et je trouve cela super enrichissant* » (extrait entretien n°1 – 5 avril 2022, p. 58).

Mais qu'elle est donc la légitimité de parler des rapports de domination s'ils ne sont pas engagés dans la cause ou s'ils ne subissent pas les systèmes d'oppression ? Cette question nous a traversé tout le long de notre recherche. La réponse fut encore une fois la co-construction avec des acteurs et actrices des marges : *« parce que, nous ce qu'on veut apporter c'est notre expérience en animation, en gestion de groupe, en gestion de projets et de sensibilisation. Mais pour parler de cette thématique-là, on ne se sent pas toujours hyper légitime* » (extrait entretien n°3 – 13 avril 2022, p. 82). Les acteurs et actrices des marges sont des personnes qui se retrouvent à la marge de la société (bell hooks, 1984). Ils sont à la marge car ils n'appartiennent pas aux critères établis par la société occidentale. Cela peut être dû à leur appartenance raciale, sexuelle, de genre ou de leur condition sociale mais ils peuvent être également des acteurs des Sud, des artistes, des personnes engagées, des intellectuels (entretien n°1 – 5 avril 2022). De plus, les marges d'une société ne sont pas toujours minoritaires, cela dépend de la manière dont elles sont prises en compte par les pouvoirs et les instances de pouvoirs (entretien n°2 – 6 avril 2022). Cela fait écho au point précédent lorsque nous avons abordé la question de créer des points. Pour eux, chacun doit prendre sa part (entretien n°6 – 24 avril 2022) et s'ils ne se sentent pas légitimes, l'intérêt est de laisser la place aux personnes des marges. Tout de même selon un des chargés de projets :

*« Bon après, ce n'est pas parce que tu ne le vis pas pour moi que tu n'as pas de légitimité »* (extrait entretien n°5 – 21 avril 2022, p. 96).

Peut-être est-ce là que se trouve la plus grande difficulté pour les chargés de projets d'Uni4Coop ? Comment vont-ils mettre en œuvre des solutions afin d'éviter les différentes tensions qui pourraient émerger entre les acteurs et actrices des marges – qui ont un engagement plus militant – et eux, facilitateurs pour reprendre leurs mots – qui sont plus dans une logique de mise à distance ? Est-ce que ces acteurs des marges sont prêts et souhaitent travailler avec eux s'ils ne sont pas complètement engagés dans la cause qu'ils défendent ? Les militants ou acteurs et actrices des marges vont peut-être se sentir dépossédés de leurs prérogatives au profit des chargés de projets, qui sont rappelons-le des salariés (Brulois, 2019). Les salariés sont perçus comme *« des « personnes de passage », moins imprégnés de l'histoire, des valeurs et de l'identité du mouvement, en un mot « moins militants »* (Brulois, 2019, p. 33). Pierron (2006) va rajouter que la figure du militant est essentiellement politique. Le militant va se salir les mains, aller coller des affiches, descendre dans les rues, etc. A

l'heure actuelle, l'engagement connaît peut-être des allures moins engageantes car « *sa formalisation dans des institutions aux codes bien précis apparaît plus contraignante qu'hier* » (Brulois, 2019, p.39)

#### **IV. Être accompagnateur et acteur du changement ?**

Les chargés de projets ECM(S) d'Uni4Coop sont des accompagnateurs du changement comme l'entend Kurt Lewin. Ils vont accompagner les bénéficiaires du programme vers une manière de penser et d'agir. Cette dernière est censée coller aux réalités actuelles que cela soit d'un point de vue personnel ou sociétal (Faulx, 2019). Mais la question que nous nous sommes posés est : en tant qu'accompagnateurs du changement ne sont-ils pas également acteurs du changement souhaité ? Nous entendons par-là, qu'ils traitent de thématiques qui demandent une certaine déconstruction des systèmes de valeurs personnelles ainsi qu'une envie accrue de s'éduquer. Par conséquent, afin de pouvoir accompagner les étudiants, les professeurs vers le changement, eux-mêmes doivent y passer.

Comme le rajoute Spivak (2004, cité par Andreotti, 2021), lorsque l'on traite de sujets tels que les droits de l'homme et que l'on se porte comme promoteurs et dispensateurs de ces derniers, nous devons commencer par reconnaître les torts dans lesquels nous sommes appliqués (Andreotti, 2021). C'est durant ce processus de changement et de reconnaissance des torts, des comportements reproducteurs des inégalités que vont s'inscrire des conflits interpersonnels – c'est-à-dire, entre les différents acteurs – et intrapersonnels – c'est-à-dire, des conflits au sein même des valeurs d'une seule personne (Andreotti, 2021). Par exemple, nous avons vu dans le point un que les chargés de projets n'étaient pas toujours d'accord sur les mots à employer. Cela est représentatif de conflits plutôt interpersonnels car ils n'ont peut-être pas la même sensibilité. Certains pensent que c'est juste une nouvelle façon de traiter des sujets déjà abordés auparavant et ne voient donc pas de changements sur le long terme :

*« Sur le long terme, cela ne change pas forcément par rapport à avant et c'est juste mettre en avant ces rapports, une nouvelle façon de parler de quelque chose »* (extrait entretien n°5 – 21 avril 2022, p. 97).

Vanessa Andreotti (2021) explique tout de même, qu'il n'est pas nécessaire d'être tout le temps sur la même longueur d'onde tant qu'ils sont d'accord sur la finalité, le résultat du changement (Andreotti, 2021). Le plus important selon elle, est d'« *apprendre à faire de la place pour les complexités de soi. Si nous ne pouvons pas nous asseoir avec les complexités qu'il y a en nous, il n'y a aucune chance que nous puissions garder de la place pour les complexités qui nous entourent* » (Andreotti, 2021, p. 500). Cet extrait d'entretien expose bien cette complexité :

*« J'essaie quand même d'être conscient de la position dans laquelle je me trouve, dans les relations avec les gens avec qui je me trouve, autant la position que je peux prendre, l'image*

*que je peux renvoyer, que celle que je renvoie vraiment. J'essaie à chaque fois d'avoir ce recul, en tout cas, essayé d'avoir cet esprit critique pour dire, dans cette situation-là, quels sont les enjeux qui jouent ici, quels sont les rapports de domination inconscients qui peuvent se jouer et donc comment les rééquilibrer, comment compenser ... pouvoir finalement équilibrer. C'est le rapport que j'essaie en tout cas, mais voilà on sait que l'on n'est jamais totalement déconstruit » (extrait entretien n°4 – 20 avril 2022, p. 89).*

C'est bien sûr un processus long car nous sommes socialement conditionnés, lorsque nous ressentons de la peur ou des incertitudes, à imposer une vision cohérente (Andreotti, 2021).

Cette attention aux complexités du soi, nous font penser aux différentes phases du changement de Kurt Lewin dans sa théorie du changement. Rappelons que le programme d'Uni4Coop est également basé sur cette théorie. La première phase, appelée *unfreeze* (dégel) consiste au moment où le « *groupe (ou l'individu) va abandonner petit à petit ses réflexes, routines, modes de pensée, comportements* » (Faulx, 2019, p. 40). Durant la seconde phase appelée *change* (changement), les « *points de vue évoluent, la perception de la réalité se modifie* » (Faulx, 2019, p. 40). Et finalement, la dernière phase appelée *refreeze* (stabilisation) correspond au moment où un nouvel équilibre apparaît et les tensions vont s'apaiser (Faulx, 2019). Ces différentes étapes traversent également nos accompagnateurs du changement que sont les chargés de projets mais bien sûr, tous ne sont pas au même moment. De plus, ces changements sont continuellement en mouvement :

*« Enfin encore une fois il faut toujours se remettre en question, se positionner (...) Je ne peux pas dire aux africains et aux africaines, vous devez faire cela pour développer vos pays, si je ne mets pas en question comment moi je vis en Belgique » (extrait entretien n°2 – 6 avril 2022, p. 71).*

*« Ce n'est pas facile, c'est vrai, il y a plusieurs manières de le voir. Il y a le côté, c'est vrai que c'est une remise en question, qui est ... enfin le processus en tout cas, on va dire plus complexe mais après moi je le prends aussi de manière super enrichissante. C'est que finalement de programme en programme ou d'année en année ce sont des nouvelles thématiques, ce sont des questions où l'on se dit, mais en fait c'est vrai, je ne m'étais jamais posé cette question. C'est super intéressant de pouvoir justement avoir ce côté critique et ce côté de déconstruction » (extrait entretien n°4 – 20 avril 2022, p.89).*

Cette complexité dans le processus peut provoquer des tensions car comprendre la complexité du soi et de ce qui nous entoure, mais également les profondeurs et les limites du conditionnement social, prend du temps. Cela demande un certain investissement afin de pouvoir traiter des sujets complexes tels que les rapports de domination et provoquer un changement (Andreotti, 2021). S'ils restent bloqués sur une des phases du changement, cela peut finir par mettre à mal l'avancement et la réussite du programme.

Pour finir ce point, nous voulions mettre en avant un questionnement qui est partagé pour une grande partie des chargés de projets interrogés. Ils se demandent comment aborder un changement, une interrogation sur les rapports de domination, s'ils ne s'interrogent pas eux-mêmes sur leur propre institution. Prenons par exemple cet extrait :

*« Je pense qu'elle est intéressante, rien qu'au niveau de notre travail chez Uni4Coop dans ce que l'on fait encore dans les autres zones, de montrer que l'on a aussi beaucoup de choses à revoir et à repenser, à refaire donc je suis hyper enthousiaste à l'idée que cela va commencer à ouvrir des portes chez nous. Pour changer aussi notre manière de travailler. Alors, je sens que les portes... il y a beaucoup de portes fermées et à un moment donné, (..), j'espère que l'équipe va continuer à les ouvrir et limite à les défoncer un peu parce que je pense que l'on a vraiment intérêt à voir nos propres dominations dans nos propres projets » (entretien n°6 – 24 avril 2022, p. 101).*

Ce questionnement, nous le partageons car il nous semble pertinent même si dans le cadre de ce travail nous n'abordons pas la question des rapports de domination de manière plus large tel que leur questionnement au sein la coopération au développement belge.

## CONCLUSION

Tout au long de ce mémoire, nous avons tenté de répondre à notre problématique qui était de comprendre comment le consortium Uni4Coop dans son programme Nord 2022-2026 interrogeait les rapports de domination, quelles étaient les dynamiques mises en place afin d'y parvenir. Est-ce que via ses différentes stratégies, les différentes ONG universitaires peuvent-elles interroger les rapports de pouvoir au sein de la société ? Pour rappel, Uni4Coop est le fruit du regroupement de quatre ONG universitaires : ULB-Coopération, Fucid, Louvain Coopération et Eclasio.

Tout d'abord, nous avons exposé les différents axes pris par Uni4Coop. Cela permettait de les comprendre de manière plus descriptives. Le programme 2022-2026 évolue dans un contexte particulier : celui de l'Université. Selon Uni4Coop, l'Université n'est pas exemptée des inégalités sociales et des rapports de pouvoir en son sein malgré qu'elle soit un lieu d'émancipation. Ces inégalités vont avoir un impact sur la transmission et la production des savoirs (Uni4Coop, 2022). Les stratégies, afin de sensibiliser à cela, se déclinent en deux axes majeurs, « dans » et « hors » cursus. Il y a un souhait de travailler les rapports de domination selon des angles et des publics différents. Ils vont intégrer des outils et des méthodologies d'ECM(S) au sein des cours, faire du plaidoyer auprès des autorités académiques. Ils souhaitent travailler avec des plus petits groupes afin d'avoir un effet amplificateur mais également coconstruire avec des acteurs et actrices des marges. Les acteurs et actrices des marges sont des personnes à la marge de la société telles que les personnes racisées, les personnes LGBTQIA+, etc. Cette co-construction permet de mettre ces personnes au centre, leur laisser une place (Uni4Coop, 2022).

D'un point de vue en surface, ces différentes stratégies peuvent permettre aux chargés de projets ECM(S) d'interroger les rapports de domination mais lorsque l'on creuse plus loin certaines tensions peuvent surgir. Nous nous sommes posé cette question durant l'élaboration de notre problématique. Nous avons par conséquent émis une hypothèse principale : les dynamiques mises en place par les quatre ONG produisent des tensions au sein des différents acteurs liés au projet, les chargés de projets et les bénéficiaires. Trois sous-hypothèses en sont découlées, nous nous sommes donc attachés de les infirmer ou de les confirmer. Nous allons donc revenir sur ces dernières.

Premièrement, nous avons énoncé que le programme quinquennal et particulièrement les termes utilisés ne faisaient pas l'objet d'un consensus. Il s'est avéré que chaque chargé de projets avait sa propre définition de ce qu'est un rapport de domination car cette dernière n'avait pas fait l'objet d'un débat de fond. Les mots et leurs significations sont également mouvants mais il est tout de même important selon Numa Fustel de Coulanges (cité par Dufoix, 2014) de comprendre leurs sens et leurs usages afin d'éviter les erreurs (Dufoix, 2014). Les chargés de projets en sont conscients que le sens peut être différent pour chacun. Mais nous nous sommes demandé si cela ne provoquait-il pas des

tensions internes, lors des réunions pour ne donner qu'un exemple. Cette recherche de sens énoncée par Dufoix (2014) et le concentration uniquement sur le mot en lui-même peut rompre avec le pouvoir social de ce dernier (Dufoix, 2014). Cela confirme notre questionnement dans un premier temps. De plus au sein des ONG, on a remarqué des divergences d'opinions sur le sujet. Certains s'alignent sur les propos de Dufoix (2014) lorsqu'il dit que les mots doivent être compris sur une période et un contexte géopolitique particulier (Dufoix, 2014). D'autres, pensent que les débats sur la sémantique ne font qu'obstruer le bon déroulement du programme et provoquent des tensions inutilement au sein des équipes ECM(S). Dans un deuxième temps, nous avons observé que le vocabulaire utilisé variait en fonction de la personne qui se trouvait devant les chargés de projets. Mais nous souhaitons poser ces questions : tous ces jeux de sémantique ne gommant-ils pas la réalité sociale derrière les rapports de domination ? Est-ce que tous ces débats ne risquent-ils pas de bloquer et mettre à mal le programme ? Comment pouvons-nous sensibiliser et faire prendre conscience de ces derniers si on utilise des mots « moins méchants » afin de ne pas brusquer ?

Deuxièmement, nous avons mis en avant que les différentes lectures du programme provoquaient des tensions internes au sein des quatre ONG. Les dynamiques mises en place par leur programme peuvent produire des tensions en interne comme nous l'avons vu au niveau du vocabulaire. Mais le temps de notre recherche, notre regard s'est tourné vers les tensions qui peuvent découler du contexte particulier d'être une ONG universitaire. L'Université étant comme nous l'avons énoncé plus haut : un lieu d'émancipation et de reproduction des systèmes d'oppressions. Elle favorise le développement de l'esprit critique mais en même temps les rapports de domination au sein de l'Université concernent « *autant les personnes que les savoirs* » (Dutoya and al., 2019, p. 2). Uni4Coop souhaite par son programme intégrer des méthodologies, des approches pédagogiques plus actives, des alternatives au programme éducatif classique. Nous avons observé que cela faisait émerger des tensions avec les professeurs qui sont peut-être plus réticents à ce genre d'approche et de remise en question de leur manière de donner cours. De plus, comme nous l'avons énoncé, les chargés de projets pensent que le savoir est partout et donc, ils jouent un rôle de créateur de ponts entre le savoir de personnes à la marge, des militants et le savoir scientifique. La tension est donc marquée par quatre choses : 1) le fait que le chercheur universitaire va jouir d'une certaine autorité scientifique que le militant n'a pas (Milhé, 2010) ; 2) une méfiance réciproque entre les deux milieux ; 3) une certaine tendance académique de parler « pour » les personnes opprimées, parler d'eux, dans le cadre de recherche et donc prendre ces personnes comme sujet d'études et par conséquent les invisibiliser (Le Gallo and Millette, 2019) ; 4) le souhait d'Uni4Coop de faire une connexion entre les deux en favorisant la co-construction, leur donner le pouvoir de dire les choses (entretien n°1 – 5 avril 2022).

Ce retour sur cette deuxième sous-hypothèse nous permet de discuter sur la dernière que nous avons énoncée et nous demander si cette approche de co-construction avec des acteurs et actrices des marges de la société ne pose-t-elle pas d'autres difficultés ? Nous avons exposé une troisième

hypothèse : une tension inerrante au fait qu'ils soient des professionnels et engagés envers la lutte contre les inégalités. Nous avons constaté que cette tension se traduisait plus au niveau de leur engagement personnel. Ce dernier étant en relation avec celui des acteurs et actrices militants lors de la construction d'activités. L'engagement des chargés de projets ECM(S) s'apparente pour la plupart à ce qu'appelle les chercheurs, l'engagement distancié ou bien encore l'expert-militant (Biquet and al., 2003 ; Nonjon, 2005). Un engagement qui est ponctuel, limité et qui aspire à une recherche de sens en même temps que de répondre à une certaine professionnalisation du secteur (Biquet and al., 2003 ; Brulois, 2019). Les chargés de projets vont se considérer plutôt comme des facilitateurs, des animateurs. Ils vont adopter une certaine distance. Malgré cette distance, nous avons noté que la plupart d'entre eux estiment que leur lieu de travail, est leur lieu d'engagement (Rozier, 2002 ; Brulois, 2019). Les tensions vont donc se retrouver plus au niveau des partenariats avec des acteurs qui sont militants ou qui subissent des oppressions au quotidien. Nous nous sommes demandé quelle était la légitimité de parler de rapports de domination s'ils ne sont pas engagés dans la cause ou s'ils ne subissent pas des oppressions ? Il est tout de même important de noter que peu importe si l'engagement est distancié ou militant, les deux s'engagent pour des raisons personnelles (Brulois, 2019).

Nous avons également démontré que les chargés de projets connaissent une autre tension, une tension qui est plutôt intrapersonnelle c'est-à-dire qu'elle se produit uniquement entre ses propres valeurs personnelles. Cette tension est transversale aux différentes hypothèses. Les chargés de projets ECM(S) sont à la fois des accompagnateurs du changement et des acteurs de ce même changement. Ils se retrouvent dans un processus de déconstruction de leur système de valeur en traitant des différentes thématiques. Ils doivent tout d'abord reconnaître leurs privilèges et les torts qui sont liés au système dans lequel ils vivent (Andreotti, 2021). Ils éprouvent donc une difficulté au niveau de ce qu'appelle Andreotti (2021), les « *complexités de soi* » (p. 500). Comprendre la complexité de soi et les complexités qui nous entourent, peuvent prendre du temps et être compliqué pour les chargés de projets (Andreotti, 2021).

Pour conclure, nous répondrons à la problématique de ce mémoire par ceci : les dynamiques mises en place peuvent interroger les rapports de domination mais cela est subjectif. Cette subjectivité est inerrante aux diverses tensions – qu'elles soient internes (au sein des ONG), interpersonnelles avec les différents acteurs (Université et acteurs et actrices des marges, militants) ou intrapersonnelles (leur processus de déconstruction et le rapport à leur engagement) – qui peuvent apparaître au cours du processus et particulièrement sur leur faculté à surmonter les différentes tensions. Nous nous demandons est-ce que les acteurs et actrices des marges – qui ont la plupart du temps un engagement militant – sont prêts à travailler avec les ONG – qui sont dans une logique de mise à distance – pour la lutte des rapports de domination ?

Nous énoncerons deux derniers points pour finir ce mémoire. Deux chargés de projets se posent une question qui nous a particulièrement interpellé. Ils se demandent comment aborder le changement, la lutte contre les rapports de domination, s'ils n'interrogent pas eux-mêmes les pratiques de leur propre institution. Si un changement est souhaité chez les bénéficiaires du programme, cela n'induit-il pas un changement aussi au niveau des chargés de projets eux-mêmes, au niveau des ONG mais également au niveau de la coopération au développement belge ? De plus, la dynamique et les tensions intrapersonnelles liées à la complexité de soi et le processus de changement, nous semblent un axe qui est intéressant à creuser dans une recherche ultérieure.

## BIBLIOGRAPHIE

ACODEV, 2016, *Référentiel de l'éducation citoyenne mondiale et solidaire*.

AKKARI Abdeljalil and MALEQ Kathrine, 2020, « Rethinking Global Citizenship Education : A Critical Perspective » in AKKARI Abdeljalil and MALEQ Kathrine, « *Global Citizenship Education : Critical and International Perspectives* », Springer, Switzerland, pp. 205-217.

ANDREOTTI D. O. Vanessa, 2016, « The educational challenges of imagining the world differently », *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement*, vol. 37, n°1, pp. 101-112.

ANDREOTTI D. O. Vanessa, 2021, « Depth education and the possibility of GCE otherwise », *Globalisation, Societies and Education*, vol. 19, n°4, pp. 496-509.

ANDREOTTI D. O. Vanessa and DE SOUZA T. M. Lynn Mario, 2012, « Introduction : (Towards) Global Citizenship Education 'Otherwise' », in ANDREOTTI D. O. Vanessa and DE SOUZA T. M. Lynn Mario, « *Postcolonial Perspectives on Global Citizenship Education* », Routledge, New York, pp. 1-6.

BELL HOOKS, 1994, *Apprendre à transgresser*, Editions Syllepse, Paris.

BENESSAIEH Afef, 2010, « La perspective postcoloniale. Voir le monde différemment », In, O'MEARA Dan and MCLEOD Alex, « *Théories des relations internationales : contestations et résistances* », Athéna/Centre d'études des politiques étrangère et sécurité (CEPES), Montréal, pp. 365-378.

BIHR Alain, PFEFFERKORN Roland, 1999, *Déchiffrer les inégalités*, Editions la découverte et Syros, Paris.

BIQUET Véronique, JACQUEMAIN Marc, STANGHERLIN Gregor, 2003, « Militantisme... pas mort ? », *Politique*, n°29, pp. 12-15.

BRAULT-LABBÉ Anne, DUBÉ Lise, 2009, « Mieux comprendre l'engagement psychologique : revue théorique et proposition d'un modèle intégratif », *Les cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, vol. 1, n° 81, pp. 115-131.

BRULOIS Vincent, 2019, « Une ONG au risque de l'engagement : Participation et coordination des bénévoles, militants et salariés », *Recherches en communication*, n°52, pp. 33-53.

CERVERA-MARZAL Manuel, 2022, « Hegemony : a useful concept in times of crisis », *Soundings*, vol. 105, n°1, pp.1-27.

COLLIGNON Béatrice, 2008, « Note sur les fondements des postcolonial studies », *EchoGéo*, vol. 1, pp. 1-9.

DE JONG Sara, 2022, « Writing rights : suturing Spivak's postcolonial and de Sousa Santos' decolonial thought », *Postcolonial Studies*, vol. 25, n°1, pp. 89-107.

DUFOIX Stéphane, 2014, « Du poids des mots », *Diaspora*, vol. 23-24, pp. 12- 29.

DUTOYA Virgine, KIANI Sarah, LE RENARD Amélie, PRIEUR Cha, VÖRÖS Florian, 2019, « Introduction. Analyses féministes des rapports de domination dans l'enseignement supérieur et la recherche », *Genre, sexualité & société*, vol. 22, pp. 1-11.

ECKERT Henri, 2020, « Bihr A. et Pfefferkorn R. (2008), Le système des inégalités », *Formation emploi*, n° 104, pp. 83-87.

EL HABIB Louai, 2012, « Retracing the concept of the subaltern from Gramsci to Spivak : Historical developments and new applications », *African Journal of History and Culture (AJHC)*, vol. 4, n°1, pp. 4-8.

ENABEL, 2020, *Citoyenneté mondiale* [URL : [https://www.enabel.be/sites/default/files/note\\_citizenship\\_fr\\_web.pdf](https://www.enabel.be/sites/default/files/note_citizenship_fr_web.pdf), consulté le 13 mai 2022].

FAULX Daniel, 2019, « Kurt Lewin et l'accompagnement du changement », In CARRÉ Philippe, MAYEN Patrick, « *Psychologies pour la formation* », Dunod, Paris, pp. 37-54.

GALERAND Elsa, KERGOAT Danièle, 2014, « Consubstantialité vs intersectionnalité ? A propos de l'imbrication des rapports sociaux », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 26, n°2, pp. 44-61.

GIRAUD Cécile, 2021, « Les différentes faces de l'éducation à la citoyenneté mondiale », *Global citizenship education*, Issue paper n°1.

GIRAUD Cécile, GORIS Kévin, 2022, « Introduction », In ENABEL, « Vers une éducation à la citoyenneté mondiale décoloniale », *Global citizenship education*, magazine 2022.

GUIBET LAFAYE Caroline, 2014, « La domination sociale dans le contexte contemporain », *Recherches sociologiques et anthropologiques*, vol. 45, n°1, pp. 127-145.

JAUNAIT Alexandre, 2020, « Intersectionnalité : le nom d'un problème », *Le Seuil*, vol. 2, n°173, pp. 15-25.

LAUDE Laëtitia, VIGNON Christophe, WAELLI Mathias, 2012, « Observer les organisations de l'intérieur : Plaidoyer pour des recherches ethnographiques », *Revue internationale de psychosociologie et de gestion des comportements organisationnels*, n°45, vol. XVIII, pp. 55-76.

LAROUSSE, s.d., *Ethnocentrisme* [URL : <https://www.larousse.fr/dictionnaires/français/ethnocentrisme/31406> , consulté le 14 mai 2022].

- LE GALLO Sklaerenn, MILLETTE Mélanie, 2019, « Se positionner comme chercheuses au prisme des luttes intersectionnelles : décentrer la notion d'allié.e pour prendre en compte les personnes concernées », *Genre, sexualité & société*, vol. 22, pp. 1-19.
- MARTUCCELLI Danilo, 2004, « Figures de la domination », *Revue française de sociologie*, vol. 45, n°3, pp. 469-497.
- MESSU Michel, 2012, « Explication sociologique et domination sociale : pour une épistémologie clarifiée de la sociologie de la domination », *SociologieS*, Théories et recherches, pp. 1-12.
- MILHÉ Colette, 2010, « Pourquoi les occitanistes ne vont pas aimer mon travail : Entre discours savant et discours militant », *Journal des anthropologues*, vol. 120-121, pp. 1-16.
- MORALES LA MURA Quidora, 2014, « L'engagement au travail : entre militance effective et contraintes dissimulées », *Lien social et Politiques*, n°72, pp. 229-243
- NONJON Magali, 2005, « Professionnels de la participation : savoir gérer son image militante », *Politix*, vol. 2, n°70, pp. 89-112.
- OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 2008, *La rigueur du qualitatif : les contraintes de l'interprétation socio-anthropologique*, Anthropologie prospective, n°3.
- PAIS Alexandre and COSTA Marta, 2020, « An ideology critique of global citizenship education », *Critical Studies in Education*, vol. 61, n°1, pp. 1-16.
- PASHBY Karen, 2016, « The global, citizenship, and education as discursive fields : Towards disrupting the reproduction of colonial systems of power », in LANGRAN Irene and BIRK Tammy, *Globalization and Global Citizenship : Interdisciplinary approaches*, Routledge, New York, pp. 69-86.
- PFEFFERKORN Roland, 2007, *Inégalités et rapports sociaux*, Edition La dispute, Paris, « Rapports de classe, rapports de sexe », *Collection Le genre du monde*, pp. 1-9.
- PICCOLI Emmanuelle, MAZZOCCHETTI Jacinthe, 2016, « Dimensions méthodologiques, épistémologiques et politiques de l'engagement des chercheurs en sciences sociales », *Anthropologie & développement*, n°44, pp. 23-29.
- PIERRON Jean-Philippe, 2006, « L'engagement. Envies d'agir, raisons d'agir », *Sens-Dessous*, vol. 1, n°0, pp. 51-61.
- ROUSSEAU Juliette, 2018, *Lutter ensemble : pour de nouvelles complicités politiques*, Edition Cambourakis, Paris.

ROZIER Sabine, 2002, « 4. Les justifications de l'engagement », In COLLOVALD Annie, LECHIEN Marie-Hélène, ROZIER Sabine & WILLEMEZ Laurent, « *L'humanitaire ou le management des dévouements : Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde* », Presse universitaire de Rennes, Rennes, pp. 133-176.

SMIET Katrine, 2022, « Rethinking or delinking ? Said and Mignolo on humanism and the question of the human », *Postcolonial Studies*, vol. 25, n°1, pp. 73-88.

STEIN Sharon and ANDREOTTI D. O. Vanessa, 2017, « Afterword : provisional pedagogies toward imagining global mobilities otherwise », *Curriculum Inquiry*, vol. 47, n°1, pp. 135-146.

TAWIL Sobhi, 2013, « Le concept de « citoyenneté mondiale » : un apport potentiel pour l'éducation multiculturelle ? », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, vol. 63, pp. 133-144.

TORRES Carlos Alberto, 2002, « Globalization, Education, and Citizenship : Solidarity Versus Markets ? », *American Educational Research Journal*, vol. 39, n°2, pp. 363-378.

UNESCO, 2015, *Global Citizenship Education : Topics and Learning Objectives*.

UNI4COOP, 2021, « Uni4Coop : 4 ONG universitaires en action », *YouTube* [URL : <https://www.youtube.com/watch?v=sy5OJ2tklGc> , consulté le 15 mai 2022].

UNI4COOP, s.d., *Uni4Coop : les quatre ONG universitaires francophones belges travaillent main dans la main à la construction d'un monde plus juste* [URL : <http://www.uni4coop.com/fr> , consulté le 15 mai 2022].

UNI4COOP, 2022, *Programme Uni4Coop 22-26 : annexe 19, dossier complet, ECMS dans l'enseignement supérieur*.

VAN CAMPENHOUDT Luc, QUIVY Raymond, 2011, *Manuel de recherche en sciences sociales*, 4<sup>e</sup> ed, Dunod, Paris.

YEMINI Miri, 2021, « Rethinking the sacred truths of global citizenship education : A theoretical exploration », *Prospects*.

ZAPATA-BARRERO Ricard, 2015, « Introduction : framing the intercultural turn » in ZAPATA-BARRERO RICARD, « Interculturalism in Cities : Concept, Policy and Implementation », *King's College*, London, pp. viii-xvi.

## ANNEXES

### I. Annexe n°1 – Résumé de l'entretien exploratoire du 25 novembre 2021

#### **Données de l'entretien :**

**Quoi :** entretien exploratoire

**Qui :** responsable du renforcement des pratiques pédagogiques

**Organisation :** Annoncer la couleur (ALC)

#### **Résumé :**

Elle travaille depuis deux ans et demi chez « Annoncer la couleur » en tant que responsable du renforcement des pratiques pédagogiques. Elle est, en gros, gestionnaire de projets qui sont dits innovants et formatrice. Elle est actuellement coordinatrice par intérim en attendant un ou une remplaçante.

Chez ALC, ils ont l'idée de développer une conscience globale et donc de l'interdépendance au niveau mondial des réalités actuelles, des défis et des grands changements sociaux et environnementaux. Il y a également le développement d'un esprit critique dans le sens de : développer une argumentation critique par rapport au monde et décoder quels sont les dominations latentes qui sont sous-jacentes à des enjeux qui ne paraissent pas teintés de ces derniers dans un premier temps, à priori. Le but est de ne pas laisser les personnes sur un simple constat négatif et déprimant mais d'arriver grâce à la conscience critique à se poser la question de savoir où sont nos leviers d'action, sur ce que je peux avoir un impact. Mais aussi d'avoir une première expérience dans la mobilisation, l'engagement citoyen.

Selon elle, ils sont en pleine évolution des pratiques d'ECMS. Ils se dirigent vers une ECMS critique voir postcritique. Ils se posent la question de savoir s'ils continuent à travailler par thématiques ou non. Leur question première est de savoir si les bénéficiaires c'est-à-dire, les enseignants vont être réactifs au changement, à leur nouvelle réflexion.

Ils ont développé une grille d'analyse car ils se sont rendus compte que leur public principal était un public de profs « non-avertis », qui, quand ils parlent d'ECMS critique, ils ne les suivent pas et sont complètement perdus. Ils vont donc utiliser une ECMS dite libérale/néolibérale. Il y a ensuite un public de profs qui sont légèrement engagés et donc leur mission est de continuer à les nourrir avec des outils dits néolibéraux. Et pour finir, les profs engagés, où la question qu'ils se posent est de savoir comment les soutenir (projet des pédagogies critiques : comment offrir une autre offre de formation qui ne soit pas calée sur les formations de deux jours). Ils ont créé une formation : neutralité ou

propagande – questionner sa posture d’enseignant. Le but étant d’interroger les structures de domination en classe dans la posture de l’enseignant en tant que telle pour commencer à faire de l’ECMS en se disant que si le prof change de posture il va faire de l’ECMS qu’il le veuille ou non.

Projet en phase de test : cercle des pratiques pédagogiques en ECMS (un rencontre par mois plus ou moins, la deuxième arrive bientôt en décembre, avec un même groupe de professeurs). Ils coconstruisent leur formation. Ce projet est inspiré des cercles de cultures de Paulo Freire.

La difficulté première pour eux est de faire bouger les discours institutionnels car ils sont dépendants du politique. Ils ont eu une demande de la ministre d’organiser un festival pour les jeunes or pour eux cela n’est pas du tout de l’ECMS critique mais ils n’ont pas le choix de le faire ou non.

Il y a un écart entre ce qu’ils voudraient faire et ce qu’ils peuvent faire.

Ils sont dans énormément de contradictions au sein de ALC car ils sont dans une structure hiérarchique. De plus, ils ne choisissent pas qui ils embauchent, ni sur les critères : engagent majoritairement des jeunes femmes blanches issues des classes moyennes avec un background universitaire. Elle se demande donc comment ils peuvent parler de « diversité » quand il y a un groupe pareil. Ils en sont conscients et critiques mais il est difficile de faire bouger les choses.

Pour elle, il y a clairement des tensions entre ce qu’elle pense d’un point de vue très personnel (elle a du mal avec la hiérarchie, la démocratie dans laquelle nous nous trouvons actuellement) et les discours qu’ils doivent tenir au niveau institutionnel. Enabel (la coopération belge) leur a posé la question de l’engagement via une enquête. Ils étaient (ALC), les petits « canards noirs » qui ne se sentaient pas du tout représentés au sein de la coopération belge. « Si vous vous sentez engagés pour ALC : réponse oui. Et pour la coop belge ? non pas du tout ». Il y a donc une tension directe de savoir ce qu’ils peuvent faire avec ALC. Pour elle, s’ils veulent des employés qui pensent comme eux : ils doivent engager des personnes qui pensent que l’ECMS c’est libéral et néolibéral. Or, pour elle, s’ils engagent des gens pour faire de l’ECMS, se sont des personnes potentiellement critiques : Rentre en confrontation avec les idéologies dominantes.

Il n’y a pas selon ses mots de : fierté de travailler pour la coopération belge au développement.

Parallèle avec la discussion informelle avec un acteur d’ECMS sur la notion de légitimité de par exemple, parler de racisme alors que l’on ne fait pas face directement à ce dernier : Pour elle, cela est une vraie question car comment parler d’interculturalité quand dans ton équipe il n’y a absolument pas d’interculturalité. Ils ont été interpellés sur ces questions-là justement mais également sur les questions de genre et de non-binarité de genre au sein des équipes. Comment peuvent-elles parler d’inclusion quand elles ne sont absolument pas dans l’inclusion. Il y a vraiment une difficulté au niveau de la légitimité dans les pratiques.

Malgré cela ils sont passés dans la gouvernance partagée, ils l'ont un peu imposée par le bas car pour eux cela devenait intolérable de continuer d'avoir une hiérarchie (il y a toujours malgré tout une coordinatrice même si cela n'a pas de valeur à leurs yeux).

#### La légitimité vient de leur expérience dans les pratiques de transfert en classe

Dans les choses à rajouter en fin d'entretien, elle m'a parlé des pédagogies de Paulo Freire (pédagogie des opprimés : comment émanciper et conscientiser la population opprimée au Brésil, cercles de cultures, re-politisation du quotidien et valorisation du savoir subjectif), de Irène Pereira (Pédagogie critique) et de bell hooks (interactions avec les pédagogies de Paulo Freire, elle a donné un apport afro-américain et féministe. Livre : apprendre à transgresser). Les pays scandinaves se sont également réappropriés la pédagogie critique avec la question : Comment est-ce que l'on peut faire de la pédagogie des opprimés avec des gens privilégiés ? Comment est-ce que l'on fait pour qu'il y ait une prise de conscience et des leviers d'action ? : Pédagogie critique de la norme (questionner sa propre culture, ce qui ne va pas chez nous, pour ensuite s'intéresser aux autres).

Auteurs ou autrices conseillés : Vanessa Andreotti (théorie Heads up : H = hégémonie, E = ethnocentrisme, A = ahistorisme, D = dépolitisation, S = salvatorisme, U = uncomplicated solutions et P = paternalisme) : Heads up est une grille d'analyse pour des cours qui sont donnés, des projets, un outil de sensibilisation global de prise de conscience, cela dresse justement les rapports de domination, on sort des thématiques en tant que telles et on fait du lien. Et, Karen Pashby.

## II. Annexe n°2 – Canevas d’entretien

**Question n°1** : Quel est ton/votre parcours universitaire/Haute Ecole et professionnel ?

**Question n°2** : Qu’est-ce qu’un rapport de domination selon toi/vous ?

**Question n°3** : Quel est ton avis sur l’intégration des acteurs et actrices des marges dans le cadre du programme ?

**Question n°4** : Quel a été l’accueil de la thématique au sein de l’Université ?

**Question n°5** : Quel est ton/votre ressenti face à cette thématique des rapports de domination ? Quelle est ton/votre positionnement ?

**Question n°6** : est-ce que tu/vous ressens/ressentez une certaine pression lors des activités, de porter cette thématique ?

### III. Annexe n°3 – Retranscription entretien n°1 : Chargé.e de projets Uni4Coop, 5 avril 2022

#### Question 1 – Quel est ton parcours, jusqu'à ton arrivée chez [REDACTED] ?

Je suis née et j'ai grandi au [REDACTED]. Je suis [REDACTED]. Je suis venue en France pour mes études, donc enseignement supérieur (bac et master). Ensuite, à la fin de mon master, j'ai fait économie et je me suis spécialisée en économie du développement. Donc, je me suis dit tiens si je regardais un peu au niveau des stages. Je comptais rentrer chez moi après, travailler au [REDACTED]. Je regardais les stages afin d'avoir une expérience avant de rentrer. Et c'est dans cette aventure que je suis tombée sur [REDACTED]. A l'issue du stage, on m'a proposé de rester. C'était en 2014.

Ce qui m'intéressait de plus en plus dans mon parcours d'étudiante et dans mon stage... je me suis intéressée au départ à toutes les problématiques de développement surtout à partir de ce que je voyais au [REDACTED]. Je voyais qu'il y avait des inégalités, cela est sûr, c'est assez criant, tout le monde les voit. Je me disais sans trop réfléchir, sans trop rentrer dans les détails, les critiques, cela serait intéressant de travailler dans la coopération, dans une structure telle que l'ONU, la BM, etc. Il y avait vraiment cette envie de contribuer à ce niveau-là et en même-temps, c'est là où cela rejoint fort les rapports de domination, cette image que l'on peut avoir en étant, au [REDACTED], de ce que sont les ONG, de ce que sont les institutions internationales, les institutions financières, les nations unies. Ce que cela peut représenter en termes de, comment dire cela, qui est bien payé, genre super bien payé. Or, aux autres salaires moyens au [REDACTED], c'est quand même un secteur, la coopération, qu'elle soit bilatérale. C'est encore mieux. Si elle est bilatérale, tu as touché jackpot ou les institutions financières comme BM ou la Banque africaine de développement toutes ces choses-là, c'est encore mieux. Sinon tu as les Nations Unies où c'est quand même très chouette ou encore les grosses ONG. C'est vraiment j'ai envie de dire, moi ce que je voyais de mon expérience. C'est cela qui donnait de l'espoir en fait pour que l'on puisse s'en sortir et avoir un bon salaire ou alors les banques, il fallait avoir vraiment des bonnes banques pour s'en sortir. Les salaires baissent rapidement dès que l'on quitte ce monde du développement. Il y avait donc sincèrement de cela aussi. Et c'est en arrivant ici, quand j'ai commencé à travailler sur ces choses-là, j'ai d'ailleurs fait un stage dans la BM et à l'uneca au Rwanda. Voilà les structures que je visais mais je me posais quand même des questions : ces choses-là, cela fout quoi depuis toutes ces années, pourquoi il n'y a pas vraiment de changements et j'ai commencé à avoir un regard critique sur ces institutions surtout lors de ma dernière année où je me suis spécialisée en ingénierie des projets de coopération, coopération décentralisée. Il y avait un regard un peu plus critique et j'ai commencé à fouiller moi-même et je me suis dit, il y a quand même un soucis ici. Et c'est pour cela que je me suis dit que si j'ai une expérience ici c'est dans les projets en Belgique, pas dans les projets pour aller aider. Car j'ai l'impression qu'il y a quand même un couac. Quand je suis arrivée à [REDACTED], j'ai continué à creuser et j'ai eu l'opportunité de le faire, le stage me le

permettait. C'est comme cela que j'ai commencé à m'intéresser à ces questions avec un regard assez critique. Et voilà cela fait quelques années que je continue à travailler là-dedans.

## **Question 2 – Peux-tu me parler du programme d'UNI4COOP sur les rapports de domination ?**

Même public cible, même programme que nous avons réfléchi, pendant de nombreuses semaines même des mois. En tout cas, en ECM(S) tout repose sur cela. On a parlé de la TOC, la théorie du changement, on utilise des outils, des instruments qui sont intéressants. Cela peut être énergivore et changeant. La théorie du changement est tournée changement et non pas axée résultats. On pense à partir du changement souhaité. Le changement souhaité, c'est un changement très large et il n'y a pas que nous qui y contribuons. Notre changement souhaité qui est large et si je me souviens bien s'adresse aux jeunes adultes, les membres des établissements d'enseignements supérieurs, des acteurs et actrices internationaux, de la société civile, les ONGU. Nous voudrions que d'ici cinq à dix ans, ces jeunes adultes aient pris conscience des systèmes mondiaux et de ses différents rapports de domination. On voudrait qu'ils s'engagent de manière individuelle et collective pour une société inclusive. Donc cela, c'est le big truc où l'on voudrait arriver. Comment nous voulons y arriver. Comment nous y contribuons. On a identifié des acteurs et des actrices sur lesquels, nous exerçons une influence. Une sphère de contrôle sur, on va dire, sur laquelle on va pouvoir agir directement. Et donc, comme nous sommes au niveau des étudiants, des établissements d'enseignement supérieur, essentiellement des étudiants et des autorités académiques. On a un peu catégorisé en fonction de comment on va les toucher. Il y a les étudiants dans le cursus, on les touche vraiment avec une stratégie d'apport d'ECMS que ce soient des outils d'ECMS. L'idée est d'aller dans le cursus toucher avec peut-être des choses assez différentes, des portes d'entrées différentes et là l'idée c'est vraiment apporter d'autres outils, d'autres méthodologies qui ne sont pas utilisées de manière classique dans les cours, aller chercher les étudiants d'une autre manière. Il y a donc ces étudiants-là, avec un contenu complémentaire à ce qu'ils ont, une méthodo complémentaire mais toujours sur les rapports de domination. Ensuite, il y a bien évidemment les professeurs, il n'y a pas que les professeurs bien entendu, nous les avons appelés des « agents éducatifs ». Donc ceux qui sont par exemple des professeurs en développement. Donc ceux qui sont déjà sensibles à ce genre de questions, donc l'idée c'est d'aller les chercher pour que l'on puisse reconstruire quelque chose, pour que l'on puisse vraiment non pas faire des interventions, mais des interventions ponctuelles plutôt construire des outils avec pour pouvoir davantage toucher ses étudiants dans le cursus.

Ensuite, il y a les collectifs étudiants, ces acteurs et actrices relais. C'est vraiment hors cursus. C'est là l'idée, c'est quelque part notre cœur du métier vraiment. Mais en tout cas, je trouve que c'est là où cela se joue beaucoup plus, c'est accompagner mais de manière approfondie ces acteurs là pour qu'ils puissent avoir des outils pour se mobiliser, pour qu'ils puissent mettre en place des actions. Voilà ce sont vraiment les acteurs que l'on touche le plus.

Les collectifs étudiants sont des collectifs mixtes. Donc, on peut avoir des étudiants et des académiques dedans mais qui se mobilisent déjà en fait. Nous, on amène vraiment un accompagnement qui est conséquent pour que ces étudiants puissent savoir. Parce que l'on croit en fait, que ce sont les étudiants dans le monde académique qui ont le plus de poids quelque part pour faire changer les choses plutôt que de nous, amener juste un contenu dans une conférence.

Donc, on croit plus à ce genre de choses et c'est pour cela qu'on les a pris vraiment de manière approfondie dans ce programme pour aller toucher ; parce qu'ils font beaucoup d'évènements eux-mêmes. Voilà donc, on est vraiment dans quelque chose où on accompagne, renforce quelque chose qui est déjà là pour que ses étudiants puissent mieux se mobiliser, conduire un plaidoyer envers des acteurs académiques, pour qu'il y ait vraiment un cadre qui favorise un certain équilibre au niveau des rapports de domination. Il y a cela et il y a alors aussi les étudiants en mobilité, mobilité internationale, des étudiants qui partent et qui viennent mais avec l'ARES. Ce public-là, aussi sont nos acteurs et l'idée c'est qu'ils puissent adopter une posture qui est réflexive en fait, qui intègre des outils pertinents dans leur démarche de mobilité et aussi qui les met dans une posture, qui donne une approche systémique. En fait, des rapports de domination pour qu'ils comprennent et se situent où ils sont, c'est à dire que si tu vas, je ne sais pas moi, au Burkina en tant que personne blanche, il faut que tu saches la place que tu as dans la société et ton positionnement. Et comment les choses peuvent se passer et à quoi tu contribues et ce à quoi tu ne contribues pas. Donc vraiment à avoir tout cet apport que les étudiants puissent avoir pour ne pas faire comme moi qui pensait que la Banque mondiale était géniale. C'est pour faire court. Donc voilà, leur donner les outils à eux aussi dans leur démarche de mobilité pour qu'ils ne reproduisent pas les bêtises qu'on entend assez souvent.

Ensuite, il y a les autorités académiques. L'idée, ce n'est pas de faire un plaidoyer genre à la Amnesty International, c'est très chouette mais nous on n'a pas cette capacité-là parce que l'on est des ONG universitaires. Donc par définition, on fait partie de l'université. On ne peut pas faire ce genre de chose, donc l'idée c'est de faire un plaidoyer quand même avec eux mais plutôt un plaidoyer, je dirais conseil. Appui de conseil, ne pas rentrer dans l'activisme. L'idée, c'est de les appuyer pour qu'ils puissent avoir une intégration des thématiques ECMS, des rapports de domination, de tous ces rapports dont nous parlons, des approches d'ECMS dans le cursus à l'université. De manière générale, c'est intégrer les sphères de pouvoir, les sphères de décision pour pouvoir influencer, donner conseil à ce niveau-là. On a tout ce panel d'acteurs et d'actrices que l'on a identifié. Alors la spécificité et c'est là où cela rejoint un peu tout ce qui est rapports de domination au niveau décolonisation et que l'on a identifié de nouveaux acteurs : les actrices et acteurs des marges.

La dynamique c'est quoi ? C'est que l'on a voulu mettre ces acteurs au centre. On a voulu les mettre au centre, parce si on parle de rapports de domination, il faudrait peut-être mettre les personnes qui sont concernées par ces rapports-là au centre. Or, on sait de base que l'Université est assez élitiste donc on

sait que ces personnes-là qui subissent beaucoup plus des rapports de domination, alors il y en a un ce n'est pas qu'il y en a pas du tout, mais ne sont pas souvent entendues, n'ont pas la parole en fait, ne sont pas entendues. Quand on voit tout ce qui est la place de la science et toutes ces questions-là sur les savoirs par exemple, tout de suite, ils ont disqualifié ces gens qui n'ont pas la science comme on l'entend à l'Université. On les écoute un peu moins et par expérience aussi par exemple, les acteurs et actrices des Sud, on va dire cela comme ça. Quand ils ou elles arrivent c'est souvent pour un témoignage dans une conférence. Et voilà, ce n'est pas toujours super. Même au sein de nos ONG, elles arrivaient en dernier lieu en tant que panéliste. Mais ces personnes-là sont obligées de rentrer dans un canevas qui existe déjà et peut-être que l'on a là une fenêtre, quelque chose qui renforce les stéréotypes.

Et du coup, l'idée c'était d'aller beaucoup plus loin, de pouvoir construire ces canevas avec ces personnes, pouvoir laisser la place à ces personnes à l'Université. Enfin, ce qui manque à ce niveau-là, c'est le pouvoir en fait. Parce qu'elles n'ont pas de pouvoir et le pouvoir c'est quoi, c'est la légitimité de pouvoir dire des choses, c'est la voix. Il y a d'abord la voix, pouvoir se faire entendre. La légitimité pour pouvoir être pris au sérieux quand on dit quelque chose. Et l'argent, le côté financier. Alors cela, je ne pense pas que l'on a, je ne sais pas si les autres l'ont fait, mais l'idée c'était de dégager assez d'argent dans nos budgets pour que l'on puisse rémunérer ces gens, pour pas qu'ils viennent en tant que bénévoles pour parler de leur vie. Il y avait vraiment, ces trois choses. Donc l'idée, c'est de créer des espaces, les intégrer dès le départ pour qu'ils puissent avoir leur mot à dire, faire entendre leur voix, faire en sorte, en tout cas, essayer à ce qu'elles soient entendues et que ces personnes soient payées dignement tout simplement. Donc cela c'est le truc que l'on a mis vraiment au cœur de notre programme et quand on parle des acteurs et actrices des marges, on parle des acteurs des Sud dont j'ai parlé, des artistes, des personnes engagées, des intellectuels aussi, des académiques. Parce que toutes les personnes qui sont engagées, qui sont dans les sud mais aussi qui sont ici dans la diaspora. Moi je trouve que si tu prends l'option de regarder les dynamiques au niveau des rapports de domination et comment on intègre cela dans notre programme, c'est vraiment là, la porte d'entrée comme dirait [REDACTED]. Vraiment c'est le truc clé à regarder. Alors donc les acteurs et actrices des marges, il s'agit d'individus appartenant soit à une société marginale par rapport au monde occidental. Donc quand on parle des sud, du sud global, on n'arrive toujours pas à trouver les termes adéquats, soit d'individus ou groupe d'individus à la marge, à l'intérieur même de cette société occidentale. Là, on parle vraiment des diasporas. On pourrait parler aussi de tout ce qui est en rapport avec la condition de travail, les conditions, j'entends par les conditions socioéconomiques, on pourrait parler aussi des personnes, de ces inégalités, de ces rapports de domination qui ont lieu au niveau de, pas forcément des diasporas ou des acteurs et actrices du Sud, mais plutôt des personnes qui n'ont pas assez de revenus en Belgique. Donc, c'est quelque chose qui peut être intégré.

Voilà, c'est écrit : ce sont des individus ou des groupes d'individus à la marge, à l'intérieur même de la société occidentale en raison de leur appartenance raciale, de leur appartenance de genre ou encore de leur appartenance et de leurs conditions sociales.

On est vraiment dans quelque chose d'assez complet même si c'est vrai que nous travaillons beaucoup plus au vu du caractère ONG, d'ECM, on est fort dans rapport nord-sud entre guillemets donc plutôt appartenance raciale et appartenance de genre pour moi, c'est l'intersectionnalité. C'est tellement transversal que l'on se retrouve, de toute façon tout se recoupe. Toutes ces thématiques-là se recoupent d'une manière ou d'une autre. Il faut vraiment peut être partir de cette stratégie là et de voir comment on l'a construite pour que tu vois un peu ce que l'on attend. Comment on va travailler avec eux et elles et pourquoi on a choisi cela.

Donc, comme je te disais, il y a vraiment toute cette partie de permettre, en tout cas qui est que l'on entende cette voix, ces voix. Qu'elles soient légitimes au sein de l'Université. Mais aussi que l'on puisse rémunérer les gens de manière assez digne. Et donc, à ce niveau-là, c'est vrai que je ne sais pas si c'est une stratégie, je n'ai pas l'impression en fait. C'est une stratégie qui était peut-être comprise à ce niveau-là financièrement. Ce n'est pas toutes les ONG qui ont prévu assez en conséquence. Mais il faudrait voir mais je pense en ayant discuté avec les autres, [REDACTED] et tout ça, on n'est pas... pour moi c'était évident mais on n'est pas arrivé à cela en fait. On n'est pas arrivé à en parler et du coup, je pense que je suis la seule qui se retrouve avec beaucoup d'argent à ce niveau-là. Mais c'est pas mal parce que l'on est quand même Uni4Coop, donc c'est à dire que si je fais venir quelqu'un, on peut faire en sorte que cette personne puisse aller chez une des autres ONG universitaires.

### **Question 3 – Qu'est-ce qu'un rapport de domination, selon Uni4Coop ?**

Je pense que l'on ne s'est pas cassé la tête. Attends, je vais voir si j'ai quelque chose à ce niveau-là. Est-ce que l'on a vraiment défini de manière explicite à mon avis, on l'a fait. Alors, je crois que j'ai écrit un truc dans l'intro du document, l'annexe 19. Attends, c'est même moi qui avais écrit ce truc. En fait, c'est plutôt le contexte avec lequel on est parti, donc on parle de..., il faudrait qu'en fait tu aies l'annexe 19.

*« Mais je pense que je l'ai en fait, cela me dit quelque chose... »*

Quand tu regardes le contexte et les hypothèses, on part du contexte aujourd'hui sur le climat, sur le racisme, sur la migration, sur toutes ces choses, des inégalités, sur le capitalisme. Donc, il y a toutes ces choses-là que l'on soulève et alors je pense que j'ai, à moins que l'on ait coupé cela. En fait, c'est dans les contextes et la vision. Je ne sais pas si tu l'as devant toi ?

*« Je la cherche dans mes mails, du coup, vous voyez plus les rapports de domination en termes d'inégalités et d'intersectionnalité ? »*

C'est cela, oui, on parle vraiment de « *favoriser l'esprit critique suppose de comprendre les inégalités souvent cumulatives comme un ensemble d'inégalités qui se nourrissent entre elles et se renforcent. Elles font système. Donc par inégalités sociales nous entendons les inégalités de ressources de genre, de savoir et de pouvoir. Ces inégalités dominent tant nos relations dans le sud que dans le nord global et davantage encore dans les relations entre les deux* ».

Donc moi, je dirais que l'on s'est positionné à ce niveau-là. Et c'est plutôt au niveau de la vision. J'avais fait un texte en entier et on l'a coupé en deux visiblement. Je pense que de là, tu peux retrouver un peu ce que l'on est en train de dire et je n'ai pas sorti cela de mon chapeau. Mais, je ne sais plus quel auteur. Mais c'est vrai que l'on parle plus d'inégalités mais pas que d'inégalités sociales.

#### **Question 4 – Je voulais aussi un peu, ton ressenti face à tout cela. Comment tu te positionnes face à cette thématique ?**

Comment je me positionne. Pour moi, ce sont des choses auxquelles je ne m'intéresse pas parce que, simplement parce que ce sont des choses que je vis au quotidien. Donc je m'y intéresse fort. Et alors, comment je me positionne, c'est vrai que je suis plus dans une dynamique, mais cela c'est plus personnel, de recherche plus approfondie, assez sociologique quelque part de ces questions-là. Donc, je me retrouve dans des groupes avec des chercheurs, avec des professeurs pour réfléchir un peu à ce niveau-là. Mais je me retrouve aussi de l'autre côté, avec des militants et des militantes qui travaillent sur ces questions. Je suis un peu entre les deux et je trouve cela super enrichissant.

Et moi, comment je le vis ? Moi ce que je trouve intéressant dans ce boulot finalement, c'est que l'on puisse créer des ponts entre le monde des chercheurs, le monde académique et le monde des militants et des militantes. Pour qu'il puisse y avoir, je ne prétends pas que c'est moi qui vais le faire, mais en tout cas essayer de créer des liens comme on est en train de le faire aujourd'hui. C'est à dire faire en sorte qu'il y ait des ponts et que ces gens puissent se parler, s'entendre, puisse collaborer. Puisque que des deux côtés, il y a des choses qui sont intéressantes, d'où l'idée d'inclure les acteurs et actrices des marges, surtout des gens des diasporas qui sont ici. Ils sont des gens super engagés, qui ont un bagage énorme sur ces questions et qui en fait ne sont pas souvent entendus.

Et donc, l'idée de les faire venir ici pour que les étudiants puissent avoir accès à ce savoir aussi c'est très intéressant. Donc moi, ce qui m'intéresse en tout cas au niveau de ces approches, des différentes approches que l'on a, c'est cette approche que l'on n'a pas explicitement décrite comme « approche » mais cet espèce de lien que l'on peut faire nous entre les deux mondes quelque part. Même s'il y en a déjà par moment qui travaillent ensemble ou pas du tout. C'est l'idée de contribuer à cette stratégie-là, de faire parler les deux et de créer quelque chose de beaucoup plus consistant. Parce que, je pense que cela donne beaucoup plus de poids lorsque les deux sont... c'est à ce niveau-là aussi que toutes ces thématiques, je parle des rapports de domination, d'intersectionnalité, de décolonisation, toutes ces thématiques sont forts mal vues dans le monde académique. En France, c'est tellement explicite. Mais

ici aussi parce que cela vient chambouler beaucoup d'études, de croyances. Cela vient chambouler, ce que l'on appelle l'objectivité, la neutralité, le fait de parler de nulle part comme cela et enfin toutes ces choses-là viennent un peu les bousculer et je trouve cela intéressant même si ce n'est pas toujours bien reçu. Maintenant, il y a toujours des alliés dans les professeurs, dont on parlait qui comprennent et qui ont envie d'approfondir ces choses-là et c'est avec ces personnes-là que l'on travaille le plus. Il peut y avoir beaucoup de méfiance aussi au niveau des militants et des militantes. Je peux comprendre parce que dès tu regardes historiquement tout ce qui est décolonial, en tout cas pas en Amérique Latine, mais ailleurs, quand tu regardes ce qui décolonial en France, ça vient des mouvements militants. Ce n'est pas du tout de la sphère académique. Donc, ils peuvent être méchants en disant oui ils prennent nos thématiques, ils prennent nos luttes et ils vont les étudier à l'Université et les dépolitisent complètement et cela devient juste un truc fade. C'est vraiment le fait de dépolitiser des choses alors qu'à la base, ce sont des questions politiques et cela pose un problème. Donc, il y a une méfiance qui s'installe assez rapidement au niveau des militants et des militantes et c'est vrai que penser à partir de là, penser les actions, penser des stratégies, penser les rapports de domination à partir de là, moi je trouve cela intéressant, à partir de ce pont. On va dire je trouve cela assez intéressant.

Et voilà, moi c'est cela que je trouve intéressant et c'est comme cela que je le vis. Alors, il faut toujours, comment dire, on se retrouve avec aussi au niveau de nos institutions pas l'Université nécessairement mais nos institutions avec des idées qui peuvent être assez, on va dire, conservatrices. A ce niveau-là, aussi on voit que cela reste, qu'il y a du travail. Si tu veux comme cela, je te donne une idée complète au niveau de l'Université, des militants, enfin tout cela, je trouve cela intéressant la place que l'on peut avoir à ce niveau-là. Au niveau des étudiants, je trouve que c'est super intéressant parce que les étudiants quand je regarde où ils en sont aujourd'hui, mais c'est vrai que l'on travaille avec ceux qui sont le plus engagés. Même si en tout cas [REDACTED] c'est assez particulier parce qu'il y a énormément de kots, il y a énormément de choses qui viennent à ce niveau-là. Donc, les étudiants avec qui on travaille sont des étudiants qui sont engagés même s'ils ne connaissent pas, ils sont super intéressés à se déconstruire. Donc avec eux, c'est génial, on apporte un contenu et ils sont preneurs et ils font des activités et leur humilité moi, me touche. En fait, ils ne sont pas du tout dans quelque chose de « ouais mais bon il est plus critique ou de je ne suis pas d'accord », alors ce n'est pas qu'ils n'ont pas d'esprit critique mais ils ont une autre approche. Ils ont vraiment une approche beaucoup plus critique c'est cela. Je dis qu'ils ne sont pas critiques mais si, ils sont critiques par rapport à leur environnement. Ils sont déjà beaucoup plus déconstruits, beaucoup plus critiques par rapport à ce qu'ils vivent, ce qui fait que c'est beaucoup plus facile en fait pour eux d'entendre autres choses. Voilà, c'est vraiment chouette et donc on travaille avec ces étudiants et alors c'est vraiment très spécifique pour moi et cela roule.

Maintenant au niveau des institutions dans lesquelles on travaille, c'est assez marrant parce que déconstructions zéro, c'est vraiment le truc, tu te heurtes à des choses assez contradictoires et des fois

assez schizophrènes par rapport à ce que nous on raconte et à ce que l'on retrouve dans nos institutions. Je vais parler pour moi, c'est peut-être mieux. Et du coup, je parle par exemple de la com' mais en même temps je n'ai pas envie que la com' change sans que les projets en soi changent parce que tu vois, il ne faut pas nous masquer, on n'est pas dans du cosmétique. Faudrait peut-être remettre en question beaucoup de choses et c'est vrai qu'à ce niveau-là, là on vient sur la question de la décolonisation de la coopération au développement, on travaille beaucoup là-dessus. Et là, il y a du boulot mais ce n'est pas un boulot en ECM... en ECMS... ce n'est pas en tout cas au sein d'Uni4Coop. Ce n'est pas notre boulot. Nous, on est plus au niveau des étudiants mais cela devient beaucoup plus compliqué, en tout cas pour moi je n'y arrive plus, de juste parler aux étudiants sans que l'on parle de la coopération au développement. A un moment donné, à moins vraiment adorer être un peu bipolaire, il faut en parler.

Donc c'est vrai que là, il y a intérêt personnel. Il y a un travail qui se fait avec des chercheurs sur cette question de la décolonisation et de la coopération au développement. C'est assez intéressant d'ailleurs, c'est là d'où vient cette réflexion que l'on a eu et que l'on est en train de faire avec des acteurs des marges, des acteurs et les actrices des marges et comment on les a intégré, j'ai essayé, on a essayé de faire pour que cela puisse avoir du sens. Pour moi, je travaille très bien avec les étudiants par rapport à ces questions. C'est encore difficile au niveau de l'Université mais vraiment les autorités académiques même si cela commence. Il y a vraiment une pression et a un intérêt académique à ce niveau-là même si on se heurte au même truc où on dépolitise fort cette question et c'est vrai que c'est gênant personnellement je trouve cela gênant. Cette histoire de sujets et d'objets, on étudie cela comme c'était un objet, non en fait, il y a un problème ce n'est pas cela. Enfin voilà, il y a vraiment ce rapport-là scientifique que l'on remet en question, qui devrait être remis en question pour travailler les choses autrement.

Donc, il y a tout cela et alors, il y a le monde de la coopération où les institutions ne comprennent pas toujours. Moi, je trouve que l'on a quand même encore une certaine liberté. Il y a un espace quand même pour en discuter de temps en temps, il y a un espace pour que l'on puisse nous le mettre en place et en plus cela devient assez un truc à la mode donc tant mieux. Donc... voilà... cela aide, dans les faits, si on parle décolonisation, que ce soit sur toutes les questions de savoir, les questions de genre, d'intersectionnalité, si on parle de cela, on ne peut pas juste louper le monde de la coopération au développement surtout quand on travaille dedans. Donc voilà, il y a ce truc là où je suis un peu prise entre les deux et des fois, je travaille dessus alors que je ne devrais pas.

***« C'est vrai que parfois il y a une reproduction des rapports de domination dans le secteur de la coopération et c'est un peu contradictoire sur certains sujets »***

Oui, clairement que ce soient les programmes sud. Moi, je le sens fort parce qu'il a tout simplement pas du tout et là c'est une étude dont on parle c'est encore long c'est encore autre chose ce n'est peut-

être pas le sujet aujourd'hui mais en discutant avec les acteurs qui travaillent sur les programmes tu comprends qu'ils ne sont pas du tout dans cette dynamique-là. Ils ne se posent même pas les questions, ils se raccrochent à autre chose, c'est à dire la déclaration de Paris qui elle, parle de l'efficacité de l'aide plutôt qu'à autre chose. Et donc du coup c'est, s'aligner politique locale, intégrer les partenaires, voilà harmonisation. Toutes ces questions-là pour être efficace et finalement donc eux quand tu leur poses la question du décolonial dans la coopération au développement, ils te parlent de cela. On n'est pas du tout dans la même dynamique, on n'est pas du tout dans nos questionnements des rapports de domination, on n'est pas du tout dans le questionnement des positionnalités que l'on peut avoir, on est dans autre chose.

Par contre dans les organismes, dans l'ECMS, là il y a des questions. Et ce n'est pas seulement Uni4Coop, mais dans le secteur de la coopération on voit quand même qu'il y a un certain questionnement, questionnement sur le vocabulaire que l'on emploie, questionnement sur la communication des ONG, c'est un questionnement sur le manque de diversité dans les ONG vraiment ces trois choses qui ressortent. Et comme la décolonisation de manière générale et la domination sont des choses qui sont à la mode, on entend beaucoup en tout cas au niveau de l'ECM et de l'ECMS, on entend beaucoup cette question.

Mais j'ai un regard assez critique aussi à la démarche qui est employée parce que je trouve que si on ne questionne pas nos rapports de pouvoir, si on ne questionne pas nos CA, si on ne va pas dans nos CA, si on ne va pas dans des espaces où il y a vraiment un pouvoir... Pour faire juste une conférence, on appelle tout le monde, on appelle deux, trois noirs et une arabe et on fait une conférence sur la décolonisation et tout le monde est content et tout le monde rentre chez soi. C'est bien, on fait parler de la thématique mais à un moment donné, il faut se remettre en question. C'est pour cela que j'ai dit que, je me mets dedans, c'est assez schizophrénique. Mais à un moment, il va falloir prendre les choses en main et questionner nos espaces de pouvoir à nous et la coopération. Toutes ces questions sur le développement tout simplement. Le pouvoir qu'il y a derrière et ce à quoi on contribue, aux politiques étrangères, toutes ces choses-là. Il faut aller secouer un peu, ne pas juste prendre la place pour en parler. Genre on est des gens bien, on en a parlé, on veut deux, trois noirs dans les organisations et on va changer de lexique, de sémantique, on va plus dire bénéficiaires parce que ce n'est pas bien. Enfin bon, avant on disait pays du tiers-monde, pays machin cela ne dit rien qui a changé.

*« Mais c'est comme, il y a aussi le débat entre dire que c'est ECM et pas ECMS parce qu'il y a une certaine connotation derrière le « s » de solidaire. J'ai remarqué que toi-même, tu disais parfois ECM et parfois ECMS »*

Oui, c'est très intéressant. Il y a aussi cette question de dichotomie nord-sud qui revient fort dans l'ECM et l'ECMS. Je ne sais même plus quoi dire. Au sein d'Uni4Coop, on dit beaucoup ECMS et c'est vrai que là par exemple en travaillant sur l'étude dont je te parlais avec la DGD, eux ils disent

ECM déjà. Ils ne disent plus du tout ECMS. Et donc, je tangué un peu entre les deux. Mais qu'est-ce que j'allais dire oui ! Donc cette question de dichotomie nord-sud, je pense que [REDACTED], il y a lui mais aussi d'autres personnes disent que voilà faut pas non plus rester, alors je ne sais pas qui a dit cela, je sais qu'il est impliqué là-dedans il faudrait peut-être le lire mais je sais que les discussions qui sont autour de la dichotomie Nord-Sud il y en a qui disent qu'il faudrait que l'on sorte de cela. Qu'on sorte de cette dichotomie parce que les enjeux sont globaux. Je comprends l'idée, je ne suis pas contre mais le problème c'est que du coup, j'ai l'impression que l'on est en train de lisser les choses. Je n'ai pas envie d'enfermer les gens pauvres, de remplacer pays pauvres par pays sud pour dire exactement la même chose. Effectivement, il y a une critique à amener là-dedans mais en même temps de nouveau changer la sémantique sans changer les rapports de pouvoir qu'il y a derrière. Je crains que cette dichotomie même si elle est faussée, elle représente quelque chose. Elle représente quelque chose aujourd'hui, on sait pourquoi on parle des pays nord et des pays sud. Evidemment qu'il faudrait que ce ne soit pas cela mais dans les faits, il y a un problème donc il ne faut pas en fait non plus tomber dans quelque chose. On dit c'est partout pareil, on a les enjeux globaux, c'est un peu tu vois donc moi j'ai peur que l'on rentre dans cela.

Est-ce qu'il faut pour nommer ces choses, utiliser le réel ou ce que l'on a envie nous, que cela soit ? Tu vois ? Et c'est vrai que moi, je suis un peu cynique mais je préfère le réel. Que l'on me dise nord-sud et que l'on sache pourquoi on dit nord-sud.

*« C'est une façon de ne pas oublier le passé et de ce qui se produit réellement ? N'est-ce pas là, le souci aussi de l'ECMS qui se veut globale et universelle ? »*

C'est vrai que les enjeux sont globaux mais les enjeux ne sont pas les mêmes. Même si on va contre des choses, que l'on rencontre la pauvreté, les inégalités ici, ce n'est pas cela, mais ne maquillons pas les choses, ne gommons pas les problèmes. Moi je suis plutôt dans le réel et cette dichotomie, c'est vrai qu'elle est dérangeante mais tant que les choses n'ont pas changé profondément, c'est une dichotomie qui existe.

*« Quand j'ai commencé le master moi aussi j'avais des idées assez classiques, de base quand on commence des études en développement et là je me rends compte maintenant après mes trois années en fait... j'ai remis en question aussi de ce que je pensais et de ce que c'était »*

Moi je trouve cela frustrant même si je comprends. Il ne faut pas non plus et c'est frustrant de voir comment on peut dépolitiser une question complètement puis elle devient juste un objet que l'on étudie de manière objective et neutre. Alors c'est compliqué, c'est vraiment compliqué, parce que du coup c'est remettre en question les fondamentaux des sciences occidentales et voilà je parle beaucoup.

**Question 5 – Je n'ai plus de question sur le sujet mais plus une question pour voir si tu avais d'autres choses à rajouter, une réflexion qui pourrait être intéressante ?**

Je ne sais pas... je ne sais pas comment tu vas aborder les choses. En fait, je ne sais pas comment, ce que tu comptes faire, te limiter à Uni4Coop ou aller chercher d'autres ONG...

*« Oui juste à Uni4Coop car c'est le temps du terrain qui est un peu court du coup, je comptais me limiter à Uni4Coop. Je me dis pourquoi pas aller plus loin pour une prochaine étude, peut être aller plus loin, voir à un niveau plus haut ».*

Oui, ce n'est pas l'idéal en termes de temps d'accord... Tu ne vas pas élargir au niveau de la coopération au développement, c'est vraiment l'ECM ?

*« Oui je... mais bien sûr que cela peut ouvrir la discussion à d'autres dans ma conclusion ».*

Je pense que cela vaudrait la peine de questionner cela dans ta conclusion, de questionner le secteur. Mais c'est vrai que c'est assez particulier l'ECM.

*« Oui, déjà la place de l'ECMS dans la coopération au développement »*

Mais on a une ministre avec qui cela va peut-être changer. Mais pour l'instant, on n'a pas encore vu grand-chose. Et alors moi quand, je ne sais pas quel rapprochement tu veux... Je parle vraiment de trop... Peut-être avec ce qui se passe dans la société belge plutôt que l'ECM seulement parce que moi ce que je constate, c'est que les politiques aujourd'hui à cause de George Floyd et de tout cela, prennent en charge cette question de... rapports de domination. Il y a aussi le racisme dedans donc cette question de racisme, cette question d'intersection, antiracisme, intersectionnalité et décolonisation, ce sont des choses que je retrouve aujourd'hui. C'est vraiment depuis quelques mois, que l'on retrouve fort dans la critique rien que par les études que les villes, les régions, les institutions commanditent. C'est vraiment parce qu'ils sont en train de s'intéresser à ces choses-là donc il y a ce truc. Ces questions sont de plus en plus prises en charge et même à la DGD, ils ont envie d'en savoir plus.

Je vois quand même une certaine, alors est ce que ça servira quelque chose ou pas, je ne sais pas, question, est-ce que cela sera fait de la bonne manière je ne sais pas mais c'est une question qui traverse vraiment.

#### IV. Annexe n°4 – Retranscription entretien n°2 : Chargée de projets Uni4Coop, 6 avril 2022

##### Question n°1 - Du coup, ma première question c'était un peu de connaître ton parcours scolaire jusqu'à ton arrivée chez [REDACTED] ?

Oui, ok donc enfin je parle que de l'université quand même ... je ne vais pas raconter ma vie avant. Donc j'ai fait les sciences sociales à l'ULB enfin socio-anthropologie pour être exact. C'est qu'il y a un bachelier aussi en sciences sociales donc socio-anthro. Et puis j'ai décidé de m'orienter parce que cela ne me plaisait plus, que les matières parlaient plus. Au départ j'étais partie sur la sociologie moi quand je me suis inscrite à l'université et puis au fur et à mesure des cours, je me suis rendue compte que je préférais l'anthro et donc j'ai fait un master qui s'appelait à l'époque « anthropologie du développement et des dynamiques sociales » donc j'ai fait ce master là et puis quand j'ai fini ce master, j'ai fait un master qui s'appelle « civilisations et langues africaines », un master de spécialisation en un an. Et en fait, j'ai été engagée à [REDACTED] directement après mes études.

En fait, j'étais jobiste en relations internationales de l'ULB et donc je savais que [REDACTED] allait être créée parce que c'étaient des choses enfin dont on parlait. En fait, l'ULB-coopération est issue d'une fusion de plusieurs organisations qui étaient plus ou moins proche de l'ULB et donc voilà j'entendais Gaëlle Ducarme qui est aujourd'hui la responsable à l'époque, elle était responsable de la coopération de développement et donc c'était des choses voilà que je savais et donc j'avais demandé à Gaëlle ce qu'elle pensait, que je puisse candidater, elle m'avait prévenu que bon voilà il n'y aurait normalement pas d'engagement vu que c'était une fusion etc. Mais que bien sûr, elle m'encourageait donc j'ai postulé en sachant qu'il n'y avait pas forcément de place disponible en tant que bénévole. En me disant, bien voilà, comme je cherche un emploi j'acquière de l'expérience et ils ont accepté mon bénévolat pendant 3 mois. Au bout des 3 mois la personne avec qui je travaillais- qui était déjà enfin... l'éducation au développement à l'époque- personne que j'ai appuyé a décidé de partir au programme junior ENABEL. Je ne sais pas si tu vois de quoi je parle ?

Ouais, ok, et donc elle parlait pour un an minimum, un an renouvelable, c'est comme cela que le programme fonctionne et puis du coup [REDACTED] notre directeur à l'époque m'a convoquée dans son bureau m'a dit que [REDACTED] avec qui je travaillais allait partir à partir du mois de mai et qu'il était super content de mon taf et que je pouvais avoir un contrat de remplacement. Et puis elle n'est pas revenue. Donc voilà pour mon parcours, un petit peu comment je suis arrivée à [REDACTED]

Donc au départ l'ECMS ce n'était pas du tout spécialement vers quoi je voulais m'orienter. Ce qui m'a donné envie de travailler dans le développement mais c'est justement mon mémoire en anthropologie. J'étais partie au Sénégal travailler sur une organisation paysanne dans le nord du Sénégal. J'étais assez, enfin plutôt très critique par rapport à la coopération au développement et c'est les sénégalais qui m'ont dit « ouais mais en même temps si tu bosses dedans c'est toi qui peux faire changer les choses » et

voilà et ça m'a un peu... je me suis dit pourquoi pas, ils ont raison. Enfin après je dis cela en une phrase mais, c'était une très longue conversation donc pendant un repas quoi. Et alors c'était aussi eux, ils étaient très genre « notre développement nous appartient » et c'était aussi pour cela que j'avais été les étudier. Alors ils travaillaient avec des organisations belges, des petites organisations comme « frères des hommes » mais aussi avec... genre comme c'était l'agriculture paysanne avec des agriculteurs belges. Il y avait là ce que l'on pourrait appeler vraiment de la solidarité internationale. Mais par exemple un truc que j'avais été témoin pendant mon mémoire : c'est une fois plan international a débarqué au village avec le gros 4X4 blanc et ils se sont fait virer ... en fait, on n'a rien à vous dire merci de partir quoi. Parce qu'en fait, ils voulaient construire des écoles quoi et eux ils étaient...ben non en fait, nous on construit les écoles nous-mêmes quoi. Et quand je suis partie, il y avait déjà l'école primaire qu'ils avaient construit eux-mêmes. Au départ en fait, le village où j'étais, les enfants devaient faire 8 km à pied pour aller à l'école et donc quand il y avait assez d'enfants pour faire une classe, ils construisaient la classe et donc il y avait l'école primaire quand j'étais sur place. Au départ, cela avait vraiment commencé genre ... l'école sous un arbre et puis quand je partais, ils commençaient à faire le collège parce que les enfants de l'école primaire grandissaient. Une fois qu'il y avait assez d'étudiants, ils construisaient au-dessus et donc quand je partais il y avait la première classe de collège qui se construisait et je pense que maintenant ils ont trois, quatre... j'ai encore des contacts avec eux et je pense qu'ils ont trois, quatre classes de collège. Et donc ils étaient vraiment dans cette optique là et donc juste pour revenir sur le fait que plan international ils les avaient viré en disant « on a pas besoin de vous » mais cela n'empêche pas qu'ils avaient des petites collaborations avec des assos comme « frères des hommes », qui je pense à un statut d'ONG, ou ce qu'on appelle IPSI - initiative populaire de solidarité internationale, des groupes français et des groupes belges voilà et donc j'avais un peu rencontré tout cela.

Et pour mon 2e mémoire pendant mon master de « civilisations et langues africaines », j'avais travaillé sur enfin c'était justement c'est assez intéressant parce que je l'ai réutilisé ici il n'y a pas très longtemps pour le boulot... sur « Comment cela se fait qu'il n'y a pas d'études postcoloniales en France ? ». Et donc cela c'était en 2014 ou 2013. Non, 2014, j'ai rendu en 2014. J'ai fait le master entre 2013 et 2014 donc c'était marrant, c'est que je rigolais avec des potes en disant en fait, j'ai eu un coup de génie maintenant tout le monde parle de cela. Du coup, j'ai réutilisé mon mémoire pour le boulot, ce qui est assez intéressant donc voilà... donc les questions... des questions voilà qui font réfléchir depuis assez longtemps.

**Question n°2 - Et du coup tu me disais c'était de l'éducation au développement. Et donc je me demandais quel est le changement qu'il y a eu entre les deux ?**

Si tu veux, je pourrais même t'envoyer une note d'ACODEV qui parle de cela mais l'idée c'était vraiment... avant enfin, l'éducation au développement c'étaient vraiment les pauvres au Sud qui

doivent se développer et donc on va parler du développement et cetera. Et puis maintenant quand tu parles de citoyenneté mondiale et solidaire c'est vraiment plutôt sur un axe vraiment... de monde systémique. On est lié au nord et on est lié au sud entre nous. Quels sont nos choix individuels et tout cela. Et donc voilà, il y a vraiment eu un espèce de changement de paradigme qui s'est opéré, je pense vers 2015 au sein du secteur. Après cela n'empêche pas que si tu vas dans chaque ONG, tu sais qu'il y en a qui sont encore un peu plus ce que l'on appelle l'éducation au développement et nous au sein de [REDACTED] ce que ... ce qui était intéressant, c'est que du coup nous au départ, quand on a été créé c'est que déjà on ne s'appelait pas éducation au développement, ils avaient décidé d'appeler cela éducation à la citoyenneté critique. Donc déjà avant le changement du secteur en 2015, je pense quand [REDACTED] a été créé en 2014, il y avait déjà du coup cet axe que ce n'est pas le Nord qui éduque à ce qui se passe au sud mais on est interconnecté, il faut avoir une citoyenneté ouverte. Qu'est-ce que... quels sont nos droits et devoirs en tant que citoyen au nord et au sud et qu'est-ce que l'on peut faire pour être ensemble, connecté et tout cela quoi.

Donc, il y a un document d'ACODEV qui parle de cela. Je pense, je crois qu'on l'a sur notre dossier, justement ouvert, je vais vite regarder... pendant que tu me poses des questions en même temps.

**Question n°3- Donc, oui, c'est déjà plus une vision plus critique. Du coup, j'ai lu à l'annexe 19 du programme et si j'ai bien compris les rapports de domination sont vus en termes d'inégalités et qu'ils sont intersectionnels. Il y a intersectionnalité et du coup je voulais un peu ton avis là-dessus, parler un peu plus de cette vision des rapports de domination ?**

Que dire... je pense que l'on... on s'est dit qu'enfin toujours dans cette dynamique un peu de réfléchir aussi à ce qui se passe chez nous plutôt que ce qui se passe ailleurs ... et sensibiliser à ce qui se passe ailleurs sans forcément proposer d'action parce que c'était un peu d'éducation au développement. C'est que déjà, on est passé à la citoyenneté mondiale et solidaire mais toujours en parlant d'ailleurs. Ici en parlant de ces rapports de domination, on parle aussi concrètement d'ici enfin d'ici, toujours avec cette idée que nous on doit penser à ici et ailleurs en même temps. Il y a des interconnexions de se dire voilà en fait, dans tous les rapports sociaux, il y a des systèmes de domination dont il faut prendre conscience si on veut lutter contre. Du coup, quand tu luttas contre le sexisme ici, c'est important, mais que du coup tu dois toujours avoir cette conscience que ce qui est vraiment là, ...la définition de l'intersectionnalité mais aussi des féminismes décoloniaux. C'est que si tu dis voilà je suis une femme blanche, je veux l'égalité. L'équité plutôt, je peux t'expliquer pourquoi je préfère ce terme par rapport à d'autres, par rapport aux hommes, je ne dois pas oublier qu'une femme noire en fait, elle subit d'autres choses que moi et qu'une femme noire qui vit dans un pays du Sud, elle vit encore d'autres choses.

Et que comment moi je me positionne pour OK je veux l'équité, mais en fait c'est pour cela que je n'utilise pas le terme égalité, c'est que ce sont aussi des critiques par rapport au féminisme que l'on dit

blanc ou mainstream. C'est qu'en fait moi cela ne m'intéresse pas de devenir légal d'un homme blanc. La justice sociale elle ne sera pas atteinte parce qu'à côté il y aura toujours d'autres rapports auxquels il faut penser et je serais juste OK dominante dans le système parce que j'aurais les mêmes droits qu'un homme ou blanc mais à côté de cela j'ai oublié plein de gens et donc il faut toujours penser à avoir cette rigueur intellectuelle de penser les autres rapports si on veut une équité dans le monde, une justice sociale. On n'y arrivera pas en ne pensant pas aux autres.

*« J'ai eu une fois aussi un petit débat avec un ami justement, il préférerait aussi le terme d'équité plutôt que l'égalité cela m'a permis de réfléchir aussi du coup, je suis contente que tu m'en reparles et je veux bien tu m'en dises un peu plus encore justement ».*

Du coup, c'est vraiment cette idée-là, je pense, c'est plutôt dans les féminismes décoloniaux que tu vas pouvoir peut-être trouver des sources par rapport à ces questions-là. Par exemple Angela Devis et Françoise Vergès dans son féminisme décoloniale, dans son manifeste. Donc, je pense qu'elles en parlent aussi, c'est vraiment enfin cette idée qu'un féminisme qui se veut inclusif doit être aussi antiraciste, anticapitaliste, anti-impérialiste que s'il n'additionne pas tous ces critères, il ne va pas du coup libérer l'ensemble des femmes. Parce que voilà, être l'égal de quelqu'un qui crée des injustices tel qu'un... « l'homme blanc », on s'entend quand je dis cela. Il y a aussi le classicisme ou le validisme, il n'est pas forcément cité mais voilà que tu ne vas pas du coup avoir l'égalité, c'est un peu ce que tu retrouves, je ne sais pas si tu es familière avec ces concepts de fémonationalisme ou homonationalisme. Le fémonationalisme a été ... je regarde à côté de moi parce que j'ai son livre qui vient d'être traduit en français que je n'ai pas encore lu mais... le fémonationalisme cela a été théorisé par Sarah Farris. Du coup, le bouquin... et tu ne vois pas le bouquin parce que mon truc est flou... attends comme cela non...

C'est en fait « Au nom des femmes : « Fémonationalisme » : les instrumentalisation racistes du féminisme » et c'est exactement ce que l'on voit avec l'arrivée en Belgique par exemple ou Marine Le Pen en France et même un peu Zemmour parce que même si Zemmour est un putain de sexy, il arrive à sortir des arguments en disant « mais moi j'aide les femmes parce que il y a les méchants musulmans » tu vois donc c'est vraiment comment des concepts par exemple enfin j'ai jamais forcément fait la théorisation de ce qu'elle dit dans son discours mais quand Marine Le Pen va dire et en plus le fait qu'elle soit une femme cela joue encore plus sur ce ressort là quand elle va dire qu'elle est féministe parce qu'elle veut protéger les femmes françaises des méchants musulmans donc dans notre culture française, il y a une égalité entre les hommes et les femmes alors que dans ces méchants et ces méchantes personnes, l'égalité n'est pas atteinte. Mais c'est exactement ce qu'elle dit, elle parle d'égalité, elle dit que nous on est mieux qu'eux, que c'est une civilisation contre notre civilisation et en fait... tu ne peux pas parler de cela comme ça. C'est pour cela peut être l'équité ou je ne sais pas s'il y a d'autres mots mais enfin je veux dire qu'est-ce qu'elles veulent ces femmes ? Elles ont droit à

l'autodétermination et c'est tout ce que l'on voit en France avec le problème du voile qui déteint aussi ... qui déborde en Belgique, c'est dire que le voile c'est un signe d'oppression mais en fait on n'entend jamais les femmes voilées qui s'expriment sur le web, après cela dépend de quelle source que tu as accès et cela change un peu parce qu'il y a des militantes qui ont pointé cela. Et donc OK, on entend quelques-unes mais c'est quand même enfin... le gros cliché des débats sur CNEWS où se sont que des vieux mecs blancs qui viennent parler du voile en disant que c'est un signe d'oppression des femmes musulmanes. Et que du coup, par essence, ces pays et ces communautés sont inégalitaires alors que nous la France et la Belgique, on est au top de l'égalité. Ce qui est complètement faux.

Et encore une fois si c'est pour atteindre l'égalité mais, en fait moi, en tant qu'individu j'ai des droits, j'atteins l'égalité par rapport à l'homme blanc. Il n'y a pas de justice sociale pour autant vu qu'il y a plein d'autres gens à côté qui vont être laissés sur la plaque et qui vont vivre d'autres dominations. Ah voilà, je ne sais pas si j'ai été clair ?

« *Si si* »

**Question n°4 – Dans un autre entretien, on a un peu parlé du fait que c'était quand même un sujet assez touchy les rapports de domination au sein de l'universitaire. Et du coup, vu que vous travaillez avec le public universitaire que ce soient les profs, les autorités académiques ou les étudiants, je voulais un peu ton avis aussi ?**

En fait, je ne peux pas dire l' [ ] ce monde merveilleux mais en tout cas par exemple je ne sais pas si tu as vu cela pendant ton stage mais la campagne université hospitalière. J'ai énormément eu plus de facilité que mes collègues d'Uni4Coop. Donc j'ai eu beaucoup plus de facilités et c'est vrai qu'en termes de rapports de domination je pense que l'on voyage entre 2 eaux ici et que moi je ne sens pas forcément. J'ai plus de difficultés vis-à-vis de certains collègues qui font partie d'une autre génération, on va dire cela et encore parce que parfois j'ai des collègues bien plus âgés qui sont complètement ouverts. Même déjà parce qu'il s'avère que du coup les professeurs avec qui on travaille sur cette thématique-là sont des professeurs qui sont intéressés et qui viennent nous chercher pour cela et donc je pourrais citer toute une panoplie de professeurs qui sont éveillés et qui parlent vraiment de rapports de domination, de décolonisation et cetera. Et puis d'autres professeurs qui sont, par exemple, à l'école de santé publique qui sont du coup ouverts à la critique et qui sont OK qu'on parle de cela. Peut-être que l'on va un peu changer les termes parce qu'aussi c'est juste en termes de vocabulaire. Parfois quand tu parles à certaines personnes cela ne tombe pas dans la même sensibilité. Même ici, on devait faire une activité avec l'école polytechnique et au départ c'est eux-mêmes qui avaient proposé une pièce de théâtre qui parle de l'indépendance et de l'influence de la Belgique au Congo donc voilà on n'est jamais tombé sur des grosses difficultés.

A part quand on a fait notre podcast décolonial, il y avait une grosse crainte de la part de certaines personnes par rapport à l'image que l'on allait donner de l'université et finalement c'étaient certains

professeurs qui étaient dans notre conseil d'administration. Alors ils nous ont dit du coup, vous devez valider avec les relations internationales, et avec le rectorat. Ils ont dit super génial allez-y. Il y a la directrice qui a été interrogée sur le podcast à Bruxelles 1 et elle a dit c'était un super outil pédagogique et cetera.

Les difficultés viennent d'ailleurs que des professeurs. Mais c'est vrai que ,par exemple, peut-être quand on a travaillé avec l'ARES sur le fait que l'on allait faire une journée pour les boursiers ARES qui viennent des pays partenaires pour étudier et faire leur thèse ici et que l'on allait faire des décolonisations des savoirs. La première fois que c'est passé en comité technique, cela a été refusé. J'ai des idées sur qui mais je vais peut-être m'abstenir de propager des potins ici. Et puis, on a rendu exactement la même fiche mais en disant que l'on allait appeler cela la globalisation des savoirs et c'est passé crème. Donc oui, tu dois parfois jouer sur la sémantique. Mais nous c'est plutôt en interne qu'avec les professeurs, mais quand on a dit que l'on allait travailler sur les rapports de domination, on avait parlé de rapports de pouvoir quelque chose comme cela. Notre ancienne cheffe à l'époque, nous a dit que c'étaient quand même des mots méchants. Et du coup, j'ai demandé à une stagiaire de sortir, quand tu tapes rapports de domination, vu que l'on est censé être des ONG universitaires, dans la base de recherche des bibliothèques de l'université ... sur quoi tu tombes et tu tombes sur Bourdieu la domination masculine 1973. Enfin, je veux dire, il faut arrêter de dire que ce sont des nouveaux concepts, donc voilà, tu sors des arguments, je veux dire la base scientifique, elle est là aussi.

Donc peut-être que l'on a des difficultés avec certaines thématiques encore ... c'est sans caricaturer les historiens et des historiens de l'art et cetera, mais c'est encore ceux qui sont le plus touchy mais après on a aussi des alliés. On a une historienne qui est super cool enfin on a deux historiennes dont une qui est la doyenne de la faculté pour le moment et qui travaille sur l'histoire coloniale et sur l'histoire des femmes depuis quelques années. C'est marrant de voir que ce sont des thématiques de recherche, qui parfois s'entrecoupent. Il a fallu beaucoup de temps genre celui de bell hooks « Ne suis-je donc pas une femme ? » cela vient d'être traduit aussi mais cela a été écrit quand elle avait 18 ans. Cela a été écrit dans les années 60 donc il faut arrêter de dire que ce sont des nouvelles choses. Voilà donc, voilà au niveau des professeurs, ce n'est pas trop un gros truc.

**Question n°5 – Du coup, vous parlez des acteurs et actrices des marges. J'ai un petit peu compris ce que c'était : ce sont les personnes qui subissent les rapports de domination qui sont mises au centre, qui ne viennent pas forcément parler de leur vécu mais qui sont vus comme quelqu'un de pertinent, enfin si on pourrait le dire ?**

Cela a été un gros débat quand on a rédigé le programme. C'était du coup, comment on définit ses marges ? Parce que c'est une professeur de sociologie enfin doctorante en sociologie quand on l'a rencontrée pour collaborer avec elle, elle hyper emballée sur notre programme. Elle nous avait parlé de Stuart hall dans les cultural Studies et d'ailleurs aussi on parlait de bell hooks à l'instant parce qu'il y a

2 ouvrages : « Ne suis-je donc pas une femme ? » et il y a aussi « De la marge au centre » où voilà rien que le titre de l'œuvre est assez parlant. Stuart Hall définit aussi les marches dans son ouvrage c'est plutôt de la cultural Studies. Mais donc on a un peu réfléchi ... ok, mais en fait c'est un peu compliqué de dire à quelqu'un, toi tu es dans la marge, et toi tu n'es pas dans la marge. Donc, c'était cette idée-là aussi quand tu fais les rapports de domination au sein de l'université qui a accès au savoir, qui est légitime en tant qu'acteur de savoir. Et du coup de définir une marge sociale en disant, vous en tant que militant LGBTQIA+ ,vous avez un savoir militant mais en fait il n'est pas légitime au sein de l'université. Donc vous faites partie d'une marge par rapport à cela par rapport à la production du savoir. Et donc, nous on a un rôle un peu d'interconnexion pour faire entrer les gens dans le savoir légitime et travailler avec eux au sein de l'université.

Il y a aussi toute une série de débats dans le secteur militant aussi par rapport aux savoirs scientifiques où il y a beaucoup de scientifiques ils viennent et t'interrogent « Bonjour, vous êtes une militante féministe. Qu'est-ce que vous savez sur cette thématique ? et cetera » Je caricature à gros traits, mais donc je vous questionne donc je prends ton savoir pour ma recherche, puis je publie ma recherche et finalement ton savoir devient le mien et c'est moi qui suis, moi chercheur universitaire, glorifié et promu pour ton savoir de militantes féministes ou militantes décoloniales. Il y a aussi un questionnement par rapport à cela. Du coup voilà et donc, il y a des militants qui ne veulent plus répondre aux scientifiques sauf s'ils sont payés.

**« Oui je comprends donc c'est vraiment faire une sorte de pont entre l'université et les acteurs des marges ? »**

Oui à la marge, voilà, c'est permettre aux concernés de parler. C'est très difficile enfin on s'est un peu pris la tête et c'est vraiment la définition de la marge. C'est un peu tendu parce que du coup, le fait que ce soit nous qui disons que vous êtes une marge. Je reviens sur ce que je disais avant, il y a les articles, les récits scientifiques qui sont là aussi : bell hooks, Stuart Hall, il y en a beaucoup d'autres qui ont utilisé cette question-là. C'est une image dans la société, par exemple, il y a un exercice pédagogique où l'on demande aux gens d'avancer ou de reculer selon s'il y a une minorité dans la société. C'est dans politikiki qui est un jeu qui a été créé par le SCI. Il y a plein de critères c'est quoi le développement, j'écoute la majorité contre écouter les minorités, un truc comme ça, je ne sais plus quel axe mais c'est majorité contre minorité et c'est bien expliqué, une minorité n'est pas forcément une minorité numérique. C'est un peu aussi cela ce qu'est la marge, par exemple, les femmes statistiquement on est plus que les hommes pour autant on n'est pas la majorité. Puis dans certains cas une femme racisée lesbienne pauvre tu es à la marge et cela dans notre société. Et puis dans plein d'autres, par exemple, le Brésil, les peuples premier comme ils s'appellent, si je ne me trompe pas. J'ai failli te dire indien. Et puis je me suis dit non faut pas dire indien. On est tous porteurs de notre propre vécu et donc moi le premier réflexe que j'ai c'est d'utiliser le mot indien mais en fait non. Peuple autochtone, peuples

premiers, enfin comme eux ,veulent s'appeler. En fait ils sont une grosse majorité au Brésil enfin je peux peut-être me tromper mais en tout cas ils représentent une grosse part de la population et pour finir ils sont quand même fortement opprimés actuellement par le gouvernement de Bolsonaro. Il leur retire des droits et détruit leur environnement.

Donc voilà, je suis en train de me perdre dans ma réponse, je suis désolée. Enfin les marges d'une société ne sont pas forcément minoritaires mais c'est aussi comment elles sont prises en compte par les pouvoirs et par les instances de pouvoir.

**Question n°6 - Je voulais vraiment en fait ton ressenti, ta position, comment tu te positionnes face justement à la problématique des rapports de domination ?**

A titre personnel, parce que tu m'as demandé mon parcours universitaire et avant de rentrer dans [REDACTED], je peux rajouter aussi qu'actuellement je suis en train de faire un master en études de genre Inter universitaires et donc j'avais déjà une position féministe et antiraciste quand j'ai commencé ce master, qui a du coup été alimenté par plein de de choses théoriques. Je pense qu'il y a un an, je n'aurais pas pu te parler de bell hooks ou Françoise Vergès. Si enfin Françoise si mais bon voilà, aujourd'hui personnellement je m'identifie comme féministe anti-raciste et anti-capitaliste.

J'ai découvert il n'y a pas très longtemps que Lamine Senghor qui était un soldat pendant la Première Guerre mondiale, si je ne me trompe pas ou 2e guerre mondiale. Il est venu combattre en France, il est resté en France et s'est marié à une française ce qui était hyper rare surtout pour un homme noir d'être avec une femme blanche. C'était très rare. Lui du coup il parlait de solidarité, enfin c'était très communiste, très marxiste mais il parlait de solidarité entre les peuples face au capital et donc il était en parallèle contre la domination des ouvriers en France par rapport à ce que vous pouvaient vivre certains sénégalais. Et donc personnellement, je m'identifie fort à cela. Enfin encore une fois il faut toujours se remettre en question, se positionner donc je reste une femme blanche qui a été éduquée dans un pays du Nord. Et donc il y a plein d'avantages, toutefois mes parents sont ouvriers donc je suis la première universitaire de ma famille, donc j'ai peut-être une sensibilité vis-à-vis de cela. Je suis dans une classe dominante en tant qu'individu mais en même temps, je me rends bien compte que s'il n'y a pas de solidarité entre les peuples vis-à-vis du méchant capital cela ne sert à rien tu vois. Je ne peux pas dire aux africains et aux africaines, vous devez faire cela pour développer vos pays, si je ne mets pas en question comment moi je vis en Belgique. Et comme Françoise Vergès le disait, je pense que tout cela c'est... tu ne peux pas pour moi être féministe sans intersectionnalité, même si elle réprovoce ce mot, elle en utilise un autre parce qu'il y a aussi des gros débats sur le fait que c'est devenu un concept un peu bateau d'analyses scientifiques et qui n'est plus politique, mais vraiment l'intersectionnalité dans son ensemble politique... réfléchir du coup au capitalisme. Pouvoir écouter la critique quand j'ai des amis qui me disent « tu parles de ta position et que si tu veux être une alliée tu dois taire et tu dois te repositionner », donc beaucoup de déconstruction à ce niveau-là mais pour moi

ce sont ces 3 là parce qu'anti-impérialisme peut être un peu moins. En tout cas ,je le vis moins, mais tu ne peux pas te prétendre féministe, enfin si tu peux ! Mais je pense que tu dois penser à tout cela, à toutes les oppressions. Par exemple, je ne suis pas du tout d'accord avec les terfs donc les féministes qui excluent les personnes trans parce qu'elles estiment que « homme un jour homme toujours » et que si tu es une femme qui décide de transitionner vers un homme c'est un peu traître à ta classe ou de classe de sexe comme les féministes matérialistes des années 70-80. Donc, je ne me reconnais pas du tout dans ce genre de discours.

Pareil pour les femmes voilées, je pense que toute femme est libre de s'habiller comme elle veut et que si c'est un vrai signe d'oppression, ce n'est pas en l'interdisant de porter le voile que tu vas l'aider en fait. Au pire, si elle est vraiment dans l'obligation de porter le voile, qu'est ce qui va se passer si tu lui retires, c'est qu'en fait ce sont les hommes qui la dominant, peut-être justement qu'ils vont lui interdire de sortir de chez elle, donc tu n'aideras pas la libération de ces femmes. Il y a eu le scandale avec les hautes écoles à Bruxelles qui interdisaient le voile... Je me disais, ok, en fait pour les libérer de leur voile, vous les empêcher d'être éduquées, enfin c'est quoi ce délire. Cela n'a aucun sens, c'est une violence encore plus forte d'interdire des femmes à l'éducation. Moi j'ai des amies musulmanes pratiquantes, qui le retirent, qui l'enlèvent, selon les moments. Comment elles vivent la foi sur le moment. Elles peuvent décider de retirer le voile à un moment T et aussi parce que parfois, et là c'est un peu dommage, parce qu'elles sont fatigués des regards sur elles donc elles décident de le retirer aussi parce qu'elles sont blanches. On va dire qu'elles ont un White passing, elles sont justes fatiguées. J'ai une autre copine, elle a porté le voile pendant des années quand elle était jeune et puis à l'âge de 22 ans elle a décidé de le retirer.

*« Cela me fait penser un peu à une phrase que j'ai entendu, c'était comment lutter sans dominer justement et cela me fait penser à ce que tu me dis »*

C'est je pense une bonne phrase. Comment être une bonne alliée. Il y a des féministes intersectionnelles racisées qui diront qu'une blanche ne peut jamais être une alliée parce que cela fait partie du système, j'entends cela.

C'est une position que j'entends parfaitement mais, par exemple, [REDACTED] et une de mes amies et c'est aussi pour cela que l'on ne partage pas de position. Mais je pense que peut être tu avais déjà commencé ton stage quand on a fait la formation avec [REDACTED] ?

*« Non, malheureusement »*

Quand on a fait la formation avec [REDACTED], elle disait ... « en tant que personne dominante vous avez aussi une responsabilité », comme on parlait juste avant de justice sociale, et donc c'est un peu facile selon moi de dire : je suis une personne blanche donc je ne peux pas me positionner, je ne peux pas parler ... Si, je peux faire plein de choses, tu peux faire plein , être prudents sur, et comment tu le fais.

Mais j'étais juste fatiguée ce jour-là, j'avais pas envie de réagir mais c'est un truc qui me vient comme cela à l'esprit : on était dans une réunion de famille et la sœur de la fiancée du frère de mon copain a commencé à sortir des trucs « on peut plus rien dire et dans Blanche Neige dans le futur film, elle sera même plus blanche et alors il y en a un qui dit que l'on ne peut plus dire sept nains et tout ce genre de chose ». Sur le coup, je n'ai pas réagi parce qu'en fait, on était qu'entre blancs et que cela me saoulait, je n'avais pas envie de monter au front et j'étais fatiguée donc je n'ai rien dit. Par contre, après il est loin d'être parfait mais j'étais assez contente, c'est que le père de mon copain, lui, il a réagi et il a dit oui mais en même temps, ces gens ils ne sont pas représentés... après cela parlait un peu politique, des députés et cetera. Et le père de mon copain, il a dit mais en même temps ce n'est pas normal que des joueurs de foot, on leur lance encore des bananes ce n'est pas normal que quand tu vois les personnes qui sont élus. En fait, il n'y a que des députés blancs, ces gens, ils ont le droit d'être présentés comme les autres. J'ai vu que j'avais un petit effet sur la famille pour sortir des trucs. J'étais un peu content, qu'il soit intervenu. Parce qu'à un moment, enfin, cela n'a pas été moi mais c'était lui, mais je trouve que c'est normal de dire ce genre de chose. Et s'il y avait eu quelqu'un de racisé autour de la table, j'aurais tout de suite réagi sans la pointer du doigt. J'ai déjà assisté à une formation en ligne... tu vois les préparations au départ ? Mais c'était pour les experts juniors. Il y avait une personne racisée sur les 20 personnes et à un moment on parlait d'être blanc et cetera et du racisme. Et alors, il y avait déjà eu les témoignages à la 6.4.2 de oui mais moi je suis parti au Bénin et j'ai vécu du racisme antiblanc. Non, en fait toi tu as subi une discrimination, on t'a demandé plus cher pour payer ton taxi mais enfin arrête, ce n'est pas du racisme. Il fallait un peu replacer les gens à ce niveau-là. Et puis à un moment, il y en a une qui dit « oui mais moi je suis vachement mal à l'aise qu'on ait cette conversation alors qu'il y a Y dans la salle et j'aimerais bien qu'elle parle ». En fait non, parce qu'elle n'est pas en train de parler et voilà, c'est pointer la personne du doigt en la mettant encore une fois dans sa charge mentale « de je suis une personnes racisées et je dois faire l'éducation des blancs sur c'est quoi le racisme ». Tu ne connais pas sa vie. Est-ce que c'est une personne qui est hyper mal d'assister à cette conversation et qu'elle ne veut pas parler ou cela peut être aussi quelqu'un qui a été complètement socialisé dans une culture blanche et qui en fait le racisme elle ne sait pas trop ce que c'est et qu'elle a eu la chance toute sa vie de ne pas subir cela. Et donc, la pointer du doigt en disant « c'est aux concernés de parler », tu ne fais pas cela, après tu peux dire « est-ce que tu as envie de t'exprimer », mais pointer du doigt en disant va y maintenant parle. Non...

*« C'est sûrement une des difficultés du coup de parler de rapports de domination avec des groupes différents ? »*

Oui, c'est toujours questionnant. Je trouve que je le ressens fort, par exemple, dans les préparations au départ à l'ARES ce que tu as pu voir. Je trouve qu'il y a une réception aussi du message. [REDACTED] dont j'ai déjà parlé, elle est déjà venue et avant, il y avait [REDACTED] qui est une journaliste congolaise quand elle était en Belgique. Elle venait et quand eux lui posaient des questions, des trucs

vraiment qui ne parlent pas de rapports de domination, mais quand [REDACTED] leur disait « vous partez où et quand ? » et « c'est quoi le régime politique du pays où vous partez ? ». Et qu'ils ne savaient pas lui répondre. Je vais au Rwanda et je ne sais pas ce que c'est, je pars demain et je ne sais pas si c'est une démocratie. Et qu'elle leur disait « mais enfin cela ne va pas, vous avez un problème ». On voit que les jeunes recevaient le message un peu de façon différente. Comme quand elle était venue et qu'elle parlait de je ne sais plus qui, une autrice de cette étude sur le privilège blanc. Qu'elle disait quand je vais dans un magasin, je fais attention que mes mains soient visibles, de sortir mon téléphone de ma poche ou des trucs comme cela pour montrer que je n'ai rien mis dedans. Et qu'elle dit « moi je l'ai vécu, moi je sais ce que c'est ». Forcément moi, je peux dire, c'est quoi le privilège blanc et énoncer les cinquante points de cette liste qui a été élaborée par une chercheuse. Et donc finalement, qu'est-ce que je peux dire ? Je peux dire, oui je suis consciente que j'ai un privilège mais je pense que cela a un impact sur les jeunes d'être devant quelqu'un qui subit la domination. Quand la chercheuse, elle te dit clairement « moi je ne suis pas en train de te parler de toi, je suis en train de te parler de la société, c'est un truc systémique » et « je suis sûr que toi tu es très gentil ». Mais merci non, cela, ce sont des trucs qui sont vécus tous les jours par les gens.

Il y a le privilège du visa, elle avait aussi cela dans sa présentation, dire, en fait, en tant que personne blanche, en tout cas parce que tu peux du coup être belge et d'une autre origine, tu peux aller dans le monde alors que quelqu'un de je ne sais pas quel pays d'Afrique ne peut faire que deux pays sans visa. Enfin, où est, la réciprocité ? Par exemple, avec le Sénégal, tu peux y partir trois mois sans visa. Un sénégalais, il va en avoir besoin d'un s'il veut partir en Europe. J'ai l'impression qu'en tout cas le message, c'est peut-être une grosse perception de ma part, mais j'ai l'impression que quand c'est nous qui le disons, cela cogite moins que quand c'est quelqu'un qui est concerné qui le dit.

Et puis, toujours faire attention à ce que l'on dit et comment on le dit aussi, ne pas présumer du vécu des gens. Toujours sur l'exemple de l'ARES, mais quand il y a des étudiants racisés dans la salle, cela pose d'autres questions, parfois tu te dis souvent, ils veulent retourner de là d'où ils sont originaires, ils sont même parfois nés là-bas. Ou parfois les gens qui sont belges mais qui veulent retourner dans le pays d'origine de leurs parents ou des choses comme cela. Donc, ne pas trop présumer de qui ils sont. Ce n'est pas forcément parce que tu es congolais et que tu veux retourner au Congo. Ce n'est pas parce, qu'elle va partir au Bénin qu'elle est béninoise par exemple. A l'inverse, il peut y avoir des gens, c'était le cas la dernière fois. Je ne sais pas si c'était la fois où tu étais venue avec les micro-projets au Cameroun ?

« *Si* »

En fait, c'étaient des étudiants camerounais qui faisaient leur master ici en Belgique et qui du coup faisaient des micro-projets au Cameroun. Mais alors parfois, tu te demandes en fait à quoi la formation leur sert vu que je suis en train de leur parler de choc culturel dans le pays où ils vont aller mais en

même temps cela les concerne aussi parce que d'office, il va y avoir un regard qui va changer sur le fait qu'ils viennent de Belgique, qu'ils font leur master en Belgique. Mais du coup, comment tu dis les choses quoi.

*« Tu n'as pas parfois une certaine pression sur les épaules de faire attention aux mots utilisés ? Faire attention à ce que tu dis ? Parce que j'ai remarqué dans les réunions, il y a tellement une envie de bien faire, de ne pas se tromper dans les mots que cela met énormément de pression et que du coup parfois, on ne sait même pas que les mots ont peut-être changés ou non ».*

J'ai une anecdote personnelle pour répondre à ta question, c'est toujours le fait de pouvoir s'excuser. Après, il faut que la personne en face accepte. C'était avec une copine qui est dans mon master et qui est sourde. Du coup, on parlait de son mémoire aussi, je ne sais plus de quoi on parlait et donc je disais « personne en situation de handicap ». Et elle me dit tu arrêtes de dire cela, c'est « personne handicapée », parce que tu ne vas jamais dire « personne en situation de noirceur ». Et du coup, on a un peu débattu en disant « je m'excuse ok, j'entends ce que tu me dis, je dirai personne handicapée à présent ». Mais c'est marrant, parce que du coup moi je disais « personne en situation de handicap » parce que j'avais vu aussi des militants dirent « en situation de handicap » est pas « handicapée » parce que le handicap ne définit pas la personne. Tu restes une personne normale malgré que tu as un bras en moins. Je ne sais pas et du coup, peut être que j'ai, aussi voilà, ce questionnement en disant, tu as subi un soucis dans ta vie qui fait que tu es en situation de handicap et ce n'est pas pour cela que tu n'es pas plus capable qu'un autre. Puis des gens qui se définissent, par exemple, elle est sourde et la communauté sourde, c'est vraiment quelque chose de très fort quand tu es né sourd en plus. Enfin cela ne définit pas ton identité, pas plus qu'un bras en moins. Je ne sais pas comment le dire mais c'était aussi super questionnant. Elle m'a un peu corrigé.

J'ai déjà eu la blague aussi. Il y a un cercle des étudiants afro-descendants à l'Université, ils ont décidé de s'appeler comme cela. J'étais en réunion avec un homme afro-descendant de 40 ans, un truc comme cela, pour une exposition et j'ai dit le cercle des étudiants afro-descendants. Et il m'a dit « toi aussi tu dis cela ? Ce sont des euphémismes de dire afro-descendants, on est noir et puis c'est tout ». Il m'a un peu reproché cela. Je dis « écoute, moi les étudiants, ils décident de s'appeler comme cela, alors cela sera comme cela ». Là c'est quand les gens réagissent, après c'est vrai que parfois tu peux... enfin, les gens ne vont peut-être pas réagir à ce que tu dis donc c'est compliqué. Puis comme je disais l'exemple des indiens tout à l'heure, je pense, c'est qu'en Belgique la probabilité d'être face à quelqu'un qui vient d'Amérique latine et d'un peuple autochtone, elle est hyper faible et que tu vas dire indien dans pleins de contextes et personne ne va jamais te corriger.

Donc enfin voilà je pense que cela évolue encore une fois, il faut être à l'écoute et si quelqu'un te corrige, tu dois accepter la correction. Oui mais c'est vrai enfin moi, c'est surtout par rapport à l'écriture inclusive enfin tu vois pas l'écriture inclusive parce que cela s'est hyper intégré maintenant

mais par rapport à l'oral de bien dire tout le temps féminin, masculin ou tourner des phrases neutres, maintenant c'est devenu un certain automatisme. Il y a des choses qui sont entrées mais parfois je le dis et puis je me dis Ah oui, le féminin et je refais la phrase dans ma tête, c'est fatigant.

**Question n°7 – Je voulais terminer en te demandant si tu avais quelque chose à rajouter, un conseil ou un conseil de lecture ?**

Je vais t'envoyer ce que je te disais sur l'évolution du concept de l'éducation au développement à l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire, je suis en train de les chercher. J'ai déjà trouvé le vieux référentiel, je ne sais pas de quelle année il date... N'hésite pas à revenir vers-moi si tu veux, voilà c'est 2016 le changement de référentiel.

V. **Annexe n°5 – Retranscription entretien n°3 : Chargé.e de projets Uni4Coop, 13 avril 2022**

**Question n°1 – Quel est ton parcours universitaire et comment tu es arrivé chez [REDACTED] ?**

J'ai fait un bachelier en sciences politiques et puis après j'ai été faire un master en philosophie politique parce que c'est l'option qui m'avait le plus plu pendant mon bac. Donc j'avais vraiment envie de faire un master là-dedans. En gros, ce n'est pas toujours hyper clair la différence pour les gens, du coup moi j'explique cela en disant que la science politique explique comment fonctionnent les systèmes politiques. Ici en Belgique on s'intéresse particulièrement au système institutionnel belge alors que la philosophie politique c'est plutôt comment est-ce que cela pourrait fonctionner. Alors du coup tu as plusieurs courants philosophiques qui sont en fonction de ton éthique et de tes principes, etc. Tu vas plutôt accrocher avec certains courants philosophiques et imaginer les systèmes politiques et la société différemment et c'est cela qui me plaisait le plus. Donc, je suis en partie à Layden aux Pays-Bas pour ce master là et ensuite j'ai fait aussi un master en gestion de l'environnement à l'ULB. Mais là, je n'ai pas rendu le mémoire parce que l'exercice du mémoire ne m'avait pas du tout plu. J'avais juste envie de créditer les cours et de pas écrire un deuxième mémoire. Puis après, j'ai commencé à chercher du boulot.

Cela faisait depuis mes humanités que je savais que j'étais hyper intéressé par le monde de la solidarité internationale et que cela me plairait de bosser là-dedans. Donc pendant mes études, j'ai aussi fait d'autres trucs. J'ai fait l'info cycle, qui est un programme de formation organisé par ENABEL mais avant cela s'appelait la CTB donc c'est la coopération technique belge. Donc c'est si tu veux, l'agence de développement de la Belgique qui mettait en place un programme de formation pour déjà sensibiliser à tout ce qui touchait à la coopération internationale et aux inégalités mondiales. Donc j'ai fait cela et puis j'ai fait des stages et je me suis intéressé à ce milieu-là. Quand j'ai commencé à chercher du boulot, clairement je savais un peu où trouver les offres dans ce milieu-là et j'ai vu [REDACTED]. Cela m'a directement beaucoup plu et alors aussi en plus faire de l'éducation à la citoyenneté, c'était vraiment quelque chose aussi qui m'intéressait, parce que pendant mes études, j'ai coordonné un groupe de travail dans une assos étudiante européenne en éducation citoyenneté et donc j'étais persuadé que c'était quelque chose qui me correspondait bien et que cela avait beaucoup de sens pour moi. Donc, je recherchais un boulot idéalement qui pouvait allier les deux et donc j'ai trouvé celui-ci. J'ai eu beaucoup de chance de pouvoir l'avoir et c'est mon premier boulot et cela fait un an et demi.

*« C'est cool de savoir ce que tu voulais faire dès le début ».*

**Question n°2 – selon toi c'est quoi un rapport de domination et aussi ta vision, est-elle la même que dans le programme actuel de Uni4Coop ?**

Un rapport de domination, c'est à partir du moment où il y a un manque d'équité, un manque de justice entre différentes parties donc cela peut être des individus mais cela peut être aussi des groupements, des groupes de personnes, des groupes qui se retrouvent à la marge dans la société par rapport à une situation donnée. On peut très bien se retrouver dans la situation de dominé par rapport à un certain contexte, mais dans la situation de dominant dans un autre contexte. Donc ce n'est pas quelque chose qui... ce n'est pas une étiquette absolue qui divise la société en deux mouvements, deux côtés. C'est quelque chose dont la frontière est très fluide, change à un moment ou un autre. Et du coup, la personne qui est dans la position de privilégié, de dominant, ce n'est pas quelque chose forcément qui relève d'un choix cela peut être aussi juste lié à différents facteurs qui font que l'on ne se retrouvera pas avec les mêmes cartes en mains à différents moments donnés. Et pour moi, c'est important d'appuyer sur le fait que ce n'est pas forcément lié à un jugement de valeur, et quand on parle de rapport de domination avec notre public, ce n'est pas dans le but de blâmer qui que ce soit ou de critiquer. C'est vraiment dans le but d'ouvrir les yeux sur le fait qu'il existe plein d'inégalités structurelles qui font que l'on peut se retrouver dans la position plutôt de dominant ou de dominé et que ce n'est pas normal en fait. L'accessibilité à une vie digne et à une citoyenneté active dépendent de choses sur lesquelles on a aucun impact et qui vont faire qu'on est avantagé ou désavantagé et donc de prendre conscience de ce privilège ou de ces désavantages va permettre d'œuvrer pour des mécanismes sociétaux, qui vont apporter plus d'équité et diminuer les rapports de domination existants.

**Question n°3 – Tu parles aussi en termes d'équité. Je l'ai remarqué aussi beaucoup dans les entretiens, vous parlez plus d'équité que d'égalité. Du coup, cela m'intéresserait que tu m'expliques pourquoi tu parles en termes d'équité.**

Parce que l'égalité, c'est souvent quand tu ne vas pas prendre en considération les besoins des différentes personnes, des différents groupes. Alors que l'équité, c'est faire en sorte que les richesses, que les droits... mais c'est ce qui est nécessaire pour permettre aux personnes d'avoir une vie digne etc. Ces produits-là, ces choses-là soient réparties de manière équitable. Si tu les répartis de manière égale cela veut dire que tu vas quand même toujours avoir certaines disproportions parce qu'il y a des personnes qui vont naître ou qui vont se retrouver dans des situations où elles ont déjà plus de base. Donc, si tu répartis des choses de manière égale et bien cette disproportion va rester. Alors certes, les personnes qui étaient désavantagées déjà à la base vont avoir plus mais elles auront quand même toujours moins et dans certains cas ce n'est pas forcément problématique mais si tu veux aller vers une société qui est plutôt solidaire où tout le monde a le plus possible avec les ressources données pour avoir une vie digne alors tu vas tendre vers davantage d'équité parce que cela ne va pas forcément désavantager ceux qui sont déjà dans un certain confort mais cela va nettement avantager ceux qui sont vraiment désavantagés et donc c'est pour cela que l'on parle plus d'équité. C'est dans le but de rééquilibrer et d'avoir une répartition qui va plus avantager ceux qui sont nettement plus désavantagés.

**Question n°4 – J'ai remarqué que la thématique des rapports de domination, c'est quand même un sujet assez, on va dire « touchy » à l'université et particulièrement de travailler cela au sein de l'université et je voulais un peu ton avis dessus, la difficulté aussi de peut-être ... de parler des rapports domination au sein de l'université ?**

Je trouve que la grosse difficulté, c'est que même si maintenant l'université est de plus en plus démocratisée et accessible à une plus grosse partie de la population, il n'y a rien à faire, quand tu parles en public universitaire, tu parles en public avantagé et donc c'est toujours hyper compliqué pour les gens d'accepter de reconnaître leurs privilèges parce qu'on a tendance à toujours se comparer aux autres mais en se victimisant. Donc, on va toujours se comparer avec ceux qui ont plus que nous et pas forcément à ceux qui ont moins. Et donc, c'est difficile de reconnaître que oui en fait, même si par rapport à tel groupe et par rapport à telle personne, je suis plutôt désavantagé et j'ai moins en fait par rapport à tout un tas d'autres personnes, je suis plutôt privilégié. Et donc, parler de cela, ce n'est pas facile parce que pour le public, ce n'est pas quelque chose d'attrayant comme discussion. Ce n'est pas quelque chose qui motive généralement, c'est difficile de sensibiliser à ce propos-là.

D'un autre côté, comme j'ai dit, cela dépend toujours le prisme qu'on va prendre. Donc c'est important que notre public réalise qu'il est peut-être privilégié par rapport à certaines choses notamment du fait que oui, il a l'opportunité d'aller à l'université et ce n'est pas le cas de tout le monde par exemple. Mais on essaie aussi de les sensibiliser par rapport au fait qu'ils sont désavantagés dans le système actuel par rapport à plein d'autres choses et donc c'est la difficulté je pense de cette thématique là à l'université. C'est de faire prendre conscience que quand on parle de rapports de domination on ne va pas directement mettre notre public dans la case de dominant mais plus juste éveiller à l'existence de ce rapport-là. Ce qui n'est pas facile aussi c'est que souvent quand on parle de domination, on a l'impression que d'office il y a un jugement de valeur et donc ce n'est pas facile de faire en sorte que cela soit un discours accepté et bienvenu à l'université.

Donc pour moi, c'est ça la grosse difficulté aussi parce que ce n'est pas du tout un discours habituel. Cela a beau faire partie de la société, on n'en parle pas à l'université et c'est un prisme que très peu de personnes et de professeurs vont prendre. Et donc, comme on n'a pas l'habitude d'en parler et qu'on n'en parle jamais de cette manière-là dans les cours. On ne va jamais aborder les cours en disant tel l'enjeu c'est lié aussi à ce rapport de domination. On ne veut jamais parler des choses comme cela et cela complique aussi notre tâche parce que les gens n'ont pas l'habitude d'en entendre parler du coup, ils n'accrochent pas forcément. Enfin, ils n'ont pas conscience que cela pourrait les intéresser, je pense. Et du coup, c'est difficile aussi de faire du lien puisque comme on essaie aussi de faire du lien avec les professeurs et de faire de l'ECMS aussi dans le cursus, ce n'est pas toujours facile parce qu'on ne doit pas juste arriver à trouver une manière de parler de cette thématique avec notre public et avec les étudiants, on doit même arriver à trouver comment parler avec les agents éducatifs et comment

leur montrer à quel point il y a moyen de faire du lien donc cela c'est aussi une des difficultés. Et là, on est au début du programme, donc on a encore très peu de choses mises en place pour parvenir à faire ces liens-là. J'espère que d'ici cinq ans, on aura mis plein de choses en place et que ce sera déjà beaucoup plus facile de faire du lien.

**Question n°5 – Puis, c'est un peu aussi une remise en question du savoir un peu scientifique parce que du coup il y a les acteurs des marges qui sont quand même des personnes qui sont quand même mises en avant et qui ont aussi un savoir et parfois, c'est un peu compliqué de ce point de vue-là non ?**

C'est clair, c'est vrai que les chercheurs ne sont pas du tout habitués à cela parce qu'on a l'impression que le discours militant n'est intéressant que pour les sociologues par exemple, parce que oui les sociologues doivent un peu s'intéresser, ils doivent faire un peu de travail de terrain. Du coup, c'est normal qu'ils s'intéressent au savoir des personnes autres, en dehors de la communauté scientifique. Mais pour tout le reste cela doit être beaucoup plus objectif et donc du coup, ce n'est pas comme ça que cela marche. Mais on essaye un peu de casser à ce niveau-là, de sensibiliser à ce niveau-là.

**Question n°6 – J'ai remarqué aussi qu'il y avait dans l'ECMS, beaucoup de femmes et qu'il n'y a pas beaucoup de diversité. Je voulais un peu ton avis là-dessus aussi ?**

Clairement à différents niveaux, tu vois, justement parfois on se retrouve dans cette posture un petit peu de privilégié, parler de rapports de domination alors que nous sommes dans une posture généralement très... enfin... plutôt confortable et privilégiée. Et oui, moi, je n'ai jamais manqué de rien, j'ai facilement pu avoir accès à plein de choses, à l'université. Je n'ai pas galéré pour trouver du boulot, enfin tu vois, plein de choses qui font que c'est un peu inconfortable parfois de parler de situations où les gens sont complètement désavantagés alors que ce n'est pas quelque chose que moi j'ai vécu.

En revanche, parfois le fait d'être une femme, cela va me mettre dans une situation de désavantage parce qu'il n'y a rien à faire, il y a quand même encore des personnes dans notre public qui ont une attitude un petit peu... patriarcale et qui fait que je vais sentir que je suis un peu moins prise au sérieux ou qu'on va oser adopter un ton un peu plus condescendant avec moi. Je me retrouve dans une situation très... enfin inconfortable dû à mes privilèges ou inconfortable dû au fait d'être non privilégiée dans cette société plutôt patriarcale. Mais c'est vrai, que je trouve que le désavantage d'avoir un problème de mixité et de diversité au sein de nos équipes d'ECMS, c'est le fait que du coup, on manque de richesse et de points de vue, de perspectives, d'expériences différentes. Parce que, certes, c'est confortable de travailler avec des gens que tu comprends, parce qu'on vit les choses de manière similaire, on a un parcours de vie pas trop différent, mais en fait, c'est dommage dans le sens où avec ton équipe et tes collègues tu peux avoir tellement d'échanges riches et bénéficier des expériences, des regards différents. Donc cela, c'est un peu un truc qui est dommage au sein des

équipes. Mais n'empêche que l'on a quand même des parcours académiques fort différents et donc, on a quand même cette richesse je pense au sein d'Uni4Coop, en tout cas, de pouvoir bénéficier de savoirs et de connaissances quand même vachement diverses. Je sais que quand je parle avec ■■■■ qui a une formation plutôt d'historien, avec ■■■■ qui a une formation plutôt sociologue et d'études de genre ou avec ■■■■ qui a un parcours aussi différent ou même avec ■■■■ qui a fait plutôt des études de communication et d'éducation permanente, tout cela rend les échanges et le travail collectif assez riche. Parce qu'on a quand même malgré tout, on a des choses différentes à apporter mais c'est clair que ce n'est pas la même chose que si je travaillais avec je ne sais pas moi, un collègue primo-arrivant. Ou même aussi en termes de diversité au niveau des âges parce qu'on a tous autour de la trentaine. Donc du coup, on a aussi peut-être un manque d'intergénérationnalité au sein de nos équipes et donc c'est dommage aussi. Les équipes d'ECMS pourraient être plus riche mais le problème, c'est que quand tu as plein de candidatures et que tu essaies de recruter sur des bases assez objectives, c'est-à-dire... tu te retrouves avec peu de candidats qui offrent cette diversité.

#### **Question n°7 – Du coup, comment tu te positionnes face à la thématique ? Quel est ton ressenti aussi à la thématique des rapports de domination ?**

Comme je disais ma posture, c'est voilà, parfois, je fais face à mes privilèges et parfois je suis victime de certains rapports de domination et j'essaie de partager cela de manière humble et de manière certes subjective mais quand même le plus neutre possible, enfin du moins sans jugement.

Et sinon, que soit avec cette thématique de rapports de domination ou tout autre thématique traitée dans le cadre de l'éducation à la citoyenneté, nous on est chargés de projets, des animateurs, des facilitateurs et on ne se positionne jamais en tant que figure détentrice d'un savoir absolu. Et notre but, c'est vraiment de stimuler les échanges, les partages, l'esprit critique, la curiosité et le fait de sensibiliser par rapport à différentes dynamiques au sein de la société. Mais on ne se positionnera jamais en tant que professeur et enseignant que cela soit avec les rapports de domination ou une autre thématique, c'est pareil.

***« J'ai l'impression que souvent dans le secteur de l'ECMS, se sont des personnes qui sont quand même engagées, derrière il y a un processus de déconstruction d'un point de vue aussi personnel pour pouvoir faire face à cette problématique. Je me demandais, si pour toi c'était une qualité, un critère d'être engagé dans les luttes abordées ? ».***

Ça dépend avec quel public vu que je suis engagée dans tout ce qui est transition alimentaire. Je vais me considérer comme une alliée par rapport à des paysans ou des paysannes ou des producteurs et productrices qui sont désavantagés dans un système qui favorise essentiellement l'agro-industrie. Donc à ce niveau-là oui. Par contre, je suis fort sensibilisée par tout ce qui touche aux questions d'ouverture à l'autre, des questions de genre, des questions de sexualité et de tout cela... mais je ne me considère pas alliée à ce niveau-là, dans le sens où je ne suis pas vraiment engagée. La seule chose, c'est que je

ne vais pas tolérer un discours allant à l'encontre de ces personnes-là et donc peut être que je suis alliée juste au moins dans le fait que je vais sensibiliser et je ne vais pas tolérer l'intolérance. Mais oui sinon, je ne vais pas faire de démonstrations, des actions directes et aux rapports de domination par mon boulot, sensibilisant, je contribue à la défense des intérêts des acteurs des marges mais moi dans mon quotidien, dans mon engagement personnel je fais peu à ce niveau-là.

**« Je me posais la question justement, on n'est pas forcément sensible à toutes les thématiques et du coup est-ce qu'on se sent légitime ou non de parler de cette thématique-là devant un public si d'un point de vue aussi personnel on n'est pas touché par cette thématique ? Comment est-ce qu'on peut faire passer un message de sensibilisation et donc insufflé un changement ? »**

C'est une bonne question, ce n'est pas facile et c'est pour cela que l'on veut davantage travailler et coconstruire avec tout plein de partenaires et d'acteurs des marges. Parce que, nous ce qu'on veut apporter c'est notre expérience en animation, en gestion de groupe, en gestion de projets et de sensibilisation. Mais pour parler de cette thématique-là, on ne se sent pas toujours hyper légitime. Et donc, oui on a besoin davantage de partenariats, encore plus qu'avant parce qu'avant, on parlait d'enjeux mondiaux mais aussi on parlait énormément d'enjeux que l'on traite dans le cadre de nos projets avec des pays partenaires et donc c'était plus facile parce que l'on avait accès à davantage de partage d'expérience et même des collègues qui pouvaient intervenir et tout. Alors qu'ici avec les rapports de domination, c'est moins le cas. Et donc, on a vraiment besoin de plus de partenariats pour apporter ces contenus-là. Et moi, c'est particulièrement quand on parle de tout ce qui touche au racisme, à l'immigration, vu que ce sont des choses, ce sont des thématiques qui m'intéressent énormément mais que je n'ai moi-même pas du tout vécu. Pour cette thématique-là, j'ai encore plus besoin que l'on parle de capitalisme et encore parce que voilà, je suis comme je disais dans une situation plutôt privilégiée et donc je n'ai jamais vécu durement les dynamiques inégalitaires liées au capitalisme, au patriarcat, etc. Mais je pense, que c'est quand même plus facile pour moi de parler de cela malgré tout. Aussi parce qu'il y a moins d'à priori en fait dans le sens où le public va d'office partir du principe que je n'ai pas vécu l'immigration, le racisme etc., et donc à cause de cela, je vais me retrouver dans une posture où je parle de quelque chose que je ne connais pas. Alors, mon public va moins d'office tirer la conclusion que je suis dans une situation de personne hyper avantagée par le capitalisme et ou, d'autres formes de domination et donc je crois que c'est à cause de cela que pour moi c'est encore plus difficile de parler particulièrement des enjeux qui touchent au racisme et à l'immigration.

**« C'est éviter aussi de reproduire soit même un rapport d'oppression en disant je parle au nom de et pas plutôt avec ? Du coup, je suppose que c'est là qu'interviennent les acteurs et actrices des marges ? »**

Oui tout à fait, mais ce n'est pas facile en fait, parce que j'en connais peu et je n'ai pas encore eu l'opportunité de travailler avec eux et de faire du lien. Donc, pour penser nos activités je devrais avoir eu l'opportunité d'en rencontrer beaucoup plus et cela n'est pas le cas donc cela n'est pas facile. L'idée est à déterminer en fonction, dans le processus de construction et ce n'est pas quelque chose qui doit être imposée. On a envie de faciliter ces échanges-là et ensuite voir ce dont eux ont besoin et ce dont ils ont envie, pour autre chose que juste pour en échange interculturel, juste pour avoir la possibilité de diversifier les lieux et non-lieux d'actions... c'est très bien aussi et donc cette posture de partage de savoirs et d'expertises, et d'éducatives, je n'ai pas envie de la leur imposer donc cela va venir aussi avec le temps. Je pense qu'il est important de rencontrer plusieurs acteurs et actrices des marges aussi en amont de nos activités pour savoir vers lesquels on se tourne dans quels cas et vers lesquels on se tourne dans un autre cas en fait, de savoir quel est le cadre qui leur convient et peut être qu'il y en a qui diront directement, moi je ne suis pas là pour éduquer les gens, cela ne me convient pas, mais par contre pourquoi ne pas participer ou faire des activités avec notre public, cela peut être enrichissant mais dans un but d'éducation spécifique sur cette matière-là.

**Question n°8 – Est-ce que tu as des réflexions, des conseils de lecture, etc. ?**

Non, pas spécialement.

**VI. Annexe n°5 – Retranscription entretien n°4 : Chargé.e de projets Uni4Coop, 20 avril 2022**

**Question n°1 - Du coup, ma première question c'est une question un peu globale, c'est un peu ton parcours jusqu'à ce que tu sois arrivé à la [REDACTED] ?**

Oui, alors donc d'un point de vue des études, j'ai commencé avec un bachelier à Saint Louis, à l'Université de Saint Louis, à Bruxelles en sociologie et anthropologie. J'ai fait 3 ans là-bas en finissant avec un Erasmus en Hongrie. Et puis, j'ai repris, après le bachelier, j'ai fait un master que tu connais peut-être puisque, c'est en sciences de la population et du développement, à Louvain-la-Neuve, il y avait deux finalités. Il y avait une finalité démographie et une finalité développement, j'ai pris la finalité développement et donc j'ai fait mes deux années là-bas, de master, qui se sont finies sur la possibilité de faire un stage. Dans lequel normalement je devais effectuer un travail de terrain en rapport avec mon mémoire mais au final avec le contexte sanitaire, je l'ai fait en Belgique. J'ai fait mon stage justement dans une ONG à Bruxelles, qui s'appelle défi Belgique Afrique, qui est une ONG aussi d'ECMS pour un public plus jeune. Donc, ils organisent des formations et des voyages interculturels en Afrique avec des groupes d'étudiants, d'étudiants de rhéto il me semble, 5<sup>e</sup> ou 6<sup>e</sup> et donc j'ai fait mon stage là-bas pendant 4 mois en 2021, il n'y a pas si longtemps au final.

Puis je suis arrivé à la [REDACTED] en tant que chargé de projets ECMS en novembre 2021, toujours la même année, stage et travail, et j'y suis toujours jusqu'à présent. Touche du bois.

*« C'est cool d'avoir trouvé directement après »*

Oui cela a été un bon coup de chance, c'est un bon timing, on va dire.

**Question n°2 – Est-ce que tu pourrais m'expliquer comment [REDACTED] fonctionne de manière globale ses missions, ses valeurs ?**

Oui, donc [REDACTED] elle est présente sur le campus [REDACTED] depuis quand même une bonne trentaine d'années. On travaille avec quatre chargés de projets et deux personnes. Une directrice et une personne qui s'occupe un peu de tout ce qui est gestion du personnel, gestion financière et comptabilité, et ressources humaines, et puis les quatre chargés de projets dont deux chargés de projets en ECMS et deux chargés de projets en éducation permanente et une qui a, on va dire, a un double mandat avec chargé de communications qui est ma collègue [REDACTED].

On a toujours voulu pouvoir avoir... enfin la chance que l'on a, c'est de pouvoir avoir un public qui est à côté de nous, qui est vraiment comparé à d'autres ONG que ce soit en ECMS ou pas, ici on a quand même un bon vivier de notre public cible qui est présent sur le campus [REDACTED]. Ce qui est déjà très intéressant, c'est que l'on peut être directement en contact avec les étudiants, que ce soit finalement avec des projets en dehors de leur cursus universitaire. Donc, on va organiser des conférences, on

travaille beaucoup avec les kots à projets, présents à [REDACTED], sur des thématiques, sur les enjeux sociétaux et finalement, ces années c'est sûr un peu aussi la question des rapports de domination.

Puis en fait la chance que l'on a, c'est que l'on peut aussi travailler dans le cursus avec les professeurs pour directement toucher un public, qui en quelque sorte n'a pas trop le choix d'être là puisqu'il est présent de toute façon dans les cours pour la plupart on va dire. Et donc cela permet d'avoir un canal assez pertinent et assez facile pour finalement, pouvoir faire passer notre message et notre vision. C'est une partie qui est déjà très intéressante. Après en plus la spécificité de [REDACTED], c'est que l'on a plus de projets au sud, on n'a aucune logique de partenariat avec des associations présentes dans le sud. Donc dans les pays du Sud, comme on les appelle, mais qu'elle ne représente pas forcément les pays au sud. Donc nous, on ne travaille vraiment qu'ici pour l'instant. Rien ne nous dit que peut être, dans les années futures, les projets au sud reviendront mais pour l'instant, notre objectif est vraiment de se concentrer sur l'éducation à la citoyenneté mondiale solidaire au sein de l'université de Namur.

On organise aussi, on va essayer d'organiser des voyages au sud donc cela veut dire que finalement ce sont des partenariats, mais pas sûr des projets liés à la gestion de projets, ce sont plus des projets d'échanges d'étudiants ou d'étudiants belges qui iraient travailler dans des structures, dans les pays du Sud, plutôt dans des associations ou en fonction de la thématique de l'étudiant... dans une association ou une structure qui est pertinente pour son parcours.

Donc voilà, c'est un peu comme cela que fonctionne [REDACTED]. Ce qui est chouette, c'est que cela reste, autant dans la structure, assez petit. Finalement, on est six vraiment dedans, en plus d'un administrateur général qui lui est professeur ici à l'université. En plus, on a la chance aussi d'avoir une université qui est assez petite, donc cela nous permet d'avoir une visibilité un peu plus importante, même si elle est toujours à gagner et les années COVID n'ont pas aidées. Mais en tout cas, cela permet d'avoir ce contact qui est assez facile, assez rapide avec les professeurs, avec le doyen, avec les recteurs, c'est une chance surtout que l'on est une petite structure, cela aurait été impossible dans une plus grande université.

### **Question n°3 - Qu'est-ce que, selon toi, un rapport de domination ?**

Pour moi, un rapport de domination, c'est un comportement qui paraît inné, intégré au sein des personnes mais qui permettrait qu'une personne puisse asseoir, peut-être plus convaincant, pouvoir asseoir finalement cette notion de pouvoir sur une personne. Finalement orienter cela sur le comportement d'une autre personne, une chose qui n'a pas forcément été choisie. Alors, je ne sais pas si c'est clair ou pas mais dans l'idée, ce n'est pas une compétence qui a été acquise ou qui a été apprise mais que c'était quelque chose qui est assez inné et qui permet finalement de manière ... comment dire, de manière non logique de pouvoir asseoir sa domination sur quelqu'un. Finalement, c'est basé sur des critères qui sont purement inventés, en fait imaginaires.

**Question n°4 – Du coup, j’ai lu l’annexe 19 du programme mais je voulais savoir comment [REDACTED] mettait en place le programme pour lutter contre les rapports de domination ?**

Ce qui est intéressant je pense, c'est que le public universitaire autant au niveau des étudiants, qu'au niveau des agents éducatifs, qu'au niveau des structures institutionnelles de l'université donc le rectorat et doyen c'est que finalement, il y a moyen de travailler ces rapports de domination sous différents angles avec un public différent. C'est à dire que nous, sur base finalement de l'ECMS, est de pouvoir sensibiliser notre public cible qui de base sont les étudiants de [REDACTED]. Mais pour pouvoir réaliser, pour pouvoir offrir cette mission-là, il faut premièrement pouvoir en parler, pourvoir en discuter avec les professeurs et qu'ils puissent mettre en œuvre ces questions-là. En tout cas, de se questionner sur ces rapports-là surtout dans leur manière... puisque l'université est aussi une structure qui concentre beaucoup de rapports de domination différents et dont on ne parle pas forcément. On le voit plutôt dans des cadres un peu plus privés ou politiques mais on va dire que l'université a toujours eu l'image de bien vouloir faire et d'avoir finalement les bonnes théories. Je pense qu'il est intéressant que nous en tant qu' ONG, on puisse finalement par premièrement des ateliers réflexifs aux étudiants, leur faire comprendre les enjeux qui se jouent au sein de l'université et dans leur vie personnelle aussi, mais je pense que, en tout cas pour moi, l'un des moyens de mettre en pratique ce programme sur les rapports de domination c'est de pouvoir avoir cette discussion avec les professeurs, avoir cette discussion avec le rectorat, de dire : mais comment est-ce que vous, au sein de votre cours, vous pouvez justement éviter ou prendre conscience des rapports de domination qui existent au sein de votre vos cours, au sein de l'université, au sein de votre faculté. Puisque ce n'est pas forcément que sur la relation professeur/élève, il en existe aussi entre les professeurs, entre la position de l'assistant. Enfin on sait à quel point, et tu sais sûrement très bien avec ton mémoire, ces rapports de domination sont complexes et se multiplient un peu partout et dans chaque relation, autant entre les gens que de manière globale.

Donc je pense que l'idée de pouvoir mettre ce programme en place, c'est de pouvoir le faire de manière principale avec les étudiants, en travaillant avec eux, pour qu'eux puissent aussi en parler. Ce sont les kots à projets qui organisent des conférences ou mêmes des activités, que ce soient en venant, allant dans les cours ou allant dans une conférence pour questionner ces enjeux là avec les étudiants et avec le public qui est présent. Mais aussi pour pouvoir avoir ces discussions, ces réunions avec des professeurs pour pouvoir les faire réfléchir sur leur manière de donner cours, qui est totalement légitime et a peut-être un peu le besoin d'être actualisé avec les enjeux qui sont discutés maintenant.

Je pense que ce sont des enjeux qui ont toujours été présents mais dont on ne parle que récemment, donc je pense, qu'il est d'autant plus important de pouvoir faire voir cela aux professeurs pour qu'ils puissent adapter, autant leur contenu que la forme qu'ils veulent donner à leur cours et de la manière dont ils vont le donner, la manière dont ils vont interroger les étudiants et cetera.

### **Question n°5 - Du coup, comment cette thématique a été accueillie par l'université ?**

Mais je pense que pour l'université c'en est toujours une en tout cas. Je ne parle pas pour les autres universités que je ne connais pas dans ce rôle-ci, du côté étudiant. Mais pour ce qui est de l'université [REDACTED] en fait, étant donné que c'est une très petite université. Il n'y a pas de grande réponse universitaire, l'université a finalement perçu cela au niveau de la relation interpersonnelle avec les professeurs. On va avoir des professeurs qui vont être très intéressés par la thématique, qui vont vraiment prendre les devants en venant même nous demander des activités ou juste avoir de simples questionnements. Il y a des professeurs qui vont être proactifs là-dedans et cela c'est toujours le plus agréable, on sent qu'il y a un vrai échange. Non c'est vrai, qu'il existe une partie de professeurs et j'imagine que cela doit être le cas dans toutes les universités, qui sont un peu plus réticents, alors je ne pense pas que c'est d'un point de vue de la connaissance ou même de la profondeur de leur cours. Et de ne pas vouloir discuter cette question-là par rapport à ces rapports de domination, ils sont bien contents d'avoir leur cours qui est préparé depuis des années et qui ne change pas. Je ne dirais pas que c'est de la paresse mais, c'est d'avoir un quelque chose qui fonctionne et que c'est plus compliqué de leur faire changer, cela dépend beaucoup du type de professeurs. On a de la chance ici [REDACTED], c'est que l'on a quand même, finalement, une instance de décision en tout cas, d'une direction qui est ouverte à ces thématiques-là, qui est en très bon terme avec l'ONG universitaire et les ASBL qui sont présentes [REDACTED] Et qui note dans la charte d'intégrité, code de conduite de questionner, en tout cas, de réfléchir à ces questions-là et de mettre en avant cette question dans leur mission globale de l'université. Donc, je dirais que de manière méta oui, on est assez bien reçu et se sont des questions qui demandent un investissement et qu'en tout cas la direction est prête à mettre cet investissement dedans. Mais tout se joue en relation interpersonnelle de savoir si, finalement, certains profs vont plutôt être ouverts, d'autres vont l'être moins. Et puis cela représente aussi cette question des rapports de domination de la position de nous ONG, milieu associatifs, à venir donner des leçons à certains professeurs universitaires. Comme on l'a dit c'est si cela se présente dans tellement de relations, finalement, on le retrouve ici, on le vit aussi ici, donc c'est d'autant plus intéressant et cela nous amène à avoir ce questionnement par rapport à cela. C'est pouvoir être critique envers son université, même en voulant utiliser cette démarche de questionner les rapports de domination, on le vit aussi. Le côté réflexif qui nous permet d'analyser cette interaction aussi, ces échanges aussi sur cette question-là.

### **Question n°6 - Je voulais aussi avoir ton avis, ce que tu penses et comment tu interprètes la partie avec les acteurs et actrices des marges ?**

C'est vrai que nous, et pour être honnête, je ne vais pas avoir une réponse hyper concrète parce que c'est vrai que nous, au sein [REDACTED], on travaille assez peu avec les acteurs de marges, on travaille beaucoup plus en collaboration avec un public associatif qui va, peut-être, dans le cadre d'une activité pouvoir permettre cette rencontre avec des acteurs des marges mais c'est vrai que nous

personnellement, ce n'est pas dans les objectifs. Finalement, avec les réductions budgétaires que l'on a pu connaître, que tu as peut-être pu suivre puisque tu étais là au moment, donc il y a certains objectifs que malheureusement, on a dû diminuer, en tout cas mettre un peu de côté. Malheureusement, je ne peux pas trop te répondre là-dessus.

**Question n°7 - Du coup la question que je me pose est ta position face à cette problématique. Comment tu te positionnes face aux rapports de domination ?**

Je pense que c'est très intéressant d'avoir notre position surtout quand on travaille dans l'ECMS et surtout autant d'un point de vue professionnel, que d'un point de vue personnel, de pouvoir avoir la chance d'être dans un cadre professionnel qui nous apprend sur nous-mêmes personnellement. Je représente quand même beaucoup de pans de domination, que l'on retrouve autant dans la société belge, qu'au sein de l'Europe ou du monde. Donc ce qui est intéressant, c'est de pouvoir aussi lier ce que l'on apprend tous les jours au travail et de pouvoir le répercuter sur sa vie personnelle, c'est cela que je trouve... une des parties les plus intéressantes de ce travail c'est, qu'en plus de pouvoir faire passer des messages et sensibiliser, cela nous permet d'apprendre tellement sur notre personne. Et ce que nous, on doit faire aussi pour se déconstruire, pour aborder toutes ces thématiques-là, donc c'est vrai que, c'est une grande question à avoir.

Donc moi personnellement, j'essaie au mieux, surtout dans mon rapport professionnel d'avoir conscience des privilèges que je peux avoir et ce que cela peut renvoyer envers autant les professeurs que les étudiants. Puis finalement, c'est toujours un équilibre que personnellement, je me mets dans ma vie autant personnelle que professionnelle, c'est qu'en fonction de la situation dans laquelle je vais me trouver, je vais agir d'une certaine manière soit pour rééquilibrer un peu le côté d'être la personne externe qui vient donner un truc, à avoir cette position de pouvoir. Alors justement le but est d'essayer de pouvoir l'équilibrer en montrant bien que, finalement, je ne suis pas si différent, et surtout pas en termes d'âge déjà. Mais de pouvoir toujours trouver cet équilibre, de pouvoir compenser quand je me retrouve dans des réunions avec des professeurs qui vont défendre cette position, d'académiques plus âgés. De pouvoir à chaque fois, trouver son équilibre en montrant ce que l'on peut mettre en avant. Pourquoi est-ce que l'un serait, finalement, plus important que l'autre. Donc personnellement, j'essaie toujours de trouver ce bon équilibre même si on sait que ces rapports, bien sûr, ou même s'ils ont l'air équilibrés, on peut les retrouver, se répercuter autre part.

J'essaie quand même d'être conscient de la position dans laquelle je me trouve, dans les relations avec les gens avec qui je me trouve, autant la position que je peux prendre, l'image que je peux renvoyer, que celle que je renvoie vraiment. J'essaie à chaque fois d'avoir ce recul, en tout cas, essayé d'avoir cet esprit critique pour dire, dans cette situation-là, quels sont les enjeux qui jouent ici, quels sont les rapports de domination inconscients qui peuvent se jouer et donc comment les rééquilibrer, comment

compenser ... pouvoir finalement équilibrer. C'est le rapport que j'essaye en tout cas, mais voilà, on sait que l'on n'est jamais totalement déconstruit.

**Question n°8 – J'ai eu quelques discussions informelles aussi avec les personnes que je côtoie et à un moment, elles me parlaient de se sentir légitime ou non, de parler de rapports de domination qu'elles ne subissaient et donc comment faire passer un message malgré tout. Quelle est pour toi ta vision ?**

Oui, c'est une des questions principales, elle se joue sur beaucoup de niveaux parce que je pense qu'en plus en tant que chargé de projets, professionnellement c'est une question principale. C'est pour cela que l'on essaie de se former, de lire beaucoup sur ces sujets, pour arriver avec une position où l'on peut apporter quelque chose sans pour autant... tout en étant représentant de cette domination aussi. Et donc de toujours venir avec humilité, je pense que c'est important de pouvoir poser les bases en expliquant bien que finalement, on représente aussi cette catégorie de personnes. On critique, on peut-être le plus expert dans le domaine, on ne sera jamais complètement déconstruit. Donc je pense, qu'arriver avec une humilité de dire j'en fait partie, je pense que le principal, c'est de pouvoir être conscient de ses rapports, de ce que l'on représente et le plus possible, se former, se renseigner pour pouvoir justement expliquer.

Je pense que ce recul par rapport à la position que l'on doit avoir dans notre travail est d'autant plus important puisque ce sont des choses que l'on ne va pas répercuter. Mais c'est sûr que ces réflexions que l'on peut avoir par rapport à certains étudiants, certains professeurs et ce sont des questions qui doivent être préparées et donc je pense que le mieux, c'est d'être le plus préparé possible à ces questions-là. Je pense que c'est le principal et surtout de pouvoir arriver en se définissant, en expliquant bien que finalement en arrivant avec ma personne, je représente quelque chose et que cela peut être parfois mal pris, que je j'explique des choses en disant mais en même temps, c'est en train de montrer quelque chose mais c'est vous quoi.

C'est pour cela que c'est bien, le mieux pour nous et je pense c'est ce que les chargés d'Uni4Coop de manière globale et à [REDACTED], c'est que l'on se base beaucoup sur la formation et sur le fait de beaucoup lire et de s'intéresser le plus possible, pour avoir le plus d'informations et pouvoir finalement être préparé à ce genre de questions, qui sont totalement légitimes évidemment.

***« Mais du coup, vous êtes toujours dans un processus de remise en question et de déconstruction quotidiennement et ce n'est pas un peu parfois, comment dire ce n'est pas facile ? »***

Ce n'est pas facile, c'est vrai, il y a plusieurs manières de le voir. Il y a le côté, c'est vrai que c'est une remise en question, qui est ... enfin le processus en tout cas, on va dire plus complexe mais après moi je le prends aussi de manière super enrichissante. C'est que finalement de programme en programme ou d'année en année ce sont des nouvelles thématiques, ce sont des questions où l'on se dit, mais en

fait c'est vrai, je ne m'étais jamais posé cette question. C'est super intéressant de pouvoir justement avoir ce côté critique et ce côté de déconstruction.

Le fait de se former permet aussi que cela n'en devienne pas épuisant. Finalement cela doit être sorti comme une richesse de pouvoir se dire, il y a des nouvelles thématiques, et la chance de l'ECMS, c'est de pouvoir avoir des thématiques multiples, donc en cas de rapports de domination, c'est intéressant de pouvoir s'intéresser à plusieurs choses et prendre aussi du coup plusieurs de ces différentes choses pour sa vie personnelle. Mais je pense, qu'il est toujours important, surtout dans des métiers comme cela, de pouvoir faire la distinction entre ce que je fais durant mon travail et souvent c'est un travail où l'on a des convictions, c'est pour cela que l'on aime ce travail et c'est pour cela qu'on le fait aussi... mais je pense qu'il est important de pouvoir vraiment différencier, si je suis dans mon travail et j'agis de cette manière-là et je fais cet atelier pour cette chose là mais de pouvoir aussi séparer ce qui se passe dans sa vie personnelle. Sinon, je pense que l'on devient fou.

**Question n°9 - Mais du coup moi, je me pose la question pour être chargé de projets ECMS et pour parler des rapports de domination, il faut quand même être un petit peu conscientisé, un minimum engagé ou alors vraiment cela doit être quelque chose de neutre ?**

C'est mon point de vue mais je pense que premièrement, de manière générale, que ce soit dans des cadres universitaires, militants, associatifs ou politiques, l'objectivité n'existe pas vraiment. Et il y aura toujours une manière même dans les JT, l'objectivité finalement est très complexe à avoir et voire impossible. Et évidemment, dans un travail dans lequel on est, c'est d'autant plus intéressant que l'on vive aussi de ces convictions-là. Donc de mon point de vue, la neutralité n'est pas la plus intéressante. Après, il faut pouvoir jouer avec, entendre les arguments de tout le monde mais je pense qu'en effectuant ce travail, c'est normal que l'on défende, cela rend d'autant plus le discours plus convaincant que si on le vit vraiment et que l'on s'y intéresse. En dehors de notre travail, ce n'est pas une condition obligatoire.

Il y a différents échelons d'intérêts pour certaines thématiques ou pour certains sujets et d'implications aussi. On a des chargés de projets qui vont être dans leur vie personnelle très militants, qui vont avoir beaucoup de choses à côté et puis d'autres qui vont peut-être l'être un peu moins, garder ce côté conviction, on va dire presque militante, dans le cadre du travail et d'un point de vue personnel avoir une vie un peu moins militante.

Mais je pense que l'intérêt de ce travail et l'intérêt que la personne a pour faire de l'ECMS vient de quelque chose de plus profond, de plus conscient puisque finalement l'idée de base c'est de se dire, il y a des choses qui se passent dans le monde, elles m'intéressent, je m'y intéresse. Il y a des choses qu'il faut changer et quel est le meilleur moyen de le faire, en faisant des actions ou en sensibilisant d'autres personnes donc je pense que cela naît évidemment de convictions sinon ce serait plus compliqué de faire ce travail, mais qu'elles sont d'importances variables en fonction de cela et c'est personnel à

chacun. Mais c'est sûr que pour moi, il faut être quand même un peu conscientisé à ces questions-là puisque c'est toujours quand on connaît un peu plus, que l'on aime s'intéresser à des nouvelles thématiques. On fait passer les messages plus facilement aussi.

C'est toujours un bon équilibre à trouver parce que l'on peut vite tourner vers la... finalement étant donné que l'on travaille pour nos convictions, on a envie de faire plus, on a envie, qu'il y ait beaucoup de projets ou d'interactions que l'on propose et que l'on nous demande qui sont évidemment super intéressants mais il faut pouvoir trouver le bon équilibre en disant une chose à la fois. Je sais ce que je peux faire, est-ce que je ne vais pas me rendre fou, m'épuiser. C'est une question qui est assez intéressante à travailler aussi, l'épuisement dans ce type de travail.

***« J'ai remarqué cela un peu dans certains projets ou des chargés de projets sont un peu fatigué parce qu'ils utilisent des mots qui n'étaient peut-être plus pertinents et du coup ils se fatiguaient à réfléchir à quels mots utiliser ou non, etc. »***

C'est vrai c'est sûr, c'est compliqué parce que d'une année à l'autre il y a des choses que l'on va devoir remettre en question. Allez bête exemple c'est quand je travaillais à l'époque de mon stage où c'était justement une association, enfin une ONG d'ECMS qui organisait des voyages interculturels mais la question chaque année c'était la question du volontourisme, de se repositionner par rapport à la définition, de retravailler un peu la manière dont ils organisaient leur voyage pour justement que cela ne soit pas du volontourisme.

Et donc évidemment que le travail que l'on a est d'aussi de suivre cela, de suivre ce qui se passe. Qu'est ce qui est rediscuté et tout en pouvant aussi être critique sur certaines choses, de pouvoir dire notre point de vue parce que l'on s'y intéresse. Cela peut vite devenir épuisant, puis comme on disait, c'est une question de remise en question du coup, si la personne en face te dit « non ce mot-là, il est plus d'actualité » il faut savoir l'accepter je pense, et puis il faut savoir s'interroger aussi sur les raisons pour lesquelles il y a ce changement. C'est cela qui est intéressant dans le côté universitaire, c'est qu'il y a un côté très réflexif sur les nouvelles questions. Ici il y a le côté analyse, il y a le côté vraiment de se dire OK on fait cet outil-là. Est-ce qu'il est encore pertinent cette année-là ? Quel retour on a des étudiants ? Qu'est-ce qu'on peut améliorer ? Qu'est ce qui est allé un peu moins bien ? Donc c'est épuisant mais en même temps, c'est super enrichissant de pouvoir toujours évoluer et de pas avoir le même cadre chaque année, donner les mêmes animations, de faire les mêmes ateliers, de faire les mêmes projets.

C'est chouette de pouvoir aussi se remettre en question, d'apprendre aussi des étudiants qui se questionnent aussi et donc de pouvoir avoir cet échange. C'est à dire qu'en fait, on a un travail ou l'on essaie de donner beaucoup mais finalement on reçoit beaucoup aussi. On apprend beaucoup chaque année de nouvelles choses. Moi je trouve cela vraiment super enrichissant et je peux comprendre que la remise en question, peut parfois, être pesante pour certaines personnes. Et je trouve que c'est

d'autant plus enrichissant de pouvoir changer, en fait... oui c'est cela, de requestionner beaucoup de choses que l'on fait et de pouvoir finalement aller vers un mieux.

Maintenant, il faut toujours trouver le bon équilibre parce que parfois, il ne faut pas tomber dans de la sur intellectualisation, sur la théorisation de tout.

**Question n°10 – Ma dernière question est de savoir si tu avais des réflexions personnelles sur le sujet ou si tu as des conseils de lecture ou d'autre réflexions ?**

Ecoute, non je trouve que c'est un chouette sujet de mémoire et que c'est intéressant d'interroger les ONG d'Uni4Coop, parce qu'il y a comme je l'ai dit au début de l'entretien, je trouve, qu'il y a un comment dire, que le terrain universitaire est très intéressant parce que je trouve qu'il y a beaucoup d'enjeux de rapports de domination qui se passent à l'université. On y retrouve un peu finalement déjà tous les enjeux que l'on trouve dans la société. Mais il en existe en plus dans les relations professeurs étudiants et je trouve cela très intéressant et donc c'est pour cela je pense que, cela a été le sujet... que c'est le sujet de notre programme. Je me ferais une joie de le lire.

## VII. Annexe n°7 – Retranscription entretien n°5 : Chargé.e de projets Uni4Coop, 21 avril 2022

### Question n°1 – Quel est ton parcours avant d’arriver chez [REDACTED] ?

J'ai fait le même master que toi et avant cela, j'avais fait un bachelier en communication et journalisme. Puis après, je suis rentré sur le marché du travail où j'ai travaillé dans une association d'éducation permanente. C'était plutôt axé publications. Parallèlement, à cela j'étais assez engagé, au service civil international dans le groupe d'animation. C'est là aussi, que je me suis plus formé aux techniques d'animation en ECMS. Donc, j'étais un tout petit peu professeur aussi pendant 5 ans et puis après j'ai été engagé chez [REDACTED], et me voilà 10 ans plus tard.

### Question n°2 - C'est chouette et du coup, tu as de l'expérience comme chargé de projet en éducation permanente. Tu fais de l'éducation permanente ici aussi ?

Ici, en interne, on dit chargé de projets d'éducation citoyenne. Je crois qu'on se donne un peu le titre qu'on veut en fait. Quand j'ai été engagé chez [REDACTED], c'était pour développer l'éducation permanente et puis quand on a fusionné je suis passé un peu plus sur l'ECMS. C'est vrai que je fais beaucoup moins... je ne fais plus d'éducation permanente.

### Question n°3 – Qu'est-ce qu'un rapport de domination selon toi ?

Selon moi un rapport de domination, c'est un rapport asymétrique, un rapport de pouvoir où un a le contrôle de la sorte sur l'autre. Ils peuvent être de différentes natures. Il y a différentes positions économiques et ils sont multiples. Je crois que chez [REDACTED] on n'a pas eu vraiment de débat de fond, on a identifié des thématiques mais je pense que c'était avant de parler de rapports de domination. On a enfin quelque chose qui a été fait de façon assez superficielle, je crois. Après, je ne sais pas jusqu'à quel point dans le programme c'est explicite et donc moi j'ai participé à la construction du programme mais on n'a pas vraiment été à de fond là-dessus. On a eu une formation. Je pense que la formation donne quand même une compréhension commune. Maintenant, je pense que ce n'est pas encore allé très loin dans le fond de ce qu'on appelle le rapport de domination. Je pense que c'est une espèce de label qui permet de couvrir pas mal de thématiques. Cela a surtout été choisi pour ça. Je crois c'est plus du coup, les inégalités sociales. Oui, c'est plus dans ce sens-là, les thématiques du coup comme le genre... les inégalités oui. Après, cela permet de découvrir beaucoup de choses et beaucoup de démarches.

### « Tu as participé à la construction du programme ? »

En fait, moi je n'étais pas vraiment dans la construction du programme mais j'étais plus dans une contribution ponctuelle. Tous les chargés de projets ont un petit peu participé mais je n'étais pas vraiment dans ceux qui ont rédigé. La question de rapport de domination est venue assez tôt quand on a écrit l'objectif général. On a discuté de quel label mettre. Est-ce qu'on parlait des enjeux mondiaux ?

Est-ce qu'on parlait du système mondial ? Et quand, on a dit rapports de domination cela nous paraissait être quand même quelque chose d'assez engagé, plus que quelque chose comme enjeu d'ECMS, enjeux mondiaux. Dans lequel, on pouvait faire rentrer pas mal de thématiques parce que l'on travaille à quatre ONG, qui ont chacune des thématiques différentes au sein de leur institution. On se disait que les rapports de domination pouvaient relever de plusieurs sujets tels que la question du système alimentaire finalement, c'est un modèle économique, un modèle de production qui domine un autre. Enfin, ce n'est pas que les rapports entre les gens, c'est aussi une domination idéologique qui se traduit même dans le rapport à la nature.

**Question n°4 – Si j'ai bien compris votre programme, il y a une mise en avant des acteurs et actrices des marges. Cette dynamique est intéressante, cette vision de mettre en avant les personnes qui subissent des oppressions. Peux-tu m'en parler plus ?**

Donc ça c'est la volonté, alors maintenant, il faut le faire. C'est la volonté en tout cas, c'est l'idée de se dire que nous chargés de projets nous sommes plutôt dans des groupes sociaux privilégiés, éduqués. Donc, on ne veut pas non plus confisquer la parole. Il faut pouvoir faire exister leurs discours, ils ont une expertise par leur expérience que nous n'avons pas vécue. Nous pouvons relayer, mais il faut continuer à visibiliser, si on ne leur donne pas la parole, on ne leur laisse pas l'espace, on continue à les invisibiliser et dans un sens à perpétrer des rapports de domination.

**Question n°5 - Du coup, je voulais savoir un peu quel avait été l'accueil de la thématique ici à l'Université [REDACTED] ?**

Je pense que c'est bien reçu de la part des étudiants, je n'ai pas l'impression qu'il y a eu des réactions fortes par ailleurs. Par exemple... enfin cela reste individuel, on n'a pas eu de mauvaise réaction de la part de l'institution non plus, par exemple la collaboration qu'on a avec [REDACTED] [REDACTED]. Il nous a laissé proposer un module de formation sur les rapports de domination à ses étudiants, il trouvait cela intéressant. On n'a pas eu de réactions institutionnelles, je pense après qu'à la lecture du programme mais je ne me souviens plus très bien, on nous a suggéré de ne pas utiliser rapports de domination mais plutôt lutte contre les inégalités. C'est une question de vocabulaire. Je ne sais plus très bien si c'était de la part du CA ou de la part de professeurs. C'est vrai que l'Université, c'est quand même un lieu qui reproduit assez fort les rapports de domination, de professeurs avec des élèves ou autre, c'est assez pyramidale oui. Et puis, il y a toujours beaucoup, je pense, de précaution et une volonté de se distinguer du milieu militant qui a plus tendance à moins nuancer. Il y a une volonté vraiment de nuance et d'analyse intellectuelle. Considérer que le militantisme est moins nuancé, c'est plutôt là que cela vaudrait le coup de faire du lien.

**« Du coup, c'est vraiment nuancé. Vous êtes entre les deux en fait ? »**

Avec quelques-uns, je ne sais pas me positionner comme cela. Oui, on a ce devoir quand même de rigueur d'analyse et tout ça, capter toutes les subtilités dans un fait social. Après, je pense qu'il y a des professeurs qui sont très engagés, qui sont militants eux-mêmes et alors des aussi des militants qui peuvent être... enfin... ce n'est vraiment pas binaire mais oui, je pense que le professeur va s'attacher à vraiment chercher toute la complexité d'un fait social. Ce qui fait qu'il va être très précautionneux dans le vocabulaire qu'il utilise alors qu'un militant, il va utiliser des mots chocs que les esprits vont retenir. Je pense qu'il y a des préjugés des deux parts, le militant va peut-être trouver le professeur tiède et en même temps... Alors que le militant peut avoir aussi une analyse très fine, c'est juste dans le discours, il peut donner l'impression de faire des raccourcis. Mais c'est parce que l'objectif de la parole n'est pas le même.

*« Du coup, c'est plus une ECMS qui se veut plus critique dans ce nouveau programme ? »*

Je pense que l'ECMS l'a toujours été. Cela a toujours été de développer ses sens critiques. Maintenant, c'est plus l'objet qui a bougé. Je pense qu'autant avant on était vraiment dans qu'est ce qui se passe ailleurs enfin tu vois ? Plus dans le nord-sud, plus en lien avec les projets sud d'une ONG. Maintenant, on est plus en train de regarder aussi ce qui se passe chez nous. C'est plus autocentré. Donc voilà, c'est l'objet qui change, pas tellement la démarche critique, je crois.

Oui, il y a vraiment un changement entre avant. C'était vraiment le rapport nord-sud et non plus ce qui se passe ici, c'est toujours un peu du Nord-Sud, il y en a toujours un peu. Et puis, il y a... voilà, il y a le rapport à l'autre qu'il soit ici ou là-bas mais oui toujours un peu de nord-sud parce même s'il est en second plan par rapport à avant. Maintenant, on est plus sur des logiques systémiques ici, d'action locale.

**Question n° 6 - Comment te positionnes tu face à la thématique ? Quelle est ta position face aux rapports de domination ?**

Ben disons que voilà c'est une perspective nouvelle sur des problèmes que l'on traitait déjà je pense. C'est une façon de le présenter, d'en parler, de le penser aussi parce que du coup si tu penses « sortir de dominer » cela demande quand même de se renforcer. Que cela soit au niveau du contenu, on l'a un peu fait parce qu'on a suivi des formations, mais ça demanderait d'aller plus loin. Après c'est quand même derrière les rapports de domination, il faut voir ce qu'il y a derrière le mot, derrière l'expression et voilà c'est une façon nouvelle de parler et de penser des choses qu'on abordait déjà.

*« J'avais eu une discussion avec certaines personnes qui parfois ne se sentent pas forcément légitimes de parler d'un rapport de domination, par exemple, parce qu'il ne le subit pas. Je voulais un peu ton ressenti face à cette légitimité ».*

Oui, c'est là tout l'intérêt de laisser la place aux personnes des marges. Bon après, ce n'est pas parce que tu ne le vis pas pour moi que tu n'as pas de légitimité. Tu peux te renseigner, tu peux écouter ce qu'ils disent et donc tu peux du coup, je pense que tu peux être allié d'une personne qui le subit.

C'est vrai que, par exemple moi, l'homosexualité ou la transidentité ce ne sont pas des choses que j'expérimente, dès qu'on parle de ce sujet-là, je vous dis : je ne sais pas parce que cela est une expérience intime mais celui qu'il le vit ressent cela. Donc il faut les croire. En même temps, toute orientation a le droit d'exister. Donc voilà, il y a la tolérance qui est derrière, l'ouverture et il y a le respect des droits pour tous quelle que soit l'orientation. Et cela, je peux le dire même si je ne le vis pas, tu vois ? Il y a une posture qu'on peut défendre même si on n'expérimente pas. Voilà moi, je suis blanche mais je peux quand même être révolté par le traitement qu'on fait aux personnes racisées. Je crois qu'on ne peut pas témoigner d'une expérience que l'on n'a pas vécu. D'où la pertinence de donner la parole à ceux des marges, je ne suis pas hyper convaincue par l'expression.

Mais voilà d'un autre côté, je crois que... enfin, on ne doit pas leur laisser non plus le monopole de la parole et tout seul sur cette problématique non plus. Je crois que de toute façon défendre des postures et des valeurs de tolérance, d'ouverture, d'égalité et cela c'est universel enfin... ce n'est pas universel mais voilà, on est légitime pour défendre cela.

**Question n°7 - Selon toi, pour travailler dans l'ECMS il faut être un minimum conscientisé par les causes, un minimum engagé ? Ou faut-il parler de ces oppressions de manière neutre ?**

On défend des valeurs, donc il faut être un peu formé quand même, il faut avoir du contenu derrière soi. Maintenant, le fait de respecter la posture, les valeurs et les normes des autres, des participants à des activités et ce en même temps que défendre un projet de société, c'est compliqué. Cela peut créer des tensions. Il faut trouver un équilibre dans cette tension et le fait aussi de toujours s'éduquer par rapport à la domination, faire attention à ce qu'on dit, à ce qu'on utilise comme vocabulaire. Ça va un moment être dur en fait, de toujours se remettre en question.

**« Je ne sais pas comment tu le vis toi, cette constante remise en question ? »**

Moi un truc qui m'épuise ce sont les débats sur le vocabulaire, ça vraiment, ça me saoule. Mais bon voilà, je crois que c'est important aussi. Mais parfois, je pense qu'on est trop crispé là-dessus. Le vocabulaire c'est important mais il y a d'autres choses importante, il y a aussi... Ça n'a rien à voir mais... ce n'est pas parce que l'on dit maintenant technicienne de surface que la nature du travail change, ainsi que la nature de la relation. On en choisit un et puis personne n'est d'accord. Puis finalement, tu utilises le mot que tu ne peux pas utiliser et tu as l'air d'être un gros raciste alors que pas du tout. Enfin, je trouve qu'il y a un peu trop de crispation autour de cela. Et moi, je trouve que c'est un peu de l'énergie perdue. Au-delà du vocabulaire, je trouve que c'est un peu inhérent au monde

militant, c'est qu'il y a beaucoup d'énergie à finalement la bien-pensance militante qui fait que souvent ce sont eux qui sont d'accord avec toi et ce sont tes alliés que tu considères.

Il y a beaucoup de tensions à l'intérieur, alors je ne dis pas ce n'est important les débats d'idées, de valeurs, mais parfois je trouve que cela devient un milieu fermé et tu utilises le mot, une phrase... finalement, beaucoup d'énergie donc du coup, j'essaie de limiter mon énergie là-dedans. J'écoute les débats qui ont lieu, je vois, j'écoute et j'adopte certaines choses enfin je soupèse la pertinence. Mais je ne me mets pas non plus au centre parce que voilà, je trouve que le combat doit être vers l'extérieur et pas vers l'intérieur. Surtout, un truc simple, il suffit que l'on nous dise si on a mal fait un truc et on change après. On accepte la critique. Après les mots ont leur poids et leur connotation mais je pense que personne n'est d'accord sur ces mots-là. Ils sont tellement sortis que parfois cela paralyse le débat, c'est dommage.

#### **Question n°8 – Est-ce que tu souhaites rajouter quelque chose, une réflexion ?**

Je me dis que toute l'approche est à développer, même si après, je pense que cela ne va pas fondamentalement changer ce qu'on faisait déjà. C'est aussi un vocabulaire à adopter. Tu vois, si on parle de systèmes de domination, on parle aussi d'émancipation, il y a quand même quelque chose à aller chercher, c'est nouveau et pas nouveau. Sur le long terme, cela ne change pas forcément par rapport à avant et c'est juste mettre en avant ces rapports, une nouvelle façon de parler de quelque chose. Les étudiants l'ont bien intégré quand même. Mais du coup, ce sont surtout des relations plus interpersonnelles avec certains professeurs qui ont envie de participer. On a décidé de travailler avec des acteurs relais. Avant, on avait un objectif grand public entre autres, maintenant on a vraiment décidé de se concentrer sur les acteurs relais dans la mesure où moi par exemple, je travaille avec une professeure mais dans l'objectif qu'après ils mettent en place des trucs dans leur cours ou dans leurs facultés. ■■■■■, elle travaille avec les étudiants dans l'objectif qu'eux sensibilisent d'autres étudiants de leurs milieux. On travaille avec des groupes plus petits qu'on renforce, on va plus en profondeur... que d'aller faire une conférence ou les gens tu les vois qu'une fois et puis voilà. C'est vraiment un peu en maillons enchaînés c'est cela, il y a un effet démultiplicateur. Si moi je vais une fois dans un cours cela aura certains effets mais si un professeur est amené à intégrer quelque chose dans son cours, ce sont des générations d'étudiants qui vont être impactées, touchées. Du coup, faire intégrer de l'ECMS dans le cursus, c'est changer les professeurs, qu'ils adoptent des pédagogies plus actives ou qui intègrent la thématique dans leur cours. Par exemple, on a un projet où on aimerait développer les services learning, les étudiants dans le cadre de leur cours s'engagent dans une organisation et tout cela amène un service à la société. Ils développent une culture de l'engagement. On propose aussi un module sur les rapports de domination au futur enseignant dans l'agrégation. C'est pour qu'ils réfléchissent à leur posture en tant que professeur et au contenu. Comment ils vont parler de certaines questions

historiques, quels documents ils vont proposer. Tout cela et à la fois, comment est-ce qu'ils se positionnent face à leurs étudiants.

## VIII. Annexe n°8 – Retranscription entretien n°6 : Chargé.e de projets Uni4Coop, 24 avril 2022

### Question n°1 - Quel est ton parcours universitaire ou haute école jusqu'à ce que tu sois arrivé pour travailler chez [REDACTED] ?

Ok, moi j'ai étudié la communication à la haute école Léon-eli Troclet, puis j'ai travaillé directement dans une ASBL qui était subventionnée par la fédération Wallonie-Bruxelles comme association d'éducation permanente. J'écrivais des textes et j'ai animé des activités et donc, c'était une assos chrétienne. C'était chouette, on parlait des questions de migration, d'écologie, d'interculturalité. En fait, un peu ce dont on traite maintenant chez [REDACTED], un peu les mêmes sujets mais l'angle d'approche là-bas c'était plutôt la spiritualité. Ce que je trouvais une bonne démarche et ici j'avoue que j'ai du mal à voir le sens, le fil conducteur dans nos activités. Mais peut être que l'éducation permanente fait quand même ce lien. Voilà du coup, j'ai travaillé, je ne sais pas si je dois le dire, mais j'ai travaillé six ans là-bas et ça fait quatre ans que je travaille ici.

### Question n°2 – Qu'est-ce qu'un rapport de domination, selon toi ?

Moi déjà, je pense que les rapports de domination sont systémiques, ils rentrent dans le cadre d'un système donc ce n'est pas une personne contre une personne, c'est plutôt un système qui amène un rapport de domination et je pense que notre monde fonctionne avec des rapports de domination. Et qu'il y en a beaucoup. On a essayé de classer certains rapports de domination qui ressortent le plus dans notre société mais qu'en fait, il y en a énormément donc on ne prend pas forcément conscience. Je trouve cela bien de les placer sous un socle de « rapports de domination » comme cela on voit que c'est à chaque fois les mêmes stratégies et les mêmes manières d'aboutir à la domination.

Voilà, on parle du système, il y a un truc systémique qui a changé et du coup si on a pu essayer de les cartographier, il y a en tout cas le rapport de domination par rapport au genre, par rapport à la classe, pour moi par rapport aux « prétendues races », enfin voilà ce n'est qu'un mot qui change en fonction de l'interlocuteur avec lequel on parle, et par rapport à l'environnement. Je trouve que ce sont les quatre principaux, mais je pense qu'il y en a beaucoup plus. Ils sont intersectionnels, ils se croisent et ils se renforcent. Aussi, je crois que l'on doit toujours dire que ces rapports de domination sont vraiment pensés à partir de la Belgique, parce que pour avoir fait des échanges avec d'autres pays sur des sujets différents, par exemple sur le genre. Les rapports de domination que l'on évoque ici sont vraiment différents, parce que ce n'est pas du tout le même rapport à la domination dans un pays comme la Tunisie par exemple. On avait évoqué le genre et on pensait que le terme « genre » était devenu international et que ça comportait, se déplaçait dans le cadre des pays méditerranéens et en fait pas du tout. Ce n'était pas du tout le cas. Donc, c'est bien de savoir toujours que l'on a notre point de vue en Belgique mais qu'il n'est pas mondial non plus, même si on parle de système.

**Question n°3 – Je m'intéresse beaucoup à la dynamique des acteurs et actrices des marges, je voulais un peu ton avis sur cette posture, cette dynamique-là.**

C'est ce que l'on a fait avec le projet [REDACTED], on a essayé de parler de migration et des questions interculturelles avec des acteurs des marges qui ont soit, vécu eux-mêmes ces histoires de migration ou qui vivent l'interculturalité au quotidien. Donc, de penser les projets en amont avec eux, pendant le projet et puis après le projet, de faire vraiment des partenariats. Je trouve que c'est vraiment enfin... maintenant pour moi, selon moi, c'est la base de faire, de travailler de cette manière-là et de ne pas parler à la place des personnes qui ont vécu ou qui le vivent, donc ne pas prendre la parole de l'autre en disant « on », en se la réappropriant. C'est quelque chose que l'on ne peut plus faire dans les ONG et que l'on a fait suffisamment longtemps pour arrêter maintenant, vu que ce sont des nouveaux partenariats et qu'ils sont en construction. Il y a quand même pas mal de difficultés avec le fait de travailler avec des acteurs des marges parce que... dans ces projets, on semble à égalité mais en même temps, je sens qu'il y a une expertise qui est quand même plutôt chez les ONG ou dans des associations qui font ça depuis très longtemps, qui savent mener des projets et quand ils reçoivent des subsides ce que... cela ne bénéficie pas à certaines associations qui ne sont pas encore tout à fait reconnues. Donc, ils n'ont pas encore l'expertise mais en même temps, il y a une certaine expertise thématique et donc c'est vraiment essayer de jongler entre l'expertise thématique et l'expertise de savoir gérer des projets sans que l'un et l'autre ne se sentent trop... enfin rester sur un même piédestal et d'égalité quand on mène un projet alors qu'il y a des compétences différentes à gauche et à droite. C'est une vraie difficulté et en même temps, je trouve cela chouette de la surmonter et de continuer à le faire. C'est vraiment les mettre en avant, oui, c'est cela le but. Mais du coup, si les associations qui gèrent les animations ne rentrent pas un peu dans les questions thématiques, cela ne va pas parce qu'alors les partenariats sont un peu moins stables. Dans l'autre sens, si les personnes qui sont, par exemple les associations issues de la diaspora ne parlent que de la thématique mais ne parle pas de comment amener la thématique, cela ne va pas non plus. Donc, c'est vraiment essayer de renforcer ses compétences sur une question. Et alors, ce qui était de mon côté un peu difficile avec le fait de travailler avec les acteurs de la diaspora dans ce projet-ci, c'est que clairement dans l'animation, on a une posture avec l'éducation permanente et que je ne sais pas, il y a comme une idée qu'elle est partagée socialement par les associations, par les ONG. Il y a un acquis comme cela, culturel, je ne sais pas d'où il vient. Je ne sais pas si c'est par l'enseignement aussi ou par l'expérience mais qui n'est pas toujours partagé. Alors, il faut amener la personne en dialogue avec la manière dont nous on construit nos activités sans lui imposer et dans l'autre sens la thématique c'est la même chose parce que du coup, c'est beaucoup de pourparlers quoi, mais je crois qu'à refaire j'aurais mis un peu les bases de la posture de l'animation et la posture de la thématique pour avoir un peu les mêmes bases communes et conjointes, pour pouvoir avancer et évaluer au fur et à mesure. Voilà, c'est ce qu'on n'a pas fait,

mais je pense voilà qu'on va le faire progressivement de mieux en mieux. Le fait après de se rendre compte, que l'on se remet en question et que l'on est prêt à changer donc c'est chouette.

**Question n°4 - J'ai remarqué que cette thématique des rapports de domination était quand même assez « touchy » comme sujet au sein des universités. Je voudrais un peu ton ressenti, ton avis là-dessus aussi.**

Oui, on a reçu un mail d'un professeur en retour qui disait qu'en effet c'était touchy. J'en ai parlé avec la, j'espère, futur rectrice de l'université [REDACTED] hier, qui n'a pas du tout trouvé cela touchy. Donc, je ne sais pas ... j'ai l'impression qu'on ne peut pas, enfin, je crois qu'en fait le mot domination en lui-même peut sembler négatif et accusateur. Et qu'il y a beaucoup de choses liées à la colonisation aussi derrière ce mot. C'est vrai que dans certaines pratiques à l'université, il y a déconstruire certaines choses, même dans les matières, dans le visuel enfin dans beaucoup de choses en fait. Peut-être que les professeurs, les autorités académiques le prennent mal. Peut-être qu'il y a des choses encore à changer, à faire évoluer quoi et qu'elles le prennent pour elles mais moi cela ne me dérange pas en fait d'utiliser des fois des mots qui peuvent toucher les personnes qui sont dominantes et qu'ils le prendraient mal enfin c'est comme quand on dit à quelqu'un qu'il est privilégié parce qu'on lui montre qu'il a des privilèges quoi.

Enfin voilà, c'est un peu notre job aussi en tant qu'ONG d'employer des mots qui sont un peu moins si je peux dire pour la population qui est la plus privilégiée et finalement la plus dominante. Donc moi de mon point de vue, cela ne me dérange pas c'est surtout le fait... ce sont des relations un peu interpersonnelles avec les profs et ils ne sont peut-être pas tous ouverts. Moi du coup, je travaille qu'avec des étudiants hors cursus qui réagissent hyper bien et c'est ce qui me pousse à me dire que les mots devraient être les mêmes. Et qu'à nouveau, on peut accompagner les profs à comprendre ce mot tel qu'on l'envisage et à dire que nous-mêmes on a cet écueil d'être dans la domination aussi pour montrer que c'est ok et que c'est comme le fait d'avoir des privilèges c'est ok, ça fait partie du monde dans lequel on vit et de pouvoir les reconnaître. Mais du coup, en édulcorant le mot, j'ai l'impression qu'on édulcore le constat mais c'est vrai qu'adapter son vocabulaire en fonction de la personne qui est en face pour qu'elle le reçoive le mieux possible, je pense qu'on doit s'adapter aussi nous c'est sûr.

**Question n°5 – Quelle est ta posture, comment tu te positionnes face à cette thématique des rapports de domination ?**

Je pense qu'elle est intéressante rien qu'au niveau de notre travail chez [REDACTED], dans ce que l'on fait dans les autres zones, de montrer que l'on a aussi beaucoup de choses à revoir et à repenser et à refaire. Donc, je suis hyper enthousiaste à l'idée que cela ouvre, enfin, que cela va commencer à ouvrir des portes chez nous, pour changer aussi notre manière de travailler. Alors je sens qu'il y a beaucoup de portes fermées et à un moment donné, j'espère que... cela sera sans moi vu que je pars... mais j'espère que l'équipe va continuer à les ouvrir et limite à les défoncer un peu. Parce que je pense que

l'on a vraiment tout intérêt à voir nos propres dominations dans nos propres projets chez [REDACTED]. Je trouve cela génial quoi et je trouve cela super qu'en fait nos coordinateurs nous ont suivi sur ce projet. Ils ne s'attendaient peut-être pas au retour de bâton qui allait arriver mais en fait l'idée c'est de déconstruire aussi notre structure et notre propre rapport à la domination. Donc, je me réjouis de voir ce que cela va faire sur l'ONG. En même temps, un travail au sein de l'ONG et en même temps c'est le public, le programme en fait c'est ça exactement oui ... c'est vrai que remettre en question un peu les rapports de domination dans l'ONG même. Il n'y a pas de remise en question exactement, après je ne sais pas si cela va fournir tous les fruits comme j'imagine. Il y aura beaucoup de remises en question mais j'imagine que cela va quand même prendre un moment avant de donner des effets, c'est un peu en cascade par exemple les questions sur le genre ont été aussi un peu initiées par l'équipe ECMS et puis il y a eu une charte donc je pense quand même que notre travail influence aussi l'ONG et notre rapport au travail et aux autres.

*« Je me demandais aussi, pour parler des rapports de domination, il faut être un minimum conscientisé par ces rapports et est-ce que pour toi il faut être un minimum engagé ? ».*

C'est le même courant que les hommes qui ne peuvent pas se dire féministes ou qui ne peuvent pas revendiquer le droit des femmes. Je crois que chacun doit prendre sa part en fait, tant que cela... tant que l'on ne parle pas à la place de l'autre et que l'on n'essaie pas d'identifier chez l'autre quelque chose qu'on ne vit pas nous-mêmes. Cela va de soi mais je transpose cela avec tu vois... avec quelqu'un qui est victime du racisme quelque part, te lever et dire cela ne va pas pour cette raison-là, parce que tu le vois avec tes propres yeux. Donc moi, je sens que quand je suis très à ma place et que je n'essaie pas de m'approprier la parole de l'autre tout va bien et c'est bien perçu. Je vais vers... enfin vers ce qui a l'air d'être un peu stupide dans notre vision, parce que cela fait très Miss Belgique ou Miss Monde, mais un monde plus solidaire plus humain, plus accueillant et c'est peut-être aussi par rapport à l'accueil peut-être du public en face de soi, si on reconnaît que ok on a ce rapport de domination et on en est conscient et que c'est un meilleur message derrière oui... Il ne faut pas se leurrer maintenant et je crois que l'on est dans un croisement. En effet, il y a toute cette question des associations de la diaspora qui ne reçoivent pas les subsides que nous on reçoit. Parce que l'on a de l'expérience pour faire de la gestion de projet, on peut fournir des documents que... c'est intense du coup je pense qu'on est à un croisement entre le « c'est encore nous qui continuons à avoir les budgets » mais progressivement, on fait appel à des porteurs de projets extérieurs qui sont des associations issues des diasporas. Et un jour, j'espère que les associations issues de la diaspora auront compris les règles dans les projets pour reproduire eux-mêmes ce genre de projet.

C'est pour ça que cela a du sens avec les acteurs des marges pour qu'un jour ... mais cela ferait bondir peut-être les gens qui liront ton mémoire, c'est que notre rôle en tant qu'ONG, c'est de disparaître, de

ne plus être utile, c'est de mourir et donc pas de survivre à tout prix et de s'étendre donc ce serait l'idéal.

Les personnes qui sont issues de la diaspora se prennent en charge, c'est ce qu'on fait aussi à l'Université si on parle de développement durable et c'est super comme l'Université se réapproprie ces questions de développement durable en créant un Green office ou une cellule de développement durable. On n'a plus besoin alors du coup de travailler ces questions-là et à côté, c'est vraiment de créer des ponts en fait, entre les acteurs qui sont peut-être plus légitimes d'en parler que moi.

*« J'avais entendu cette allégorie du pont et je trouvais cela hyper bien, c'était parlant en fait. Mais, j'ai remarqué aussi que c'était assez particulier de parler des rapports de domination à l'Université vu que vous êtes une ONG universitaire donc en même temps vous ne pouvez pas faire ce que vous voulez ».*

C'est vrai, tu as raison, le fait d'être subventionné déjà par l'université fait que notre marge de manœuvre n'est pas si claire et peut laisser à l'appréciation des personnes qui y travaillent. Ce n'est pas toujours simple quand on fait du plaidoyer de savoir jusqu'où est-ce qu'on peut aller parce que tu as vraiment une ligne dans le plaidoyer très agressif. Genre, tu fais de la désobéissance civile, soit tu continues à parler et tu es fort en dialogue, et donc tu as plein d'étapes entre les deux et c'est vraiment laissé à l'appréciation personnelle. Ce qui est des avantages et des inconvénients et c'est peut-être aussi pour ça qu'on n'arrive pas trop à voir ce qu'est la ligne, le fil conducteur, le fil rouge parce que c'est vraiment laissé à l'appréciation de la personne qui représente [REDACTED] le temps de son mandat, de faire ce plaidoyer mais en fonction des élections ça change aussi. Il y a vraiment une phase pré-élection et post-élection, donc tu perds parfois un an. C'est assez en fait, c'est vrai que c'est différent des autres ONG vu que l'on est dans un cadre lié à l'Université. C'est clair que ça change les choses.

#### **Question n°6 – Est-ce que tu as quelque chose à rajouter, une réflexion ?**

Je pense vraiment que l'essentiel, c'est ce que j'ai dit, si tu n'intéresses vraiment aux acteurs des marges, c'est comment faire fonctionner ce partenariat en fait entre les acteurs et pour montrer vraiment qu'il y a des expertises de chaque côté. Mais sans dire que cela nous sépare, de voir qu'il y a des expertises sur comment pouvoir faire du lien, que cela puisse germer. Enfin, je crois que l'on avait vraiment une idée de faire plus de partenariats, parce que c'est comme ça que cela doit se construire aujourd'hui. On n'imagine plus, en fait, parler de ce genre de thématiques sans des acteurs qui sont concernés par cette thématique mais en même temps on n'arrive pas des fois à savoir comment faire et comment coordonner tout cela. C'est vraiment l'idée, de comment faire en fait, parce qu'on essaie de mieux faire mais je pense qu'on n'a pas encore tout à fait les clés pour faire un vrai partenariat. Enfin, c'est compliqué de faire du partenariat alors que je crois que c'est vers cela que ça doit aller. Puisque moi, je pense que beaucoup partagent aussi l'idée que ces projets-là ne devraient pas revenir chez nous

mais devrait aller chez les associations qui sont plus concernées. Comment faire pour que cela aille vers ça. C'est peu légitimer ce qui est légitime.

*« Un peu le savoir de ces associations qui sont peut-être plus militantes par rapport au savoir qui est peut-être plus scientifiques, sociologiques des questions ? »*

Après nous, ce n'est pas parce qu'on est l'ONG de l'Université, que l'on a ce savoir-là aussi. Moi, je sais bien que ma posture en tant qu'animatrice est de dire que le savoir il est partout et qu'il n'est pas forcément chez une personne. L'idée est de pouvoir amener les gens à construire un message commun et amener les gens à faire des actions concrètes pour changer les situations de domination. Il y a peut-être en effet ce côté militant que nous on a moins, tu vois, peut-être que dans cette chaîne dont je parlais, tu as la désobéissance civile et puis tu as les pourparlers, nous on est peut-être ici et eux ils sont peut-être là, il faut se rassembler à un endroit. Mais voilà, je n'ai pas encore trouvé, je suis juste dans la phase d'évaluation du projet à me dire voilà comment on pourrait faire mieux. Parce que, c'était la première fois que l'on faisait cela et qu'il y a eu des écueils. Ce qui est normal dans les partenariats au début. C'est vraiment le but des évaluations, de s'améliorer après et trouver d'autres outils qui peuvent fonctionner des deux côtés.